

Cours 8-16 La question sociale comme question culturelle

Emplacement

8. Cours de 1996 à 2000

- 8.1. Éléments de logique, 1996-1997 (EL1-EL92, 115 p.)
- 8.2. Éléments de méthodologie, 1996-1997 (EM1-EM71, 101 p.)
- 8.3. Éléments de philosophie de la religion 96-97, ERF1-ERF335, 396 p.)
- 8.4. Introduction au Nouvel Âge, 1998-1999, (NA1-NA151, 80 p.)
- 8.5. Éléments de logique, 1997-1998, (EL1-EL99, 133 p.)
- 8.6. Éléments d'ontologie, 1997-1998 (HM1-HM24, 30 p.)
- 8.7. Cosmologie, 1997-1998 (K1-K52, 62 p.)
- 8.8. Théologie, 1997-1998 (TH1-TH42, 50 p.)
- 8.9. L'homme en tant qu'être biologique, 1997-1998 (BW1-BW42, 52 p.)
- 8.10. L'homme comme âme immortelle, 1997-1998 (OZ1-OZ37, 37 p.)
- 8.11. Éléments de philosophie de la culture, 1998-1999 (CF1-F58, 70 p.)
- 8.12. Éléments du cognitivisme I, 1999-2000 (COGN1-COGN52, 68 p.)
- 8.13. Éléments de cognitivisme II, 1999-2000 (COGN2.1-COGN.2.130, 157 p.)
- 8.14. Éléments du cognitivisme III, 1999-2000 (COG3.1-COG3.58, 82 p.)
- 8.15. Éléments de logistique, 1999-2000 (LOG1-LOG39, 49 p.)

8.16. La question sociale comme qualité culturelle, 99-00 (SK1-SK100, 141 p.)

Remarque: Ce cours utilise un interlignage plus large que le texte du cours original. Par conséquent, les références de l'ancienne version ne correspondent pas à la pagination actuelle de Word. C'est pourquoi la pagination originale est affichée systématiquement avec les lettres « SK », en Néerlandais l'abréviation de « Sociale kwestie », la question sociale, et correspondant à l'ancien numéro de page.

Introduction : Au fond d'elle-même, l'humanité nourrit une conception élevée de ce que pourrait être la justice sociale, mais le cours de l'histoire montre que les gens échouent à la concrétiser de manière durable dans la vie.

Contenu : Cliquez sur le texte que vous souhaitez lire.

Cours 8-16 La question sociale comme question culturelle (100 p.)	1
1. Économie (3/14)	4
1.1. Économie (4)	6
1.2. Les secteurs d'activité économique (6)	8
1.3. L'arbre généalogique de la science économique (7)	10

2. La question sociale vue dans une perspective moderne (15/19)	21
2.1. Sexisme(s) (16)	23
2.2. Catholique fervent et pourtant émancipé (17)	24
3. Libéralismes (20/28)	28
3.1. Les guildes médiévales (20)	28
3.2. Colbertisme. Mercantilisme français (21)	30
3.3. Physiocratie : le libéralisme français (22/23)	31
3.4. Le travail total du peuple (24)	34
3.5. John Stuart Mill : Le libéralisme social (25/26)	35
3.6. Deux conceptions de la liberté (27)	38
4. Collectivismes (29/53)	40
4.1. Communisme et socialisme : collectivisme (29/31)	41
4.2. Anarchisme (libertarianisme) (32/36)	45
4.3. Marxisme(n-) (37/53)	52
5. Critique sociale (54/60)	80
5.1. Mouvement écologique (55)	82
5.2. « Underground » (56)	83
5.3. Génération de rythmes (57)	84
5.4. Ouverture à l'inclusion des hippies/yippies (58)	86
5.5. À droite : la majorité silencieuse (59)	87
5.6. Critique de la raison marxiste et capitaliste (60)	89
6. Populismes (61/63)	90
6.1. « Les nouveaux juges » (62)	92
7. Nationalismes (64/74)	94
7.1. Identité communautaire (65)	95
7.2. Les triades chinoises, une forme de mafia (66)	97
8. Communautarisme (75/87)	109
8.1. Charles Taylor (75/77)	109
8.2. Culture sectaire (78)	113
8.3. Le concept de « pluralisme » (79)	114
8.4. Séparation de l'Église et de l'État (« laïcité ») (80)	116
8.5. Libéralisme multiculturel (81/82)	117
8.6. Aristote était-il communautariste ? (83)	120
8.7. Tolérance communautaire (84/85)	121
8.8. Les services secrets (86)	124
8.9. Droit international (87)	125
9. Théories sociales globales (88/100)	126
9.1. Le Solidarisme de Charles Gide (88/89)	126
9.2. La démocratie politique selon M. Walzer (90)	129
9.3. Social-démocratie pluraliste (91/93)	131
9.4. Économie politique chrétienne (94/100)	135

Raison sociale.

Par ce terme, on entend la raison dans la mesure où elle se préoccupe de la question sociale ; la « question sociale » signifie que, depuis ses origines, l'humanité a certes érigé l'idée de « justice sociale » dans la sphère sociologique en axiome de coexistence – et l'emploie, voire l'impose, dans la lutte pour la défense de ses droits et intérêts – mais, d'un autre côté, elle ne parvient jamais à créer des conditions véritablement justes.

Remarque : Avec Platon d'Athènes, nous observons que dans le domaine de la justice sociale aussi, les gens saisissent l'idée — l'idée élevée et indéfinissable — quelque part comme une lumière qui éclaire, mais ne parviennent jamais à en faire une réalité dans des faits brutaux, car ce n'est pas la raison (le petit homme, comme le dit Platon) mais les passions (le grand monstre (implantation, sexualité, prospérité économique) et le petit lion (sens de l'honneur)), comme le dit Platon) qui obscurcissent l'idée.

Échantillons (cartes)

Les textes qui suivent ne constituent pas un système de propositions concernant le bien-être social et la prospérité. Il s'agit plutôt d'un ensemble de fiches présentant des exemples, car nul – pas même le sociologue le plus érudit – ne peut traiter le sujet de manière exhaustive.

À la suite de Platon (et de son maître de logique, Socrate), nous procédons donc par réduction : à partir d'échantillons, nous tentons de généraliser sur la base de propriétés communes (afin de classer) et de généraliser sur la base de caractéristiques collectives.

Sans pour autant tomber dans une prétention encyclopédique, cette approche nous permet néanmoins de mieux comprendre le système de la question sociale et d'en révéler immédiatement les caractéristiques générales.

Note : Avec K. Marx, bien que ce ne soit pas de manière exclusive, nous soutenons que l'économie est le point de rencontre par excellence

de la question sociale — une sorte de fondement qui menace d'en être à nouveau le sujet.

Nous proposons donc quelques exemples concernant le raisonnement économique — le raisonnement dans la mesure où il concerne l'économie — mais de telle sorte qu'une formation générale (sans spécialisation en économie) soit requise.

SK2

Éléments de théorie sociale.

Une théorie sociale est un ensemble de concepts, de jugements et de raisonnements qui tente de saisir l'idée de « justice sociale » en termes humains. On les appelle aussi « idéologies sociales » pour souligner leur caractère axiomatique (au détriment du factuel). – Nous énumérons les éléments des principales.

Voyez ce que la « raison moderne » a conçu en matière de justice sociale. – Tous les théoriciens privilégient l'idée insaisissable mais hautement décisive de « justice sociale », que ce soit explicitement (comme le platonisme social) ou à contrecœur (comme les nominalistes sociaux).

Ils exposent leur « exemple » de cette idée unique englobant toute forme de justice. De ce fait, leurs interprétations respectives ont une valeur logique, certes, mais une valeur unilatérale, incomplète et correcte. Quiconque leur donne la parole parvient néanmoins à une vision globale d'une grande utilité au quotidien, ne serait-ce que pour mieux comprendre les enjeux politiques (sociaux) qui nous parviennent par le biais des médias.

SK3

1. Économie (3/14)

Rue de la bibliothèque : R. Kühn, *Leben als Bedürfen* (*Eine lebensphänomenologische Analyse zu Kultur and Wirtschaft*), Heidelberg, 1996.

Dans cet ouvrage, la « vie » est interprétée comme l'axiome englobant qui régit tous les phénomènes culturels : elle est présente dans tous les éléments culturels, mais les transcende. Ainsi, la vie englobe les besoins. Oui, la vie est un besoin (donné). Des phénomènes tels que le travail, l'échange et la consommation sont la solution – la satisfaction des besoins (requis).

Trois capitales.

Avec Alvin Toffler, **La troisième vague **, Paris, 1980, on peut distinguer trois phases, plus ou moins, dans la satisfaction des besoins. Il y a d'abord la phase agraire, qui englobe l'agriculture (cultures et élevage). Vient ensuite la phase industrielle, décrite, par exemple, dans **La révolution industrielle (1780/1880)**, Paris, 1971.

L'agriculture et l'industrie moderne constituent les deux premières « vagues ». Depuis environ 1950, nous vivons dans la phase informationnelle, la troisième vague. Le critère principal est le mode de production permettant de satisfaire les besoins. — La famille et l'école, les conditions sociales, la politique, en fait, toute la culture évolue au fil des « vagues ».

Définition.

Une définition simple de l'économie comme forme de satisfaction des besoins, servant d'introduction, se lit comme suit : étant donné la richesse disponible (aussi faible soit-elle) ; demandée ou recherchée : satisfaction « rationnelle » des besoins.

Note : Dans un contexte économique, « rationnel » signifie avant tout appliquer l'axiome de l'économie ou de la frugalité. Depuis Pierre le Grand (mort en 1322), ce principe est formulé ainsi : « Obtenir un résultat maximal avec un minimum de données ».

Paul A. Samuelson/ W.D. Nordham, **Economics**, McGraw Hill, 1985-12, 4, définit : « L'économie est l'étude de la manière dont les individus et la société décident comment utiliser des ressources rares qui pourraient autrement être utilisées, en vue de produire toutes sortes de choses utiles et de les distribuer à toutes sortes d'individus et de groupes dans la société pour la consommation présente ou future. »

On constate que cette définition décrit l'économie comme la vie envisagée sous l'angle du processus — un processus ou un cours qui englobe la production, l'échange (vente et achat) et la distribution en vue de la consommation. C'est pourquoi cette définition paraît si complexe.

SK4

1.1. Économie (4)

rue de la bibliothèque : Al. Guénette, Maurice Lagueux et la méthodologie dans : *Journ. d. Genève / Gaz.d. Laus.* 01.12.1994, 8.

Lagueux est professeur de philosophie et d'économie à l'Université de Montréal (Canada). Il s'intéresse à la nature de la rationalité en économie et distingue deux tendances.

1. L'implication physique.

La physique moderne en est ici l'exemple parfait. Milton Friedman (École de Chicago), par exemple, défend cette idée : une véritable science économique doit être capable de prédire, comme il l'explique dans ses **Essays in Positive Economics**, *Univ. of Chicago Press*, 1953.

a. Les économistes peuvent débattre indéfiniment de l'axiome de « rationalité » ;

b. Tout repose sur la prédiction, car c'est ce qui définit la science. L'idée centrale est que les acteurs économiques prennent des décisions en tant qu'êtres parfaitement rationnels qui maximisent une donnée économique (comme leur profit). Friedman est convaincu que les économistes peuvent réaliser des « prédictions intéressantes » grâce à leurs méthodes essentiellement mathématiques.

Note-- Alexander Rosenberg , dans son ouvrage **Économie (Politique mathématique ou science des rendements décroissants ?) ** (University of Chicago Press, 1992), affirme qu'en physique, les prédictions font preuve d'une précision impressionnante (pensons à la prédiction d'une éclipse solaire). Or, en économie, une telle précision fait défaut, si bien qu'un entrepreneur « flûteux » peut tout aussi bien réussir sans recourir à la science économique. Il ne croit pas à l'économie « positive »

(mathématiquement justifiée) de Friedman. Il admet cependant la possibilité de « prédictions qualitatives » (des paris).

Il estime que, si la rationalité est requise, elle doit être attendue des sciences cognitives (« philosophie de l'esprit ») ainsi que de la neurobiologie (qui, selon lui, est encore insuffisamment avancée).

2. La nature humaniste.

On parle ici de « sciences sociales », défendues par exemple par Friedrich Hayek (l'École autrichienne). Le comportement humain y occupe une place centrale, englobant des présuppositions (ou « croyances ») et des objectifs, influencés par certains événements (comme une série de grèves). Les prédictions strictes sont impossibles, sauf a posteriori (c'est-à-dire en comprenant la rationalité d'un fait économique après coup), à l'instar des historiens avec les faits passés. L'inconvénient est que les présuppositions et les objectifs peuvent être très vagues et faire obstacle à une science rigoureuse.

SK5

« La fuite de l'économiste face à la métaphysique ».

Il s'agit du titre d'un ouvrage que Lagueux est en train de préparer. Voici ce qu'il en dit dans l'interview.

1. Les économistes, notamment les néoclassiques, ont fondé la théorie actuellement dominante sur une analyse mathématique excessivement complexe (qui n'a pas pensé à Benoît Mandelbrot et à sa recherche, pendant plus de trente ans, d'une représentation mathématique des actions et des options ?). Or, comme le souligne à juste titre Rosenberg, cette réalisation constitue avant tout une nouvelle branche des mathématiques.

2. Ce que Lagueux ajoute à l'opinion de Rosenberg, c'est que les économistes ont établi une science sans fondements ontologiques.

Cela signifie sans tenir compte de la réalité économique concrète. Plus précisément : quelle donnée concrète l'économiste étudie-t-il ? Le marché. Mais qu'est-ce que le marché véritablement réel ? Le lieu de

rencontre des opérateurs économiques. Mais qu'est-ce qu'un opérateur économique ?

Jevons et les néoclassiques ont d'abord privilégié les données psychologiques avant de les abandonner. Pareto, quant à lui, a privilégié la valeur d'utilité, fondement des choix économiques basés sur les préférences (plus utile, plus rentable, plus « économique »), une notion qui, abstraite ou conçue indépendamment de la réalité concrète de chaque utilité, semblait facilement traitable mathématiquement.

Autrement dit, la volonté de ces théories de se départir de toute ontologie et de se réfugier dans le monde des formules mathématiques est manifeste. Ce qui aurait pu se développer en une science très concrète – comprenez : une science proche de la réalité – se réduit à un ensemble de théories mathématiques.

« L'idée que la théorie économique nous aide à découvrir et à comprendre le monde réel est une erreur. » C'est ce qu'affirme explicitement Lagueux.

a. Certes, sans de telles théories économiques, il n'est pas possible de « comprendre » (note : d'articuler mathématiquement) le fonctionnement de choses comme le marché, le système monétaire, les effets des prêts de crédit, les crises, etc.

b. Toutefois, ces théories qui apportent une clarification après coup (« ex post ») ne permettent pas de les prédire avec exactitude.

Conclusion. – Aussi belles que soient leurs structures mathématiques, en ce qui concerne la réalité économique, elles ressemblent aux explications historico-scientifiques qui « expliquent » les faits a posteriori.

SK6

1.2. Les secteurs d'activité économique (6)

Pour aborder la question sociale, nous examinerons brièvement la notion de « secteurs ». La population générale peut être divisée en une

quarantaine de secteurs. Toutefois, les économistes regroupent cette masse en trois grands secteurs.

1.-- Le secteur primaire.

Pêche, agriculture (cultures arables et élevage), mines et carrières.

2.-- Le secteur secondaire.

Vingt-deux sous-secteurs. Résumés en l'industrie manufacturière et le secteur de la construction.

Modèle applicable . -- Le secteur textile transforme les matières premières (issues du secteur primaire) en, par exemple, vêtements (industrie manufacturière).

3.-- Le secteur tertiaire.

Onze sous-secteurs comprenant le commerce et les services.

Modèle applicable . – L'éducation, les services publics et le secteur médical et sanitaire sont des sous-secteurs. Aucun bien n'est produit ; seuls des services sont fournis.

Note-- Tourisme . – Le tourisme fait partie du secteur tertiaire, un secteur en constante expansion. Cette industrie crée de nombreux emplois. Après la production d'énergie et l'industrie automobile, le tourisme se classe au troisième rang des secteurs pourvoyeurs d'emplois.

Secteurs économiques . — Passons-les brièvement en revue. — En vue d'aborder la question sociale.

un.-- les familles .

Au sens économique du terme, la « famille » désigne tout groupe de personnes travaillant ensemble dans un même bâtiment. Ainsi, une personne vivant seule constitue une « famille ».

b.-- les entreprises .

Un collectif qui produit des biens et des services pour les vendre sur le marché. Selon le secteur d'activité de l'entreprise, il s'agit d'un secteur

primaire (une mine, une ferme), secondaire (l'industrie) ou tertiaire (un magasin, une banque, une compagnie d'assurance, un hôtel).

Remarque : D'un point de vue juridique, il est frappant de constater que les entreprises – surtout depuis la mondialisation récente (la planète entière considérée comme un seul espace économique) – présentent des phénomènes de concentration (fusions d'entreprises) et de multinationalisation (implantation dans de nombreux pays). Ce qui, de fait, nuit à l'« ancrage ».

c.-- les administrations.

Les biens et services non commercialisables font l'objet d'échanges. Le revenu national est redistribué.

d.-- les institutions financières.

Caisses d'épargne, banques, bourses, etc.

SK7

1.3. L'arbre généalogique de la science économique (7)

Rue de la bibliothèque : PA Samuelson/P. Temin, *Economics* , Tokyo, 1978-10, 921.

La Bible (-800/+99) :

Philosophes de l'art (-600/+600)	Praticiens,
Aristote de Styrie (-384/-322)	Homme d'affaires ;

pamphlétaire

La scolastique du Moyen Âge (800/1450)

Saint Thomas d'Aquin (1225/1274)

	Mercantilisme (Colbertisme,
de Physiocratie	) (XIIe/XVIIIe e.)

François Quesnay (1694/1774)

La physiocratie (1768)	École
	classique (« libérale ») Adam Smith

(1723/1790)

Thomas R.1 Malthus (1766/1834)	La richesse des nations
--------------------------------	-------------------------

(1776)

Essai sur les principes de
Population (1798)

David Ricardo (1772/1823)

Sur les principes de l'économie politique
(1817)

John Stuart Mill (1806/1873)
Les principes de l'économie politique

Socialisme (1848) Karl Marx (1818/1883) Das Kapital (1867)

École néoclassique (néolibérale) Vladimir Oulianov (Lénine
(1870/1924))

Léon Walras (1834/1910)

Alfred Marshall (1842/1924)

John Maynard Keynes (1883/1946) Communisme russe
Théorie de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936)
communisme chinois

Économie post-keynésienne Nouvelle Gauche (Les
radicaux)

Remarque : Un complément est nécessaire, notamment concernant
les théories post-keynésiennes.

1. Le « monétarisme,

Milton Friedman et l'École de Chicago rejettent partiellement les
idées de Keynes, selon lesquelles l'économie serait dépendante de la
demande et, par conséquent, de l'intervention de l'État. D'après le
monétarisme, c'est la masse monétaire, et non la quantité de monnaie
en circulation, qui détermine l'économie.

2. La théorie cyclique (théorie des cycles économiques réels). –
Celle-ci affirme que les « chocs aléatoires » – guerres (par exemple, la
guerre du Golfe), grèves, embargos, innovations technologiques,
décisions politiques – contrôlent l'économie, principalement parce que
la confiance des acteurs économiques (investisseurs, consommateurs,
banques, etc.) évolue en fonction de ces chocs.

Note-- *J. Lajugie, Les doctrines économiques*, Paris, 1982-13 105pp., donne une liste d'économistes qui n'appartiennent à aucune école (J.G.G. Galbraith, par exemple).

SK8

Le récent triomphe du libéralisme.

rue de la bibliothèque : *P. Garcin, Économie (Le bon marché), dans : Journal de Genève 29.06.1989. Garcin est économiste.*

1. Les faits.

Là où, autrefois, en Occident, l'Église déterminait les axiomes, c'est aujourd'hui le marché, l'économie, qui détermine tout comme prémisse « au cœur même de toutes les questions de notre société occidentale ».

Depuis la chute du mur de Berlin, une multitude d'expériences ont été mises en place dans les (anciens) pays communistes — Russie, Chine, Hongrie, Pologne — pour remplacer l'économie contrôlée par l'État.

Dans le tiers monde, malgré des structures obsolètes, la libéralisation progresse dans les domaines industriel, commercial et monétaire.

Note-- Même l'Internationale socialiste.

Plus de quatre-vingts partis socialistes du monde entier étaient représentés à Stockholm du 19 au 24 juin 1989 pour célébrer le centenaire de la création de l'économie de marché. Les jugements portés sur cette dernière furent unanimement positifs, tandis que le rôle de l'État – notamment les nationalisations – fit l'objet de critiques justifiées. Le Parti socialiste français, ainsi que plusieurs partis socialistes du tiers-monde, se montrèrent plus réservés, voire discrets.

2. Le jugement de valeur.

a. Dans la mesure où le triomphe de l'économie de marché représente la raison, il mérite notre approbation.

b. Dans la mesure où elle représente une position de monopole désormais incontestable, elle est préoccupante. Ceci repose sur les

principes mêmes de l'économie de marché, qui sont hostiles aux monopoles.

Modèle historique.

Le risque est moins imaginaire qu'on ne le pense.

Rappelons-nous la situation inverse des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Le succès du modèle social-démocrate – dont l'économie dirigée est le pilier – fut alors retentissant. Tellement retentissant, en fait, qu'il influença tous les détenteurs du pouvoir politique : grisés par un consensus général, ils se virent attribuer successivement des rôles à l'État. Il en résulta l'inflation (hausse des prix générale, soutenue et cumulative) des années soixante et soixante-dix. Or, récemment, l'économie de marché, caractéristique du système libéral, connaît un consensus analogue.

Conséquence : forts des leçons de l'histoire, notre appréciation de l'économie de marché doit être tempérée par de sérieuses réserves.

SK9

L'institutionnalisme.

Rue de la bibliothèque : GMHodgson, *Économie et institutions (Manifeste pour une économie institutionnelle moderne)*, Oxford, 1988.

Étant donné que le système (néo-)libéral actuel (pensez par exemple à F.A. Hayek, **L'individualisme et l'ordre économique**, Chicago, 1948), postule que, dans l'espace du marché libre, la personne économiquement active — un client, une femme au foyer, par exemple — possède non seulement les informations nécessaires mais aussi suffisantes pour pouvoir prendre les bonnes décisions rationnelles.

La question posée est la suivante : cette hypothèse est-elle correcte lorsqu'on la confronte aux informations factuelles dont dispose la personne économiquement active ?

1.-- Non.

L'individu économiquement actif n'est pas omniscient ! Knight affirme que face aux risques (un entrepreneur se lance dans la

commercialisation d'un produit comme s'il existait une demande suffisante) et autres incertitudes, l'information est rarement suffisante. Cela devient souvent une aventure.

Toutefois, en cas de grave déficit d'information, l'économie ne peut être un marché « autonome », simplement sans règles, voire déréglementé.

2 -- Le besoin d'institutions.

L'hypothèse est la suivante : il est nécessaire de disposer d'organismes de complément d'information, de correcteurs d'écarts, d'« institutions ». Ces correcteurs de marché, de nature informationnelle, justifient, en premier lieu, la réglementation, c'est-à-dire l'imposition de règles extérieures au simple marché. Le terme « réglementation » ne doit pas être interprété uniquement de manière péjorative, mais aussi comme un outil d'amélioration. – Quelques modèles.

1.-- Éthique.

« Ils ne vous tromperont pas là-bas. » – Une entreprise dirigée par des leaders consciencieux constitue déjà en soi l'information fondamentale concernant le produit ou le service qu'elle propose sur le marché. C'est extra-économique, mais d'une valeur économique inestimable.

2.1.- Institutions privées.

Les entreprises privées peuvent évaluer un produit ou un service et rendre l'information disponible.

2.2. -- L'État.

Un gouvernement peut contrôler les « hausses de prix sauvages » grâce à des mesures réglementaires qui sont informatives en elles-mêmes : « Nous savons qu'ils ne nous factureront pas des prix excessifs » grâce à ces mesures.

2.3.-- Institutions supranationales

Des organisations comme la Banque mondiale et le FMI possèdent des informations qui peuvent être mises à disposition.

Révolutions économiques.

Nous évoquerons brièvement les principales caractéristiques.

À l'avant-garde de la révolution industrielle du Moyen Âge.

Bibliographie : J. Gimbel, *La révolution industrielle du Moyen Âge*, Paris, 1975.

Du XI^e au XIII^e siècle, l'Europe occidentale connut une période d'intense activité technologique, une ère d'inventions des plus fécondes. On pourrait la qualifier de « Première révolution industrielle ». Entre la Seine et le Rhin, et dans le nord de l'Italie, émergea la bourgeoisie, précurseur typique des hommes d'affaires d'aujourd'hui.

1.-- La première révolution industrielle.

références bibliographiques : WW Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, 1962.

Les voyages de découverte et la révolution scientifique (Copernic, Tycho Brahe, Kepler, Galilée) — l'enracinement des sciences naturelles modernes — avec les réalisations technologiques modernes à leur suite, jouent un rôle prépondérant non pas tant en Hollande, le premier pays capitaliste, mais en Angleterre.

Un nouveau processus de croissance économique émerge entre 1780 et 1800.

Selon J. Peperstraete, **L'emploi dans la société de l'information **, dans : **Onze Alma Mater** 1987 : 2, 67/79, la caractéristique est la part du travail automatisé dans le traitement des matières premières et la consommation d'énergie :

1. Dans les temps pré-modernes, la force musculaire animale et humaine — le fermier avec son cheval, par exemple — était centrale.

2. Depuis, par exemple, la machine à vapeur, le travail a été mécanisé. Les produits et services deviennent possibles et abordables à plus grande échelle pour le plus grand nombre.

2.-- La deuxième révolution industrielle (l'ère post-industrielle, la société de l'information).

La force musculaire et les machines sont les principales sources d'énergie. La mécanisation du savoir et de l'information humaine repose sur le contrôle des données. La théorie de la communication, ou de l'information, s'intéresse à la transmission des messages. Le traitement de l'information comprend trois disciplines : la microélectronique, les télécommunications et l'informatique. Cette dernière traite du traitement mécanisé des données en grande quantité.

Eh bien, la machine de la première révolution industrielle (1780+), combinée à ces techniques d'information, donne naissance à un nouveau processus de croissance économique.

Au passage : la « croissance économique » est une augmentation durable des apports, de la production et de la prestation de services.

SK11

Le concept de « pouvoir d'achat »

Commençons par une définition : « La capacité, ou la possibilité, d'acquérir des biens ou des services par un acte d'achat fondé sur la disponibilité de moyens de paiement constitue le pouvoir d'achat. » Les moyens de paiement sont généralement la monnaie, mais le pouvoir d'achat d'un sac de blé ou d'un lingot d'or existe également.

Par ailleurs , la théorie du pouvoir d'achat de J.M. Keynes (1883/1946) stipule que, suite à la Grande Dépression de 1929, les hausses de salaires sont renforcées par la mise en circulation de monnaie. Ceci s'explique par le fait que les investissements sont réalisés et que la consommation augmente (grâce à un climat de confiance).

Autrement dit, l'État occupe une place centrale dans sa théorie résolument libérale. Cette théorie a exercé une influence majeure jusqu'aux alentours de 1970.

Remarque : Le tableau comparatif ci-joint illustre clairement la valeur réelle de la monnaie en termes de pouvoir d'achat : il montre que le pouvoir d'achat de 100 francs suisses diminue. Pourquoi ? Parce que nous vivons tous – et pas seulement les Suisses – dans un certain niveau

de vie : la monnaie est un symbole de biens et de services (dont la valeur a diminué de 1957 à nos jours, en 1998).

Avec 100 francs français, on a acheté :

En 1957 :

185,2 litres de lait
181,8 litres d'essence premium
166,6 kilos de pain
100 paquets de cigarettes

En 1976 :

89,3 litres de lait
86,2 litres d'essence
41,6 kilos de pain
52,6 paquets de cigarettes

En 1998 :

65,8 litres de lait
79,4 litres d'essence
29,8 kilos de pain
24,4 paquets de cigarettes

SK12

La crise économique des années soixante-dix.

rue de la bibliothèque : R. Colonna d'Istria, Initiation à l'économie ,
Aller, 1989, 73/88 (*Les crises et leurs solutions*).

Commençons par définir l'inflation. Ce n'est pas la hausse de quelques prix, mais bien la hausse générale du niveau des prix qui crée l'« inflation » : cette augmentation soutenue, voire cumulative, des prix. L'indicateur permettant de la mesurer est l'indice, calculé du point de vue du ménage moyen qui paie l'ensemble des biens et services. Cet indice synthétise plusieurs mécanismes macroéconomiques (à grande échelle) susceptibles de générer de l'inflation, tels que toute augmentation de salaire (qui est, de fait, déjà prise en compte), une monnaie qui s'apprécie trop rapidement ou circule trop facilement, l'accaparement des richesses par l'État sans contrepartie et donc le recours aux déficits budgétaires, un mode de vie permissif entraînant

des dépenses excessives, et les facteurs étrangers (comme la hausse des prix du pétrole).

Note – Déflation. – Il s'agit de la somme des contre-mesures (politique déflationniste) : réduction des dépenses publiques, pressions budgétaires (pour limiter les recettes disponibles), contrôle des taux d'intérêt sur le crédit, modération salariale, gel des prix. Autrement dit : tout ce qui freine la demande de biens et de services.

La crise des années soixante-dix.

Une « crise » désigne tout ce qui met en péril la croissance économique. La crise des années 1970 présente deux phases.

1. 1973/1980,

Forte inflation ; chômage croissant ; déclin du commerce international ; déficit des finances publiques.

2. 1980+.

Ralentissement de l'inflation ; reprise des échanges internationaux ; chômage persistant. Cette crise des économies occidentales pose aux économistes et aux gouvernements des problèmes jusqu'alors insolubles, car elle établit un lien entre chômage et inflation.

Ils cherchent les raisons :

1/ lors de la crise pétrolière (automne 1973 : hausse brutale des prix mise en œuvre par les pays producteurs de pétrole) qui provoque la stagflation (un arrêt de l'économie accompagné d'inflation),

2/ dans le système monétaire international (les pièces deviennent instables),

3/ La prospérité excessive des années cinquante et soixante, caractérisée par un surinvestissement et une saturation de la demande

4/ les nombreux nouveaux pays industrialisés (Asie du Sud-Est (les tigres), Brésil) etc.

Remarque : Nous en subissons encore aujourd'hui les conséquences dans le contexte de la mondialisation.

Interaction entre les marchés boursiers et l'économie.

Le terme « bourse » désigne le bâtiment public où se discutent et se concluent les affaires commerciales. Métonymiquement, il désigne le commerce qui s'y déroule (« le marché »).

Notre intention n'est pas de présenter la structure détaillée. Nous souhaitons plutôt donner un aperçu d'un mécanisme principal : l'interaction entre « les marchés financiers et l'économie ».

Introduction.

rue de la bibliothèque : *R.Etwareea/InfoSud, Malaisie (Le tigre malade qui défie le docteur FMI), dans : Le Temps 21.09.1998, 25.*

La Malaisie fait partie des « Tigres asiatiques », pays ayant connu une croissance économique sans précédent pendant une décennie, au même titre que l'Indonésie, la Corée du Sud, la Thaïlande et Hong Kong. Récemment, cependant, une grave récession s'est installée, dont les indicateurs se sont inversés : la croissance économique (l'augmentation soutenue de l'économie) est passée de 7,8 % à -2 %. La monnaie (le ringgit) s'est dépréciée de 40 %. Les valeurs boursières ont chuté de 70 %. Des dizaines de banques et d'entreprises ont fait faillite.

Le nombre de chômeurs est passé de 230 000 en 1997 à 600 000 en 1998 (6,7 % de la population), tandis que 500 000 travailleurs étrangers ont été rapatriés. Le revenu par habitant a chuté de 5 000 dollars en 1997 à 3 000 dollars cette année.

Ajoutons à cela le fait que le Fonds monétaire international (FMI) admet que ses plans de relance en Asie du Sud-Est sont un échec.

Nous constatons aujourd'hui comment le déclin des tigres asiatiques se répercute, parmi d'autres facteurs, sur les marchés boursiers.

rue de la bibliothèque : *Ème. Meyer, Des marchés égarés , dans : Le Temps 18.09.1998, 1/2*

Steller fait référence au choc qu'ont subi les marchés boursiers européens, notamment la veille (17 septembre 1998). Ces derniers réagissent violemment à « quelques signes de ralentissement économique qui alimentent la méfiance ».

1. Discours d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, devant le Congrès américain : « Aucune baisse collective des taux d'intérêt – anticipée par les marchés boursiers – n'est à l'ordre du jour des pays les plus industrialisés. » Premier coup de massue !

2. L'annonce de Michel Camdessus, directeur exécutif du FMI, concernant la réduction de la croissance économique mondiale. Au lieu des 3,75 % prévus au printemps dernier, on attend désormais seulement 2 %.

SK14

3. Le rapport de Serge Tchuruk, PDG du groupe Alcatel (quatrième entreprise mondiale en termes d'équipements de télécommunications) : d'une part, il prévoit un bénéfice semestriel record, mais d'autre part, il s'attend à un déclin – contrairement aux prévisions des experts boursiers – pour le second semestre.

Principalement en raison de la crise asiatique (les Tigres asiatiques susmentionnés et le Japon, qui connaît une grave récession).

La méfiance qui s'en est suivie a entraîné une chute de 38 % du cours de l'action d'Alcatel et a immédiatement conduit à sa chute toutes les principales entreprises de téléphonie européennes.

Note – Ce qui revient à raisonner comme suit : « Si Alcatel s'attend déjà à une réduction, cela s'applique également aux autres entreprises de ce secteur » :

Le verdict.

Steller évoque une « réaction hystérique des marchés boursiers » aux conséquences potentiellement graves. Son jugement de valeur peut être structuré comme suit.

a. Les récessions économiques en Asie du Sud-Est (Tigres asiatiques et Japon), en Russie (où une économie « libérale » vire au désastre) et en Amérique latine (qui en subit les conséquences) ne

peuvent être imputées aux marchés boursiers. Selon l'auteur, ces économies ont « vécu au-dessus de leurs moyens ».

b. Toutefois, *la réaction déséquilibrée* des marchés boursiers entraînera des changements profonds dans les économies. À titre anecdotique (à petite échelle) : un dirigeant très respecté à la tête de son entreprise est contraint de démissionner. À titre dramatique (à grande échelle) : la pression exercée sur les entreprises pour réduire leurs coûts et accroître leur productivité entraînera des pertes d'emplois massives.

Alors les marchés ne refléteront plus l'état de l'économie, mais bien le contraire : le chaos de l'économie mondiale sera la conséquence des « déviations des marchés financiers ».

Remarque : Entre autres, parce que la méfiance freine l'investissement.

Remarque : Tout ceci démontre que la théorie cyclique (Real Business Theory), qui affirme que les « chocs aléatoires » déterminent l'économie, n'est pas fausse, au moins en partie.

Lorsque, par exemple, les banques, les investisseurs et les consommateurs perdent confiance, au moins une partie de l'économie entière s'arrête (ce qui est logiquement une « généralisation »).

SK15

2. La question sociale vue dans une perspective moderne (15/19)

Rue de la bibliothèque : J. Aengenent, *Leerboek der sociologie*, Leiden, 1919-1914, 14/22 (*La question sociale*). La définition d'Aengenent reste valable. Nous la résumons : une « question » est qualifiée de « problème difficile à résoudre », en raison de l'extrême complexité des données.

problème social

Certains interprètent cela comme ne concernant que la question du travail (le système seigneurial). Or, la question sociale englobe l'agriculture, la classe moyenne et même la condition féminine.

Autrement dit : tous les travailleurs sont concernés, car la société est un système.

Bien plus que de l'économie.

Certains définissent la question sociale uniquement en termes d'« intérêts économiques » (économisme). Mais elle comporte une dimension sociale (elle implique une interprétation de la société). Sans intervention politique, elle est insurmontable.

D'un point de vue chrétien-solidaire – qu'on soit catholique, protestant ou orthodoxe – il y a là une dimension morale (éthique), un aspect que beaucoup de non-croyants perçoivent assurément.

D'un point de vue chrétien-solidariste, il y a aussi une dimension religieuse (par exemple, la Bible aborde la question du travail et des salaires). Cette dimension est, bien sûr, généralement mise entre parenthèses, voire radicalement éliminée, par le rationalisme moderne : « La religion est l'opium du peuple. »

Historicité de la question sociale.

Aengenent exprime cet aspect par la question : « La question sociale est-elle un problème nouveau ? ». Au passage : « historicité » signifie ici le fait qu'une chose reflète des périodes culturelles historiques successives.

Dans la Bible (Israël), ainsi que, par exemple, dans la Grèce ou la Rome antiques, ou au Moyen Âge, les abus commis envers ces classes sociales sont entrés en conflit les uns avec les autres.

Néanmoins, la question sociale présente des aspects nouveaux, notamment depuis la Révolution française.

1. Pauvreté.

Au XIXe siècle, une multitude souffre d'un manque constant de biens de première nécessité, face auquel la charité est impuissante. C'est le paupérisme. Pensons maintenant au « quatrième monde ».

2. Les troubles sociaux.

Les grèves et même les révoltes se transforment de temporaires en une « guerre ininterrompue » (oc, 17).

3. La crise culturelle.

Le rationalisme moderne a sapé les fondements mêmes des cultures traditionnelles : la famille, la propriété, l'autorité, la morale, etc., ont fait l'objet de critiques radicales.

SK16

2.1. Sexisme(s) (16)

Rue de la bibliothèque : *G. Walther, Zum autres Ufer (Vom Marxismus et Atheismus zum Christentum)*, Remagen, 1960, 216f.

Gerda Walther (élevée dans la tradition marxiste, athée, convertie au catholicisme, figure majeure du New Age, douée pour l'occultisme, capable de percevoir les auras) fut une élève d'Édouard Husserl, le phénoménologue. – Voici ce qu'elle écrit.

À un moment donné, elle a évoqué avec Husserl la possibilité d'une habilitation (admission à un poste d'enseignant à l'université). Il a répondu avec une certaine timidité : « Je suis simplement d'avis que la tâche d'une femme est fondamentalement la famille et le mariage. »

C'est pourquoi il n'avait pas non plus admis Edith Stein, une élève de Husserl, à son programme d'habilitation. Husserl : « D'autres professeurs pouvaient certainement habilitier des femmes. Au besoin, il était disposé à recommander ses étudiantes sous certaines conditions. Mais lui-même n'en était pas encore là. »

G. Walther. – « Se pourrait-il que “Frau Malwine” (l'épouse de Husserl) ait également parlé par sa bouche ici ? » – Cela me semble tout à fait possible. Apparemment, Husserl n'en est pas arrivé à l'idée que des femmes mariées puissent être professeures d'université, comme ce fut le cas par la suite à plusieurs reprises. Après tout, sur ces questions, il restait prisonnier -des interprétations patriarcales de l'Ancien Testament (*note* : Husserl était juif). Et ce, bien qu'il se soit converti au christianisme évangélique par conviction, comme il l'a toujours souligné, et non pour des « raisons extérieures ».

Entre-temps, Husserl était déjà plus progressiste que les fondateurs de cette Société philosophique de Fribourg, dont les activités étaient tout

simplement interdites aux femmes ! Ce n'est qu'avec la révolution de 1918 qu'il devint pleinement possible pour les femmes de notre pays d'entamer une carrière scientifique.

Note : En tant que phénoménologue, Husserl se révèle ici dans sa vision la plus étroite. Car, confronté à un phénomène, à quelque chose qui se révèle à la conscience – en l'occurrence la femme comme être humain à l'université –, toutes les traditions pertinentes se « bloquaient » (entre parenthèses), notamment le rôle traditionnel de second ordre des femmes dans divers domaines.

Cela suggère que la conscience de Husserl manquait de l'ouverture nécessaire à un phénomène qui avait déjà été « thématisé » (transformé en thème) à son époque, dans le sillage de l'émancipation des femmes (qui faisait partie de la question sociale).

Écoutez mes propos phénoménologiques, mais ne tenez pas compte de mes actions « phénoménologiquement » inacceptables.

SK17

2.2. Catholique fervent et pourtant émancipé (17)

Bible st. : D.Campbell, *Une mère universelle catholique* (*Dorothy Day et le pouvoir des femmes dans l'Eglise*), dans : N. Auer Falk/ R.Gross, *La religion par les femmes* , Genève, 1993, 65/79.

Avec P. Maurin, Dorothy Day (1898-1980) est la fondatrice du Mouvement des travailleurs catholiques aux États-Unis en 1933. Ce mouvement visait notamment à diffuser la doctrine sociale de l'Église par le biais du journal **The Catholic Worker** , à ouvrir des foyers d'accueil pour les pauvres et les marginalisés, et à créer des fermes non capitalistes. Dorothy Day considérait l'Église catholique comme un centre névralgique des mouvements pour la justice sociale.

D'ailleurs, lorsqu'elle est décédée en 1980, le journal *The Catholic Worker* comptait encore plus de 80 000 abonnés.

Chicago.

Là, jour après jour, D. Day apprit à connaître de près les quartiers pauvres « avec leurs rues grises interminables », mais non sans y voir de jolis petits jardins comme autant de signes d'espoir.

À seize ans, elle entreprend des études à l'Université de l'Illinois (à Urbana). Elle lit Dostoïevski, Gorki et Tolstoï. Elle devient membre du Parti socialiste.

En 1916, la famille déménage à New York. Là, elle devient une journaliste engagée. – En 1927, elle se convertit au catholicisme et est baptisée.

Ne vous attaquez pas à l'autorité. Réglez les problèmes.

D. Campbell : « La méthode de D. Day illustre, en toute discrétion, qu'il est plus sage et plus efficace de s'attaquer aux problèmes plutôt qu'aux autorités. » « Venons-en au fait ! », pourrait-on dire !

Lorsque les marins se mirent en grève à New York en 1936, elle leur offrit un abri. Lorsque les porteurs de cercueils se mirent en grève à New York en 1949, elle prit parti pour eux, tandis que le cardinal Spellman s'y opposait ouvertement. – En 1963, à Los Angeles, elle exhorta les membres du mouvement :

Suivre l'inspiration du Saint-Esprit est un devoir. Autrement dit : persévérez (...). Ne recherchez ni soutien ni approbation. (...). Je vous en prie : consacrez plutôt vos forces à combattre les formes criantes d'injustice de notre temps plutôt qu'à vous attaquer à l'Église en la personne de son cardinal-archevêque.

G. Wills la décrit comme la mère catholique universelle en raison de son autorité.

En 1970, Doris Greenbach la qualifiait de « femme la plus libre du monde », aux côtés de Betty Freedan. Et pourtant, elle était une catholique traditionaliste et respectueuse de l'autorité, qui soutenait son Église inconditionnellement !

SK18

Antipsychiatrie féministe.

Arrêtons-nous un instant sur *Martine Delvaux, Femmes psychiatisées femmes rebelles*, Synthélabo, 1998.

« Antipsychiatrie » signifie : la psychiatrie d'un point de vue non scientifique établi.

Axiomatique.

Un psy (psychiatre, psychanalyste, etc.) possède, de par sa « formation » dans des institutions prestigieuses, « un certain nombre de types » (comprenez : des lieux communs). De ceux-ci, il découvre – comme il est censé se faire « scientifiquement » – les applications concrètes – en l'occurrence, les « femmes aliénées ». Des femmes que leur entourage considère comme « dérangées », ou qui le croient elles-mêmes.

La demande

« Comment désinfecter le concept de “folie” (lorsqu’il s’agit de femmes) dans une telle situation ? » (oc., 15). Car « on ne devient pas fou n’importe comment : la culture a tout prévu » (Père Laplantine). Car, de plus : « Au XIXe siècle, l’asile existe pour rétablir la femme dans le rôle dont elle n’a pu supporter la dureté. (...). La soumission et la passivité deviennent ainsi synonymes de “guérison” » (Yannick Ripa).

Autrement dit : puisque la culture – la culture établie – était principalement entre les mains des hommes, la notion de « folie » chez les femmes est fortement imprégnée de masculinité. C’est typiquement féministe. L’anarchisme trouve immédiatement un écho : tout ce qui évoque, même de loin, la soumission et la passivité est insupportable.

Particulier.

Les grands pionniers de la psychiatrie disposaient tous d'une patiente « malade », « folle », qui, telle une muse, les menait à des découvertes. Ainsi : Charcot/Augustin, Breuer/Anna O., Freud/Dora, Janet/Madeleine, Lacap/Aimée, Laing/Mary Barnes.

Autrement dit : pour l’auteur, c’est comme si ces femmes avaient précisément « engendré » l’interprétation correcte au sens masculin du terme ! En tant que subordonnées ! À leur service !

S'appuyant sur des textes, cet ouvrage tente de démontrer que le concept de « folie féminine » est une construction sociale, ancrée dans les institutions psychiatriques, psychanalytiques et littéraires. Il examine également comment la patiente, en racontant sa vie au psychiatre (autobiographie), exprime sa résistance (in)consciente ou inconsciente à l'ordre établi.

Aussi anarchique, voire postmoderne, qu'il puisse paraître, ce livre invite à une réflexion sérieuse.

SK19

La question sociale aujourd'hui : internationale et massive.
rue de la bibliothèque : P. de Senarciens, Les sottises du néo-libéralisme, dans : *Journ. d.Genève / Gaz.d.Lausanne* 07.11.1995.

Steller, professeur à l'Université de Lausanne, le décrit comme suit.

1.-- Économie de marché néolibérale.

a. Le « marché », structuré selon les principes néolibéraux, organise efficacement la production et la consommation de biens et de services. Il génère des profits et, par la même occasion, de nombreuses personnes fortunées.

b. Mais là où on leur laisse carte blanche et où ils ne sont pas réglementés, on subit des injustices (« inégalités »), des violences et on est soumis à la loi du plus fort. Il en résulte la criminalité urbaine, des soulèvements et des mouvements fanatiques (par exemple, aux États-Unis et au Mexique).

2. L'aspect de la mondialisation.

Un aspect fondamental de l'ordre mondial néolibéral. Les États, dont les pouvoirs sont limités au niveau national, perdent une partie de leur droit à l'autodétermination car leurs taux d'inflation, leur endettement et les fluctuations de leur monnaie, par exemple, sont en partie déterminés par les puissances multinationales internationales.

Ainsi, les sociétés transnationales contrôlent en grande partie la production et le commerce à l'échelle planétaire, tout en étant très peu performantes en matière de création d'emplois.

La régulation du marché capitaliste.

L'organisation de l'économie de marché livrée au capitalisme (sauvage) est régulée par les gouvernements nationaux dans un certain nombre d'États, la soumettant à un ordre aussi juste que possible.

Une telle réglementation est quasiment inexistante, voire inexistante, de manière sérieuse et juste au niveau international et transnational. En effet, l'affaiblissement de la souveraineté étatique, par exemple sous l'effet de la mondialisation – c'est-à-dire la création d'un espace de marché non limité à un État ou à un groupe d'États, mais dominant la planète entière – n'est pas compensé par de nouvelles institutions transnationales, sauf dans un premier temps.

L'auteur appelle cela « la question sociale transnationale ».

Les tensions sociales, les crises financières, le poids de la dette, les formes d'échange, les problèmes environnementaux, les mouvements de population, la pauvreté massive, l'insécurité et les polarisations entre centres et périphéries suivent donc leur cours sans qu'une autorité – la justice distributive – soit en mesure de les imposer.

SK20

3. Libéraux (20/28)

3.1. Les guildes médiévales (20)

Les corporations existaient déjà avant le XIII^e siècle, mais ce n'est qu'avec *le Livre des métiers* (vers 1250) qu'elles acquièrent un statut bien établi. Elles incarnent la solidarité chrétienne par écrit. On peut les résumer ainsi.

« Dans les anciennes corporations, on trouve une heureuse union des conceptions individuelles et sociales (...). Le libre-échange absolu n'existait pas. La production entièrement libre non plus. Les corporations limitaient tous les excès de la liberté individuelle. »

Seuls les maîtres de guilde ayant passé l'examen étaient autorisés à exercer un métier de manière indépendante. Le travail le dimanche et les jours fériés, ainsi que le travail de nuit, étaient interdits. La durée du travail était fixe et variait selon la profession et la saison. Le nombre d'apprentis était limité et leur salaire était établi.

Les matières premières étaient fournies par la guilde et sous son contrôle. Les prix étaient fixés par le gouvernement, de même que le lieu, l'heure et les modalités de vente. La qualité était contrôlée. (*J. Aengenent, Leerboek der sociologie* , Leiden, 1919-1914, p. 20).

Traduit en termes du XXe siècle :

Diplôme, système d'apprentissage, interdiction du travail le dimanche et de nuit, durée maximale du travail, salaire minimum, achats groupés, inspection, réglementation des prix, organisation syndicale publique obligatoire.

Dans leurs principales caractéristiques, concernant leur structure, leur rôle et leur finalité, les corporations présentaient partout des traits quasi identiques. « Au Moyen Âge chrétien, chez tous les peuples de civilisation similaire, on observe une ressemblance frappante dans la réglementation et l'organisation du travail. Ainsi, le livre des corporations de Cracovie polonaise au XIVe siècle semble être une reproduction du *Livre des métiers* des corporations parisiennes. » (*De la Tour du Pin la Charce, Vers un ordre social chrétien* , Paris, 1882/1907-2, p. 127). L'objectif principal était apparemment d'assurer à chaque travailleur – maître ou compagnon – un revenu décent.

Dégénérescence.

Comme tout sur cette terre, ici aussi. Les corporations sont devenues conservatrices au fil du temps. Par exemple, elles se sont opposées à l'introduction de nouvelles machines. Elles ont pratiqué le népotisme (traitement préférentiel des membres de la famille et des amis). Elles sont devenues monopolistiques au XVIIIe siècle.

Conséquence : une réaction libérale ! La Révolution française, en mars puis en juin 1791, les abolit, voire les interdit. Les révolutionnaires confondaient le rôle économique et le rôle social des corporations.

3.2. Colbertisme. Mercantilisme français (21)

Jean-Baptiste Colbert (1619-1683) fut longtemps (sauf vers la fin) le principal ministre du roi Louis XIV (1643-1715). Homme travailleur et méthodique, il finit par contrôler l'ensemble de l'administration de l'État français. Il s'intéressa particulièrement à l'économie. À titre d'exemple, il fonda des manufactures, précurseurs de la grande industrie à venir.

Mercantilisme.

Colbert était un mercantiliste en économie.

Il s'agit d'une théorie économique qui privilégiait l'industrie, et surtout le commerce, comme source de richesse au détriment de l'agriculture. Suite à la découverte des métaux précieux en Amérique – l'or et l'argent –, le mercantilisme considérait que ces métaux constituaient la richesse de l'État par excellence.

Par exemple, Colbert était convaincu qu'une politique économique saine devait viser à importer autant d'or et d'argent que possible.

Le système de la balance commerciale.

La balance commerciale est plus favorable lorsque les exportations dépassent autant que possible les importations. C'est pourquoi Colbert préconisait la production de biens exportables.

Protectionnisme

L'économie qui privilégie la production nationale et élimine autant que possible la concurrence étrangère, notamment par des mesures douanières, est appelée « protectionnisme » (protection de l'économie nationale). Ce système s'oppose frontalement au libre-échange. Colbert en était un partisan.

Note : L'absolutisme d'État qui a prévalu en Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles a fortement encouragé le colbertisme (mercantilisme, système de balance commerciale).

Louis XIV, dit le Roi-Soleil, était un partisan de l'absolutisme. Ce système politique permet à un seul chef d'État de concentrer un maximum de pouvoirs. Chez Louis XIV, ce système reposait sur le

principe que le monarque absolu pouvait et était autorisé à régner « de droit divin ».

Frédéric le Grand (1740/1786) en Prusse et Oliver Cromwell (1599/1658) ont également essayé de promouvoir le mercantilisme autant que possible.

À cette fin, les mercantilistes ont employé les réglementations les plus restrictives à un tel point qu'ils ont provoqué une réaction prônant la déréglementation, la réaction libérale.

SK22

3.3. Physiocratie : le libéralisme français (22/23)

« Dès le XVII^e siècle, le mercantilisme a fait l'objet de nombreuses critiques, mais surtout au XVIII^e siècle. Les penseurs des Lumières (*note* : rationalisme) y ont joué un rôle. (...) ; ils invoquaient le droit naturel pour ce faire. » (*Fr. Van Oirschot, Beknopte geschiedenis der sociale vraag* , Roermond/Maaseik, 1950, p. 105).

Loi naturelle.

Le droit naturel était fondé exclusivement sur la nature humaine. Il était « formé » et connu par la raison, et même considéré comme une loi universelle valable pour tous les âges. L'ancien fondement théologique avait ainsi été écarté par la raison.

« **Fysio.cratie** » signifie littéralement « loi de la nature :

Le père de Quesnay (1694-1774, médecin personnel de Louis XV), dans son **Tableau économique** , défendait comme thèse principale : la nature humaine est bonne. Par conséquent, les inclinations naturelles de l'homme sont également bonnes. Leur laisser libre cours au niveau individuel est aussi, de prime abord, un bien.

Au fait : quoi que J.J. Rousseau ait pu préconiser plus tard, voici l'axiome fondamental.

Déréglementation.

Les réglementations restrictives du mercantilisme doivent être abolies, car elles sont néfastes. De plus, toute restriction imposée par

les autorités étatiques est inacceptable. — « Laissez faire, laissez passer ».

« La classe productive ».

Alors que le commerce était le principal facteur économique du mercantilisme, il l'est aujourd'hui de l'agriculture. Bien que le commerce et l'industrie ne soient pas à considérer comme totalement inutiles, selon les physiocrates, seule l'agriculture produisait un « produit net ». Seule la classe paysanne pouvait être qualifiée de « classe productive ».

Les marchands et les industriels forment même « la classe stérile » (le commerce et l'industrie stériles sont « dépendance de l'agriculture »). Autrement dit : le paysan nourrit et fait vivre les autres classes.

Lorsque Turgot (1707-1781) devint ministre des Finances en 1774-1776, l'occasion se présenta pour la physiocratie : en 1776, les corporations et leurs règlements furent dissous. Cependant, cette décision libérale radicale provoqua une vive résistance, notamment de la part des corporations.

Turgot fut destitué et la décision annulée. Mais quelques années plus tard, les révolutionnaires de la Révolution française allaient faire adopter la déréglementation initiée par Turgot.

Remarque : C'est une erreur de supposer que seule l'agriculture constitue un « profit pur », car d'autres formes de travail « produisent » également de tels profits.

SK23

L'école « orthodoxe » du libéralisme.

La même année où Turgot fut renvoyé – 1776 – parut l'ouvrage qui fonda l'école classique de l'Écossais *Adam Smith (1723/1790) : Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Ce mouvement est parfois appelé « école franco-anglaise » car il a compté parmi ses plus illustres représentants des membres français et anglais. Le terme « école orthodoxe » exprime la fidélité de ses adeptes à l'axiomatique. L'école témoigne d'une orthodoxie rigoureuse.

1.-- En tant que déiste anglais, Smith soutenait que Dieu n'intervient pas dans les événements cosmiques et humains, mais seulement par le biais des lois naturelles.

2.-- En tant que disciple de la philosophie morale écossaise, Smith niait principalement le rôle de la raison dans le comportement humain : seules les inclinations naturelles constituent la règle morale.

3. – En tant que penseur libéral, il considérait la société avant tout comme un ensemble d'individus. En ce sens, il était individualiste (nominaliste).

Humain, en matière de comportement économique.

De même qu'il ne faut pas entraver le mouvement des engrenages d'une horloge — une machine (conception mécanique) —, de même il ne faut pas perturber le cours des inclinations naturelles de l'homme — créées pour son bonheur par un dieu déiste et d'un autre monde.

Note : C'est ici que les sciences naturelles modernes font leur apparition.

Intérêt personnel.

C'est la tendance naturelle la plus forte. Même les lois étatiques ne peuvent, en principe, s'y opposer – bien que Smith en souligne les limites.

un.-- La modération est essentielle ; sans elle, on nuit à la santé et aux biens. La justice l'est tout autant : se comporter de telle sorte qu'on ne porte pas atteinte à la vie, aux biens ou à l'honneur d'autrui. La bienveillance n'est pas le fondement de la société, mais son ornement.

b. L'intervention de l'État est également nécessaire dans divers domaines : lutte contre l'usure, réglementation tarifaire, défense nationale et mesures de représailles (contre d'autres États).

Les défavorisés.

« N'est-il pas tout à fait juste que ceux qui fournissent à tout le peuple nourriture, vêtements et logement, reçoivent une part du fruit de leur

travail telle qu'ils soient eux-mêmes convenablement nourris, vêtus et logés ? » Voilà qui illustre parfaitement le grand libéral qu'était Smith.

SK24

3.4. Le travail total du peuple (24)

La richesse – terme utilisé à l'époque pour désigner la « prospérité » – est principalement une « balance commerciale favorable » (mercantilisme), investie dans les métaux précieux et l'agriculture (physiocratie).

Le système de Smith est parfois appelé « le système industriel ».

1. Son livre a été publié avant la révolution industrielle.

2. Il est critique envers l'industrie. En ce sens, il se rapproche à plusieurs reprises de la physiocratie.

Le terme « système industriel » est apparemment « une vision répandue mais erronée ».

Pour Smith, la prospérité repose sur le travail collectif, et notamment sur une compréhension juste – et de préférence scientifique – du processus de travail. D'où son insistance sur la division du travail.

Remarque : Le travail apparaît d'emblée comme le principal facteur de l'économie. Il transforme les produits naturels en produits culturels qui constituent la « richesse » de la nation. Il est tragique qu'aujourd'hui, tant d'années après Smith, le travail soit menacé par le progrès scientifique et technologique. Aujourd'hui encore, il existe deux catégories de personnes : celles qui sont encore capables de travailler et celles qui ne trouvent plus d'emploi.

formation scolaire

Parmi les disciples de Smith, on compte notamment *Malthus* (*Essai sur les principes de population* , 1803), *Ricardo* (*Principes d'économie politique*, 1807) , *Say* (*Cours complet d'économie politique* , 1828), *Stuart Mill* (*John* , 1806-1873 ; utilitariste prônant un libéralisme modéré, notamment dans ses *Principes d'économie politique* , 1848), etc. Tous ces penseurs ont apporté une contribution considérable au domaine des sciences économiques. Ce courant est à juste titre appelé « École d'économie classique ».

Note : Les écrits de David Ricardo (1772-1832), ce génie malfaisant qui a perverti l'économie en la transformant en un système dur, stérile et inhumain, ont exercé une influence considérable. Sa théorie du salaire, en particulier, a eu des conséquences désastreuses.

Ainsi *Fl. Van Oirschot, Histoire concise de la question sociale*, Roermond/Maaseik, 1950, 111. C'était un malthusien convaincu.

Selon lui, le salaire doit être proportionnel aux moyens de subsistance... Autrement dit : le salaire minimum nécessaire à l'entretien du travailleur, de sa femme et de deux enfants au maximum.

Cette théorie salariale a longtemps fait baisser considérablement les salaires réels et a paralysé l'action sociale, jusqu'à ce que les organisations ouvrières s'en emparent.

SK25

3.5. John Stuart Mill : Le libéralisme social (25/26)

Les libéraux pessimistes britanniques et les libéraux optimistes français trouvent leur synthèse dans le libéralisme de J. Stuart Mill (1806/1870), qui articule l'individualisme — parfaitement — aussi parfaitement que possible (*J. Lajugie, Les doctrines économiques*, Paris, 1982-13, 20).

Homme.

James, son père, un penseur utilitariste (ami de Jer. Bentham), ami de Ricardo, affirme avant tout que l'éducation détermine le destin individuel.

À trois ans, John apprend le grec. À huit ans, il a déjà lu Hérodote, Platon, Aristote et Ovide. Il ne reçoit ni jouets ni distractions. Ses soirées sont consacrées à l'arithmétique. La philosophie et l'économie lui sont littéralement inculquées. À douze ans, il étudie la logique de Thomas Hobbes (1588/1679 : pensée mathématique) et lit David Ricardo, qui lui inculque ses travaux sur l'économie lorsqu'il a treize ans.

Voyager perfectionne l'éducation.

À l'âge de quatorze ans, John passe un an sur le continent européen. Il y est influencé par J.-B. Say (1767/1832), un libéral français connu pour son *Traité d'économie politique* (1803), qui, dans l'esprit de l'époque, traite de « la manière dont la richesse est créée, distribuée et consommée ».

Il s'agit du premier traité d'économie politique, dont le sous-titre déterminera le schéma de toutes les œuvres ultérieures pendant un siècle : « production/ circulation/ consommation ».

Au passage : Say lui transmet la connaissance d'une adolescence « plus douce ».

Jér. Bentham (1748/1832)

John fait la connaissance de Bentham à l'âge de quinze ans. La lecture de son traité sur le droit législatif le convertit à l'utilitarisme. Dès lors, il conçoit l'homme comme une machine à rechercher le plaisir, mue par son propre intérêt, de sorte que tous les fardeaux sont minimisés et tous les plaisirs maximisés.

Th. R. Malthus (1766/1834),

Malthus, dont son père était un fervent partisan, défendait le contrôle des naissances au nom du danger de surpopulation dû à l'insuffisance des biens et services économiques. John devient malthusien.

À vingt ans, après ces brillantes réussites, John sombre dans la dépression et, durant cette crise, remet en question la pensée de son père. Mais l'influence d'une femme, Mme Taylor, le sort de cette spirale et l'ouvre à la question sociale. John interprétera en effet le libéralisme dans une perspective réformiste et sociale.

SK26

Le théoricien.

Dans son *Système de logique* (1843), son sens de la méthode se manifeste pleinement. – Le bréviaire du libéralisme apparaît dans *De la liberté* (1859), où sont abordés les droits de l'individu : le droit au non-

conformisme, c'est-à-dire à aller à l'encontre des coutumes et des opinions.

En 1848, année où parut *le Manifeste communiste* et où von Ketteler prononça ses discours à Mayence, son ouvrage classique * *Principes d'économie politique** fut publié , un livre qui ne fut remplacé qu'en 1890 par A. Marshall (1842/1924) avec ses * *Principes d'économie politique** (mathématique-empirique).

Réformisme

Député de 1865 à 1868. En tant qu'homme politique, il défend le droit de vote des femmes, promeut le syndicalisme et la redistribution des richesses. Il s'oppose à l'esclavage.

La véritable démocratie doit empêcher « une classe – même si elle était la plus nombreuse – de pouvoir réduire tout ce qui lui déplaît au point zéro politique et de contrôler la législation et l'administration en fonction de ses intérêts de classe exclusifs » (*Considérations sur le gouvernement représentatif*).

Mill est un libéral modéré en ce sens qu'il affirme que l'individu n'est pas le seul juge de ses propres intérêts. Cela paraît, bien sûr, peu orthodoxe ! L'influence de l'État – qui, selon lui, ne saurait se confondre avec la liberté – ne doit pas se substituer à l'initiative individuelle : elle doit être éducative et stimulante. Une fois encore : l'éducation, tant de la classe possédante que des masses, est la clé du progrès.

La liberté prime sur l'égalité.

Cette éducation qui, associée aux institutions sociales, inciterait les individus à échanger leur libre arbitre (notez : leur liberté) contre une dose de prospérité ou d'abondance, vend la liberté au profit de « l'égalité » et prive ces individus des principales caractéristiques de la nature humaine.

Par ailleurs , ce thème est abordé par J. Rawls , professeur à l'université Harvard, dans son ouvrage *A. Théorie de la justice* , Oxford, 1971-1, 1990-2, réimpr. -

Mill reproche aux socialistes de ne pas tenir compte de la paresse naturelle de l'être humain. Si une personne atteint une situation

confortable, il faut craindre qu'elle ne sombre dans l'inertie, que toutes ses facultés ne s'atrophient et qu'elle n'ait plus l'énergie nécessaire pour éviter de prendre du retard.

SK27

3.6. Deux visions de la liberté (27)

Rue de la bibliothèque :

-- I. Berlin, *Deux concepts de liberté*, Meppel/Amsterdam 1996,
-- D. Diels, *Les choix tragiques d'Isaiah Berlin*, dans : *Streven* 1997 : mai, 419/428.

I. Berlin (1909-1997), né à Riga (Lettonie), a émigré en Angleterre avec ses parents. Il admirait profondément Alexandre Herzen (1812-1870), socialiste révolutionnaire militant, qui rejetait avec la plus grande radicalité toute universalité et affirmait que tout être humain (*et non pas seulement universel*) possède un besoin moral fondamental de liberté d'action. Un besoin qui ne saurait être étouffé au nom de grands mots (tels que « histoire », « humanité », « Église », « progrès », « État »).

1958.-- L'Oxfordien que Berlin est devenu en Angleterre propose un double concept de « liberté », -- dans *Deux concepts de liberté*.

1.-- Liberté négative.

Cela se situe dans cette sphère de notre vie où nous pouvons vivre à notre guise, sans être entravés par autrui. Appelons cela « la sphère privée ». C'est l'ensemble des possibilités qui s'offrent à nous : la liberté en soi, indépendante des circonstances concrètes et particulières qui peuvent parfois limiter notre liberté. L'État ne peut intervenir dans cette sphère.

Il n'est pas surprenant que Berlin soit considérée comme une ville libérale par certains. Ici, les grands mots n'ont pas leur place.

2.-- Liberté positive .

Aussi appelée « autonomie ». La liberté positive, pour vous et moi, réside dans le fait que nous déterminons indépendamment ce que nous voulons être ou faire, en nous appuyant sur nos propres idées et valeurs. Berlin : « Je veux être quelqu'un. Pas personne. Une personne qui agit,

qui décide et non quelqu'un qui subit les décisions. Maîtriser mon destin... C'est-à-dire : formuler et réaliser mes propres objectifs et stratégies. »

Remarque : -- Cela sonne anarchique, voire anarchiste.

Et pourtant : la liberté positive s'intéresse aux conditions dans lesquelles la liberté se manifeste.

H. Blokland.

1. Les individus peuvent-ils faire leurs choix sans être perturbés par les autres ?

2. Ces mêmes personnes ont-elles également de véritables alternatives ?

1. Liberté négative ; **2.** Liberté positive. C'est ainsi que Blokland traduit les termes ambigus de Berlin et les considère comme d'une importance capitale pour la critique culturelle.

SK28

Le marché libéral vu par M. Walzer.

Bibl. st.: M. Walzer , *L'idée d'une société civique* , dans : *Streven* 60 (1993): juin, 483/497.

Walzer, social-démocrate pluraliste, conçoit le « marché » comme suit.

Production.

À l'instar de Marx, le libéral classique considère l'économie comme la véritable sphère de la vie. — Mais de manière très différente.

Les entrepreneurs jouent un rôle prépondérant en exploitant les opportunités offertes par l'économie de marché. Ils s'emparent d'une partie de ce marché afin de répondre aux besoins des consommateurs, et ce, en abondance. « On ne peut choisir que s'il y a beaucoup de choix » (ac, 488).

Deuxième aspect : le consommateur. Il ne s'agit pas de contribuer à la gouvernance de l'État comme le souhaite le démocrate, ni de produire

des biens de valeur comme l'État futur envisagé par Marx. Il s'agit plutôt de « faire des choix individuels ».

Tant le producteur – en premier lieu le dirigeant de l'entreprise – que le consommateur – du moins ceux qui ont un pouvoir d'achat – font autant que possible sans l'État, dont l'intervention reste néanmoins indispensable. La police, oui.

Les critiques de Walzer.

« Malheureusement, en réalité, nous ne pouvons choisir parmi l'abondance de biens et de services que si nous avons le pouvoir d'achat nécessaire. » (ibid.).

Dans notre société « duale », avec ses riches et ses pauvres, le pouvoir d'achat varie d'une personne à l'autre. Nombreux sont ceux qui vivent dans la précarité, ne pouvant compter que sur leurs amis et leurs communautés.

L'État, après tout.

En effet : en tant qu'organisateur des forces de police chargées de prévenir les vols, par exemple ; en tant qu'organe directeur de la justice qui veille à l'équité contractuelle, par exemple ; également, et ce n'est pas négligeable, en tant qu'autorité de planification (économie planifiée) ; et enfin, en tant que système de garantie d'un revenu minimum pour tous.

Les fonctionnaires.

L'État, avec son administration, est nécessaire. Mais les entrepreneurs contournent les normes de ce même État (en s'installant dans d'autres pays ; en opérant à l'échelle multinationale).

La véritable citoyenneté n'émerge pas dans le contexte du marché. Le « citoyen » libre devient facilement égoïste et se détache (en apparence) de la solidarité naturelle. La conquête et l'amélioration d'une position sur le marché prennent alors une place prépondérante.

SK29

4. Collectivismes (29/53)

4.1. Communisme et socialisme : collectivisme (29/31)

Les solutions du socialisme et du communisme reposent respectivement sur les mêmes axiomes rationalistes qui ont également fondé le libéralisme. Nous nous limiterons ici à leur aspect économique.

1.-- Dirigisme (économie contrôlée).

Toutes les formes de collectivisme, qu'il s'agisse du communisme ou du socialisme, s'opposent aux excès de l'économie de marché au sein de laquelle l'individu (l'individualisme) est, en quelque sorte, « sacré » et inviolable. L'ensemble du système économique (production, distribution et consommation finale) doit être régulé par la communauté.

2.1. Droit de propriété.

Tous les collectivismes réagissent contre les excès du capitalisme, dans lequel la propriété des biens de production et des services est privée.

1. En régime communiste, tous les biens sont indistinctement partagés (socialisés). Les moyens de production comme les moyens de consommation sont soustraits à l'individu : non seulement la terre, les usines, etc., mais aussi, par exemple, les vêtements, la nourriture, etc., appartiennent à la communauté.

2. En régime socialiste, cependant, tous les biens et services ne sont pas la propriété commune : seuls les moyens de production (**a.** la terre, **b.** les usines, **c.** les matières premières et les produits semi-finis, etc.) deviennent la propriété de la communauté.

Les biens de consommation restent une affaire privée. « Dans un État socialiste, l'individu ne peut posséder de terres, d'usines, etc., mais il peut librement disposer du produit de son travail et l'utiliser pour acheter ou échanger des biens comme il le souhaite. » (*Fl. Van Oirschot, Beknopte geschiedenis der sociale vraag* , Roermond/Maaseik, 1950, p. 146).

Note : – Dans le socialisme agraire, seule la propriété privée des terres est abolie, et non le reste. Voir *H. George, <i>Progrès et Pauvreté</i>* (1679).

2.2.-- Communauté.

Les collectivismes divergent considérablement quant à la notion de communauté.

1. Le marxisme privilégie une société bourgeoise dotée d'un gouvernement démocratiquement élu (parlementarisme), en supposant que l'État (libéral) disparaîtra de lui-même.

2. Le socialisme d'État (socialisme étatique) préserve l'État.

3. L'anarchisme (libertarianisme), cependant, rejette tout ce qui n'est pas la communauté locale (la municipalité, le syndicat) : les groupes de travailleurs représentent « la communauté ».

SK30

Le saint-simonisme : un socialisme industriel.

K. Marx et Fr. Engels méprisaient les socialistes qu'ils qualifiaient d'« utopistes ». Il en allait de même pour Saint-Simon (1760-1825).

Une vie mouvementée.

Libre penseur convaincu, ce comte refusa de faire sa première communion à l'âge de treize ans. À dix-neuf ans, il participa à la guerre d'indépendance américaine. Il fut également actif durant la Révolution française.

Il fait affaire avec un banquier suisse et s'enrichit, mais dilapide tout. En 1797, il fonde une entreprise de transport (avec un associé malhonnête) et fait faillite. Une fois ce revers survenu, il entreprend ses travaux théoriques, qui s'articulent autour d'un socialisme de planification technocratique.

Les industriels

Son socialisme ne se limite pas à une juste répartition des biens et des services : il active avant tout les forces productives. Car une offre importante de biens produits profite à une large partie de la population.
– C'est cela, l'industrialisme.

Un industriel est un travailleur qui produit ou met à disposition un ou plusieurs moyens permettant aux différents membres de la société de satisfaire leurs besoins ou leurs préférences naturelles.

Par exemple, un agriculteur qui sème des céréales et élève de la volaille et du bétail est un « industriel » (...). Un homme d'affaires, un charretier qui transporte des marchandises sur sa charrette, un marin sur un navire marchand sont des « industriels » (...). Les industriels se répartissent en trois grandes catégories : les agriculteurs, les fabricants et les hommes d'affaires.

ce qui constitue la richesse dans son **Le Catéchisme des industriels* * (1823/1824).

Profitariat

Si la France venait à perdre ses nobles, princes, ministres, juges, les dix mille plus riches propriétaires terriens, etc., ce ne serait pas une perte, pourvu qu'elle conserve ses esprits brillants dans les sciences, les arts, les techniques et l'artisanat. C'est clair : Saint-Simon considère l'individu économiquement actif – le travailleur – comme l'individu idéal. En cela, il n'est pas très éloigné de P. Smith.

Influence.

Il exerça une grande influence sur certains grands industriels (au sens habituel du terme). Ses nombreuses œuvres furent moins largement diffusées, mais ses disciples donnèrent un grand écho à l'industrialisme, tout en privilégiant son aspect social. Ils devinrent même les adeptes d'une sorte de « religion » de fraternité et d'utopie.

SK31

Socialisme d'État.

Karl von Rodbertus-Jagetzow (1805/1875) est considéré comme le père du socialisme d'État.

La réforme de la société s'opère par le biais de l'État de facto, et non par celui d'un mouvement révolutionnaire de classe. Rodbertus souhaite même placer l'ensemble de la production et de la distribution des biens et services sous le contrôle de l'État, ainsi que la réglementation, par

exemple, du temps de travail, des salaires et des prix de vente. Ceci frôle l'absolutisme d'État. (Voir Fl. Van Oirschot, * *Beknopte geschiedenis der sociale vraag**, Roermond/Maaseik, 1950, p. 147.)

Le socialisme d'État se distingue avant tout du marxisme (social-démocratie) en ce qu'il cherche à préserver l'État et ne souhaite pas dissoudre toute la vie sociale dans un domaine de relations purement économiques.

1. Le coup d'État contre le système économique creux ne doit pas être imposé brutalement, mais le pouvoir d'État doit réguler l'économie au fil du temps par des réglementations strictes (dirigisme).

2. Le coup d'État sur tout ce qui est propriété des moyens de production et de distribution ne doit pas se faire d'un seul coup, mais très progressivement : dans un avenir prévisible, la propriété privée devra continuer à prévaloir, mais l'État doit introduire l'exploitation d'État petit à petit.

Les points 1 et 2 démontrent qu'il s'agit là du véritable socialisme.

Le socialisme académique.

Après Rodbertus est venue toute une lignée de socialistes d'État que l'on appelle « socialistes de la cathédrale » car, dans de nombreux cas, il s'agissait de professeurs.

« L'assimilation des socialistes universitaires aux socialistes d'État n'est pas tout à fait exacte. Un socialiste d'État est seulement celui qui, du moins en principe, défend l'omnipotence de l'État dans la sphère économique. Un socialiste universitaire est aussi celui qui préconise une intervention étatique importante sans pour autant défendre l'omnipotence de l'État. » (*J. Aengenent, Leerboek der sociologie*, Leiden, 1919, p. 97).

Note : -- En 1892, l'ultra-marxiste Kautsky réussit à faire adopter la résolution suivante lors d'un congrès : « La social-démocratie (marxisme) n'a rien en commun avec le soi-disant socialisme d'État ».

Cela suggère que, pour le marxiste orthodoxe, l'État doit finalement être aboli et remplacé par la société tout entière conçue comme « une gigantesque entreprise industrielle » (avec un conseil d'administration élu, bien sûr).

SK32

4.2. Anarchisme (libertarianisme) (32/36)

Max Stirner (Kaspar Schmidt ; 1806/1856), dans *Der Einzige und sein Eigentum* (1842), décrit ainsi l'individualisme radical typique du libertaire :

« Toute éducation doit devenir une démarche centrée sur la personne (...). Le savoir ne doit pas être inculqué. La personnalité doit plutôt se développer d'elle-même. Le but premier des sciences de l'éducation ne doit pas être de civiliser, mais plutôt de former des personnalités libres (affirmées), des caractères souverains. (...) »

Cet axiome s'applique également à la morale, à la société et à l'économie (M. Baslé et al., *Histoire des pensées économiques* , Paris, 1988, 221).

Du socialisme, après tout.

a. Dirigisme qui régule l'ensemble du système économique (production, distribution) de l'intérieur d'une communauté ;

b . la propriété des moyens de production (terres, matières premières, usines, etc.) entre les mains d'une communauté.

Voici les deux caractéristiques qui font du libertarianisme un véritable socialisme.

Quant au concept de « propriété », il ressort clairement des propos du père de l'anarchisme, *P.J. Proudhon* (1809/1865), dans son ouvrage **Qu'est-ce que la propriété ? **. Sa réponse : « La propriété, c'est le vol. »

En France, Proudhon a peut-être davantage influencé les masses laborieuses que Marx.

Interprétation communautaire.

Ce ne sont pas les sociétés dans leur ensemble, mais les groupes, qu'ils soient territoriaux (les municipalités, les communes) ou

économiques (les branches de l'économie), qui constituent les « communautés ».

Ces groupes peuvent s'unir librement et de manière fédérative. Les anarchistes rejettent une administration centrale de la société, ce qui les distingue fondamentalement du marxisme.

En France, les anarchistes sont appelés « syndicalistes » car ils sont partisans de syndicats révolutionnaires. Idem en Italie.

Les sociétés mutualistes et les coopératives, par exemple, sont des créations anarchistes typiques.

Esprit de décision.

La grève (générale ou autre) est le moyen privilégié, et il est préférable qu'elle soit aussi fréquente que possible. L'action directe, la consultation non pas par l'intermédiaire des dirigeants syndicaux mais par les travailleurs eux-mêmes, est la règle à privilégier.

Les anarchistes extrémistes n'hésitent pas à commettre des actes de terreur (Ravachol, Vaillant) ni même du banditisme (la Bande à Bonnot, 1911-1913). Cela éloigne progressivement les masses laborieuses de l'anarchisme à ce point. C'est précisément ce que souhaitent les partisans de « Ni maître ni Dieu ».

SK33

L'anarchisme belge.

Bibl. st. : J. De Mare, *Anarchism* , dans : *Streven* 62 (1995) : 10 (nov.), 937/940.

Steller jette un regard très bref mais incisif sur J. Moulaert , **Rood en Zwart* (De anarchistische beweging in België 1880/1914)*, Davidsfonds, 1995, dont les sources sont soit des journaux et brochures fanatiquement anarchistes, soit des rapports de police hostiles. Ni l'un ni l'autre n'est « objectif ».

Attitude de résistance.

La Belgique était un État libéral.

D'une part, un certain nombre de situations « autoritaires » désuètes, caractéristiques de l'Ancien Régime, telles que l'arbitraire de la justice ou l'influence des notables locaux, avaient été abolies. C'est de là que l'État de cette époque tire sa raison d'être en tant qu'institution fondée sur des principes libéraux.

En revanche, notamment dans les domaines économique et social, de nouvelles formes d'autorité (illimitée ou non) et d'autoritarisme, typiquement libérales, ont été introduites. -- Conclusion.

« Notre réponse doit être une lutte tenace et implacable qui ne peut se terminer qu'avec la destruction totale de la bande immonde, à savoir le trône, la bourse et l'autel. » Ainsi les anarchistes belges en 1887 (oc, 105).

L'anarchisme est-il définissable ?

P. Proudhon (1809/1865), figure pionnière de l'anarchisme, définissait ce mouvement comme « l'absence de toute autorité ou de tout gouvernement ». Partant de ce principe, les anarchistes rejettent toute organisation qui privilégie la coercition : État, bureaucratie, parti, parlement, Église.

L'individu radicalement autonome prime. Ainsi, l'anarchisme (vu positivement) est « l'association volontaire d'individus capables de s'exprimer ». Une sorte de système contractuel, donc.

Mais attention : du point de vue anarchiste, définir l'anarchisme revient à se soustraire à la liberté individuelle radicale et est donc « autoritaire ». Chaque anarchiste définit son anarchisme librement, de manière anti-autoritaire.

L'anarchisme contemporain.

De Maere affirme que l'anarchisme vit sans nom.

1. Dans l'esprit de nombreux jeunes d'aujourd'hui, l'axiome est « Ni maître ni Dieu » (une devise des anarchistes).

2. Les penseurs postmodernes qui s'engagent unilatéralement dans la « déconstruction » (le démantèlement) des traditions constituent une autre forme subtile d'anarchisme, car, rationnellement parlant, il n'existe aucun fondement qui puisse justifier l'autorité et les règles.

SK34

Mikhaïl Bakounine, l'anarchiste russe.

M. Bakounin (1814/1876) s'est attaqué à deux facteurs culturels et historiques – deux fictions, selon lui – : Dieu et l'État.

"Bakounine était russe. Il a introduit l'élément slave dans le socialisme." (Fl. Van Oirschot, **Beknopte geschiedenis der sociale vraag** , Roermond/Maaseik, 1950, 197). Un autre Russe, également anarchiste, était Kropotkine (1842/1921).

Bakounine naquit dans le village de Pryamukhino (entre Moscou et Saint-Petersbourg) au sein d'une très ancienne famille noble, mais peu fortunée. En 1840, il étudia à l'université de Berlin. Déjà à cette époque, il débattait fréquemment avec Ivan Tourgueniev (1818-1883), écrivain russe révolté contre le servage (*Les Contes du chasseur* , 1852), au sujet de l'émancipation des serfs. Mais il devint rapidement anarchiste. Dès lors, il dut fuir et se retrouva mêlé à des soulèvements.

1868 : Alliance de la Démocratie Socialiste.

Grâce à cette association, fondée à Genève, Bakounine infiltre la Première Internationale, où Marx, cependant, souhaite conserver la direction. Il en résulte une lutte et la dissolution de l'Internationale socialiste.

Le programme anarchiste radical.

Van Oirschot, oc, 199, caractérise ainsi.

Le programme de l'Alliance était radical : l'anarchie. Cela impliquait la faillite de l'État, le non-paiement des dettes nationales, le refus de payer les impôts, la dissolution de l'armée, du pouvoir judiciaire, de la police et du clergé, l'abolition de toute administration officielle de la justice, la destruction par le feu de tous les titres de propriété, actes d'achat et de vente, et documents juridiques, la confiscation de tout le capital productif et des instruments de travail au profit de l'association

ouvrière qui devait collectivement les mettre en œuvre, ainsi que la confiscation de tous les biens de l'État et de l'Église.

Une commune sera créée afin de fournir à chacun ce dont il a besoin. Comme la Commune de Paris en 1871.

Prémonition de la bureaucratie du communisme d'État.

La social-démocratie de Marx ne faisait absolument pas confiance à Bakounine. - Marx et Lassalle démontrent que le pseudo-État populaire ne sera rien d'autre que le système despotique de gouvernement des masses prolétariennes sous la direction d'une nouvelle « classe supérieure » très fermée (...).

« Magnifique libération » du peuple. Voilà comment Bakounine décrit le communisme d'État.

SK35

L'Occident pratique l'anarchisme.

Bible st. : JJGandini, *Chine (La dette idéologique du communisme chinois envers l'anarchisme)*, dans : *Le monde libertaire (Hebdo. dl Fédération Anarchiste)* 835 (1991 : été), 10.

1. Le commencement.

Le 4 mai 1919, une manifestation anti-japonaise dégénéra en mouvement rebelle « Science et Démocratie », qui trouva un écho dans toutes les classes sociales de Chine.

Note : -- « Science et démocratie » était encore le slogan à Pékin en 1989 (Tiananmen) lors de la révolte étudiante, qui s'est déroulée dans une atmosphère plutôt anarchiste.

2. L'élaboration.

Note : Bertrand Russell (1872-1970) arriva à Pékin via Moscou, où son anarchisme se renforça : plus que tout autre penseur, il exerça une influence considérable sur la jeunesse intellectuelle chinoise. Au lendemain des événements du 4 mai, à l'instigation de l'anarchiste Wang Guangqi, virent le jour les Groupes d'entraide entre étudiants et

ouvriers. Parmi leurs membres figurait un certain Mao Zedong (Mao Tsé-toung), futur Grand Timonier (1893-1976), père du maoïsme.

Autres approches.

En 1912, le Mouvement pour le travail et les études était déjà lancé par les anarchistes Li Shizeng et Wu Zihui. À Paris, en parallèle, l'Association des étudiants-travailleurs fut fondée et regroupa jusqu'à deux mille étudiants en 1920.

Son objectif : étudier principalement les sciences et les technologies tout en travaillant et en étudiant.

De là est né le Groupe de la jeunesse socialiste chinoise en 1921, qui devint la section française du Parti communiste chinois en 1922.

Parmi les membres : Zhou Enlai (1898/1976 ; Premier ministre 1949/1976) et Deng Xiaoping (1904/1997), tous deux plus tard compagnons d'armes de Mao Zedong.

1er juillet 1921. Premier Congrès du Parti communiste chinois à Shanghai, parmi les délégués figurait Mao Zedong (bibliothécaire adjoint à l'Université de Pékin).

La direction était composée d'intellectuels révolutionnaires à la fois anarchistes et marxistes.

Négationnisme communiste.

Cette veine anarchiste, historiquement indéniable, au sein du communisme chinois naissant est méthodiquement ignorée par l'historiographie officielle. De même, la révolte étudiante de la place Tiananmen a été réprimée.

SK36

Anarcho-capitalisme.

Bible st. : P. Lemieux , *L'anarcho-capitalisme* , Paris, 1988.

Ce mouvement est considéré comme l'apogée du libéralisme. Gustave de Molinari (1819-1912), économiste belge, en est le pionnier. Principe fondamental : une société sans État est économiquement viable et moralement souhaitable.

1.-- Capitalisme.

L'anarcho-capitalisme est une forme extrême de libéralisme capitaliste : l'« anarchie » – laisser les individus poursuivre leurs propres intérêts et la communauté n'en tirera aucun bénéfice – s'étend de la simple économie à tous les domaines culturels. Même les administrations d'intérêt public – police, justice, armée – doivent être confiées par l'État, « l'archibandit », à des entreprises et à des associations libres, privées et concurrentielles.

2.-- L'anarchisme.

L'anarchisme socialiste s'adapte de deux manières.

a. En tant que capitalistes, les anarcho-capitalistes n'abolèrent pas la propriété privée. Au contraire : c'est l'axiome par excellence.

b. Bien qu'ils privilégient l'égalité radicale de tous les individus, ils considèrent l'inégalité en matière de propriété et des avantages matériels et autres qui y sont associés comme « naturelle » et donc « bonne ».

Précurseurs.

Les libéraux classiques, de B. de Mandeville (1670/1733) – avec sa **Fable de l'abeille** (1714) : « les vices privés sont des bienfaits publics » – et, par exemple, *Adam Smith* (1723/1790), dans sa **Richesse des nations ** (1776) – la main invisible garantit que, si chaque individu poursuit son propre intérêt, le bien-être social apparaît immédiatement – ouvrent la voie à l'anarcho-capitalisme.

Les anarchistes individualistes de Will. Godwin (1756/1836), M. Stirner (1806/1856 ; ** Der Einzige und sein Eigentum **), P.-J. Proudhon (1809/1864) et d'autres préparent l'anarcho-capitalisme en affirmant que « le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins » et que « le gouvernement qui gouverne le moins n'existe pas ».

Maw : Si un gouvernement est nécessaire, il doit tolérer la concurrence dans sa propre sphère. De Molinari : « Le peuple sait gouverner au moins aussi bien que les gouvernements. »

Pour les libéraux orthodoxes, l'État se justifie par la sécurité publique qu'exigent la police, les tribunaux, les prisons et la défense nationale, afin que la liberté « sauvage » de J. Locke (1632/1704) ne

dégénère pas en « *Léviathan* » comme le prétend Thomas Hobbes (1588/1679). Ce que nient les anarcho-capitalistes.

SK37

4.3. Marxisme(n- (37/53)

K. Marx (1818/1883), avec Fr. Engels (1820/1895), son collaborateur qui a diffusé les idées de Marx et fondé le « marxisme », peut être considéré comme le critique du libéralisme établi après la Première Révolution industrielle, -- du point de vue de la classe ouvrière.

Le socialisme scientifique.

Marx et Engels se sont démarqués de leurs prédécesseurs, qu'ils qualifiaient d'« utopistes ». Ils n'acceptaient pas les axiomes immuables (liberté, égalité, justice, etc.) comme des produits de la raison, mais privilégiaient l'évolution réelle de la culture. La culture capitaliste actuelle évolue inévitablement vers le collectivisme.

Marx et Engels ne fantasment pas sur un état futur, mais retracent le processus historique. Ils ne s'aventurent pas dans des expériences visant à visualiser le socialisme, mais le considèrent comme une réalité allant de soi, compte tenu de la nécessité du processus.

Dialectique allemande, économie anglaise, socialisme français.

La méthode de pensée est la dialectique, c'est-à-dire l'étude du cours de l'histoire culturelle à travers les contradictions de toutes sortes (Hegel), mais limitée à l'aspect matérialiste (Feuerbach) et fondée sur un déterminisme limité (Épicure). Voilà pour la partie philosophique.

D. Ricardo (1772/1823), concernant la valeur du travail, et Sismondi (1773/1842), concernant la consommation de moindre qualité du peuple et les crises, sont les économistes « classiques » (anglais) qui ont inspiré Marx et Engels.

P. Proudhon (1809/1865), concernant le mutualisme, R. Owen (1771/1858), concernant les coopératives, et L. Blanc (1811/1882),

concernant les « ateliers nationaux » — tous des socialistes « utopiques » — ont introduit le concept de « socialisme ».

Solutions.

R. Hilferding (1877/1941), concernant la théorie du capitalisme financier et de l'impérialisme, -- V. Lénine (1870/1924), concernant la théorie de la prise du pouvoir (communisme russe),--

N. Bucharin (1888/1938), concernant la théorie de la transition au socialisme, -- R. Luxemburg (1870/1949), concernant la théorie du capitalisme mondial, de la spontanéité de la Meuse et de l'impérialisme, --

E. Bernstein (1850/1932), concernant le réformisme (rejet du matérialisme et du déterminisme) qui prône des réformes progressives, K. Kautsky (1854/1938), concernant le rejet de la violence et la théorie de la social-démocratie, --- ils développent tous des aspects du marxisme.

SK38

Le marxisme et la mort de la métaphysique.

En 1844 (1845), le père Engels et K. Marx ont publié *Die heilige Familie* (*Kritik der kritischen Kritik*). Au chapitre VI, ils discutent de la mort de la métaphysique, l'une des principales conditions du véritable marxisme.

Au XVII^e siècle (il suffit de penser à Descartes, Leibniz, etc.), la métaphysique était encore intimement liée à un contenu positif et profane. Elle a permis des découvertes en mathématiques, en physique et dans d'autres sciences qui semblaient relever de son domaine .

2. Dès le début du XVIII^e siècle, cette illusion avait été dissipée. Les sciences positives (définies) s'en étaient détachées et étaient devenues des sciences indépendantes.

Toute la richesse métaphysique se limitait alors aux idées et aux réalités célestes, précisément au moment où les êtres et les choses terrestres « réels » (*notez-le* : terrestres) captaient toute l'attention. La métaphysique était devenue obsolète. La même année que la mort de

Malebranche et d'Arnauld, les derniers grands métaphysiciens français – 1715 – naissaient Helvétius et Condillac.

Note : D'autres – des historiens – établissent également qu'une révolution culturelle peut être discernée en France entre 1660 et 1725, qui est interprétée ici en termes marxistes.

Pierre Bayle (1647/1706).

Connu pour son *Dictionnaire historique et critique* (1695/1697), qui servit de modèle aux encyclopédistes D. Diderot (1713/1784) et J. d'Alembert (1717/1783), il publia l'Encyclopédie en 1751/1772. Celle-ci était radicalement matérialiste.

Engels/Marx à ce sujet : « L'homme qui a dépouillé la métaphysique du XVIIe siècle, et en fait toute la métaphysique dans le domaine théorique, de toute crédibilité était P. Bayle ! »

Son arme : le scepticisme, poussé à l'extrême jusqu'à employer des formules métaphysiques quasi magiques. Bayle était cartésien à l'origine, mais il perdit la foi. Son doute – son scepticisme – à l'égard de la religion le conduisit à remettre en question la métaphysique qui fondait cette foi. Il soumit toute l'histoire de la métaphysique à la « critique ».

De plus — et Engels/Marx le soulignent : il a proclamé la société athée qui allait bientôt commencer à exister, en prouvant qu'une société purement athée est possible, qu'un athée peut être un être humain honorable et que l'homme perd sa dignité par la superstition et l'idolâtrie, et non par l'athéisme.

SK39

Comprendre la dialectique historique d'un point de vue marxiste.

Le P. Engels, dans son ouvrage *Ludwig Feuerbach und der Ausgang der klassischen deutschen Philosophie*, Stuttgart, 1888, parle initialement du concept hégélien de « wirklich ».

1. Aucune déclaration de Hegel n'a suscité autant d'approbation (gouvernements) ou de colère (libéraux) « des gouvernements bornés et des libéraux bornés » que « Was vernünftig ist, das ist wirklich und was wirklich ist, das vernünftig » (Grundlinien der Philosophie des Rechts, Vorrede).

Les libéraux estimaient qu'une telle décision revenait à canoniser tout ce qui existe réellement, à bénir le despotisme, l'État policier, le tribunal ministériel et la censure. Ils n'étaient pas les seuls à partager cette interprétation.

2. Chez Hegel, cependant — selon Engels —, tout ce qui existe réellement n'est en aucun cas « réel ». Pour Hegel, le « réel » est tout ce qui est simultanément « nécessaire », c'est-à-dire justifiable par la raison. La réalité est un processus, un mouvement continu de tout ce qui fut, est et sera.

En d'autres termes : la réalité est dialectique. Et plus précisément, elle se manifeste sous la forme de l'histoire. D'où le terme de « dialectique historique », qui désigne cette philosophie qui appréhende le déploiement spontané de tout ce qui est.

Système fiscal.

Selon Hegel, une mesure gouvernementale n'est ni valide, ni « réelle », ni « nécessaire » sans condition. Car ce qui est nécessaire se révèle, après analyse, « rationnel » (« vernünftig »). Dans la mesure où la mesure est rationnellement justifiable, Hegel la qualifie de « wirklich ».

Histoire).

Ainsi, une chose est réelle aujourd'hui, pour devenir irréaliste demain. – La République romaine fut jadis réelle, mais l'empereur romain qui la remplaça devint la réalité dès lors. – La monarchie française fut jadis réelle, conforme aux circonstances et donc rationnelle (justifiée), mais en 1798, elle devint irréaliste. Il fallut la remplacer par la Grande Révolution.

Généralisation.

Ainsi, au cours du développement, tout ce qui existait auparavant devient irréel. Cela perd sa nécessité, sa raison d'être, sa rationalité.

Engels conclut : rien n'est si sacré qui ne devienne irréel avec le temps. La philosophie dialectique affirme donc : « Alles was besteht, ist wert dasz es zugrunde geht » (Tout ce qui existe vaut la peine de périr).

SK40

Lénine.

Transportons-nous un instant en 1900, l'âge d'or du marxisme, où une multitude de penseurs à l'orientation encyclopédique ont développé davantage le système de Marx dans diverses sciences spécialisées.

La social-démocratie qui transpose l'œuvre de Marx en pratique partisane se scindera progressivement entre socialistes réformistes (Deuxième Internationale) et marxistes révolutionnaires qui suivront Lénine au sein de la Troisième Internationale. « Chez Lénine (1871/1924), une existence orientée vers le but de la révolution supplante l'économie » (*M. Baslé et al., Histoire des pensées économiques* , Paris, 1988, p. 280).

Vladimir Ilitch Oulianov est le fils d'un inspecteur d'académie de la région de la Volga. Lycéen, il était déjà un révolutionnaire. À quinze ans, il était convaincu de l'inexistence de Dieu. Pour manifester ouvertement cette conviction, il arracha la petite croix que portaient les croyants en Russie à l'époque, cracha dessus et la jeta à terre.

Son frère aîné, Alexandre, fervent révolutionnaire, tenta d'assassiner le tsar Alexandre III avec quelques amis le 1er mars 1887. À peine sortis de la rue, ils furent arrêtés, les bombes à la main, et condamnés, pour certains, à la prison à vie assortie de travaux forcés. Dès lors, Vladimir voua une haine farouche au tsarisme et à la société en place.

Il étudia en profondeur l'œuvre de Marx. Il devint un marxiste radical. Il fonda une société secrète avec N. Kroupskaïa, qu'il épousa par la suite. Il fut emprisonné et exilé en Sibérie pendant trois ans, où il adopta le nom de « Lénine » car la rivière Lénine traversait son lieu d'exil.

1903.-- Deuxième Congrès des sociaux-démocrates russes :

Le programme et le statut de Lénine sont discutés. Une scission s'ensuit, qui devient définitive en 1912. La minorité menchevik (mais la plus nombreuse) ne jugeait pas le moment propice à la révolution. Lénine, et avec lui la majorité bolchevique (moins nombreuse), comptaient sur la masse des paysans pour éliminer la bourgeoisie et la noblesse par une révolution violente. C'est ce qu'on appelle le léninisme.

En 1917, il devint chef d'État de l'Union des républiques soviétiques. Celle-ci traversa une guerre civile (1917-1921) et la Nouvelle politique économique (1921-1928), entrant dans une ère de plans quinquennaux à partir de 1928.

SK41

Cela aussi, c'est du communisme chinois.

Bible st.: W. Ellis, Chine (*Le successeur austère de Deng a le dernier mot*), dans : The European 30.03.1998, 33.

Tout comme Deng Xiaoping (Teng Siao-Ong ; (1904/1997), réformateur économique depuis 1977 sans abolir le communisme strict), Zhu Rongji, le grand homme de Chine depuis mars 1998, sait ce que sont la douleur et la souffrance dans la Chine communiste.

Dès les années 1950, il considérait l'industrialisation non pas comme la visualisation d'une idéologie, mais comme une économie efficace.

Conséquence : en 1957, Mao Tsé-toung (Mao Zedong (1893/1976 ; fondateur du communisme chinois)) a lancé une campagne contre les « droitiers » : Zhu a été condamné à quatre ans de travaux agricoles.

1962+. --- Réhabilité et honoré, il reprend son ascension fulgurante mais devient la cible de la Révolution culturelle de Mao (1965, marquée par la terreur, les déportations, les meurtres et la destruction du patrimoine) : en 1970, il est banni dans « la campagne paysanne » pour s'occuper des chèvres et des cochons et nettoyer les toilettes des dignitaires communistes.

Contrairement à Deng, Zhu réagit à cela — à de telles « purges » et « humiliations rituelles » — en « poursuivant son travail ».

Il est frappant de constater que Zhu a agi avec modération politique et a fait preuve d'honnêteté en matière financière, tandis que d'autres communistes de son entourage s'enrichissaient grâce à la corruption et aux pots-de-vin.

La modernisation de la Chine était sa grande préoccupation.

1987.-- En tant que maire de Shanghai, il a profondément marqué la bureaucratie notoire de cette ville.

1998. – Deng Xiaoping instaure le libéralisme économique tout en maintenant radicalement le communisme et ordonne le massacre de la place Tiananmen, fort de son influence grandissante en coulisses. Avec un courage remarquable, Zhu veille à ce que la répression menée par le gouvernement de Pékin n'atteigne pas Shanghai : « L'armée du peuple ne doit pas agir contre le peuple. »

Par la suite, Zhu gravit progressivement les échelons du pouvoir politique. En mars 1998, il est élu à une écrasante majorité successeur de Deng Xiaoping. Ce communiste, auparavant perçu comme un technocrate, parvient ainsi à convaincre tous ses opposants – à l'exception d'une poignée lors du vote – de lui accorder la possibilité d'accéder à la plus haute autorité.

SK42

Le Livre noir du communisme.

Bible st. : St.Courtois et al., *Le livre noir du communisme (Crimes, terreur, répression)*, Paris, 1997.

Ce livre a fait l'effet d'une bombe en France. Il a été écrit par onze historiens français qui – et c'est important – se situent tous, plus ou moins, à gauche. Mais qui n'y vont pas par quatre chemins.

Pour commencer : ce que Soljenitsyne (à propos de la Russie), Jean Pasqualini (à propos de la Chine) et Pin Yathay (à propos du Cambodge)

dénoncent depuis des décennies au sujet des massacres perpétrés au nom de la dictature du prolétariat est amplement confirmé dans l'ouvrage en question. Celui-ci s'appuie en effet sur les archives des anciens États communistes d'une manière telle que même les chiffres ont pu être vérifiés ; Soljenitsyne et Pin Yathay étaient alors vilipendés par l'intelligentsia occidentale, d'où le profond malaise qui régnait dans ces milieux.

Jean-François Revel, *Communisme (85 millions de morts !)*, dans :: *Le Point* 15.11.1997, 64/68, résume :

Cela signifie que les 20 millions (tous hors guerre) de l'URSS, les 65 millions de Chine (Mao Tsé-toung, maintenant Mao Zedong (1893/1976 ; connu pour son Petit Livre rouge qui a programmé la Révolution culturelle qui a commencé en 1966), les 2 millions du Cambodge (sur 7,8 millions d'habitants) ou de Corée du Nord sont tous le résultat d'exterminations programmées (Ac, 65).

Environ quatre-vingt-cinq millions.

« Avec 65 millions de morts en Chine, Mao mérite la médaille du plus grand meurtrier de tous les temps » (Ibid.).

Également des meurtres racistes.

Les massacres perpétrés par les groupes ethniques (Polonais, Baltes, Moldaves, Ukrainiens, Tchétchènes, Tatars) étaient soit des exécutions sommaires, soit des déportations en Sibérie où les victimes périssaient de faim et de froid.

Autrement dit : Hitler et ses nazis ne sont pas seuls dans ce cas.

Négationnisme.

Comme l'a révélé l'article « Bouillon de culture » du 7 novembre 1997, nombre de personnalités de gauche, notamment communistes, tentent de minimiser cette brutalité extrême. Elles affirment que ce massacre ne relève pas de « l'essence » du marxisme, et en particulier du communisme, mais n'en constitue qu'une déviation. Or, selon Courtois, il s'agit bel et bien d'un « crime contre l'humanité ».

Courtois, qui était alors en très bons termes avec Mao — durant les jours turbulents de mai 1968.

N. Gogol, l'Antéchrist maléfique. -.

Le père Kafka interprète notre culture à la lumière de son axiématique juif de l'Ancien Testament.

Considérons maintenant Nicolas Gogol (1809/1852), qui explique également notre culture - sous sa forme russe - mais à partir de son origine orthodoxe. Nous reproduisons brièvement l'opinion de L. Kobilinski-Ellis , *Die Macht des Weinens and des Lachens (Zur Seelengeschichte Nikolaus Gogols)*, dans : R. von Walter, *Uebertr., N.Gogol, Betrachtungen über die göttliche Liturgie* , Freib.i.Br., 1938, 80/100.

Après tout, ce livret est la traduction d'un long commentaire de Gogol sur la « divine liturgie » (comprendre : la Sainte Messe) de l'Église orthodoxe. Gogol connaissait sa théologie et la vivait pleinement.

Pour bien comprendre ce qui suit, il faut savoir que, dans un texte liturgique, l'Église d'Orient qualifie l'enfer de « totalement ridicule ». Cette expression domine complètement la tragi-comédie de Gogol : c'est une tragi-comédie théologique.

Le magicien noir radicalement damné.

Même la première œuvre de Gogol, **Les Soirées au Manoir de Dikanjka**, montre une image de notre culture à travers les personnages du magicien noir (dans **La Terrible Vengeance**) et de la belle sorcière (dans la nouvelle intitulée **Nous** (Vli), l'Esprit de la Terre).

Kobilinski décrit le magicien damné comme suit.

La magie noire, cette magie totalement sans scrupules, est, tel un abîme, le parfait pendant de la perfection céleste que le Nouveau Testament soutient par la mortification des pulsions primaires. La liturgie orientale est une longue version de cet idéal chrétien primordial.

Le magicien sans scrupules — Gogol connaissait certainement de tels personnages en chair et en os — il le représente comme l'Antéchrist,

dont parle le Nouveau Testament et qui, par exemple, dans l'Ancien Testament, dans le Psaume 72 (71) : 9, est préfiguré comme « la bête ».

Ce grand être impitoyable, pourtant, se sait lui-même, à cause du Jugement dernier (pensons à *Jude 10* et *14/15*), livré au rire terrible de toute chose. Dans son désespoir le plus total, il implore la sainte ermite de prier pour lui. Mais elle le maudit. Alors il s'écrie : « Père, vous vous moquez de moi. Je le vois à votre bouche ouverte : votre sourire aux dents blanches. »

Sur ce, il se jette sur l'homme saint et le tue.

SK44

Mais, tandis que l'abîme — pensons à *Nombres 1-6:31/35* ou à *Jude 11* — dont l'éclat flamboyant est celui d'une vengeance toujours croissante et inextinguible, l'engloutit, le rire persiste comme la peur ultime de toute son existence.

Même son propre cheval se moque de lui. Qui plus est : il a l'impression que le cavalier immobile sur le mont Kriwan ouvre lui aussi les yeux, le remarque et se met à rire.

Le maléfique Antéchrist.

Notons, dans le *Nouveau Testament*, notamment en *2 Thess. 2:3b/12*, la figure étrange de « l'homme impie », « l'être perdu », « l'adversaire de Dieu » (ce sont les trois termes par lesquels *2 Thess. le caractérise*), qui est traditionnellement appelé « l'antéchrist maléfique ».

Ce personnage, un être personnel, s'affirmera « à la fin des temps ». Apparemment, Gogol postule que cette fin des temps est déjà en cours, compte tenu de son grand précurseur : l'apostasie généralisée. — Kobilinski-Ellis développe ce point.

Pour Gogol, la figure du vieux magicien sans scrupules est, au fond, un modèle de la figure la plus maléfique de l'histoire : l'Antéchrist. C'est précisément ce magicien qui occupe une place centrale dans son œuvre.

D'ailleurs , selon Kobilinski-Ellis : l'antéchrist maléfique est quelqu'un qui tente occasionnellement toutes les créatures mais qui ne peut être tenté par personne lui-même, car il choisit consciemment une hostilité inconditionnelle envers Dieu, qui l'a créé et qui est son juge.

Il est, pour ainsi dire, l'incarnation même du manque de scrupules. L'homme se laisse tromper par hasard et, en tant que victime passive, demeure susceptible de salut, tandis que le séducteur originel lui-même, de par son choix lucide, est un être perdu – comprenez : irrémédiablement perdu.

«Mes compatriotes, mon âme se glace de peur»

Ainsi, Gogol entame sa troisième et dernière période d'écriture, qui débute avec les Lettres à mes amis. Les textes de cette époque contiennent une série de prédictions qui ne furent comprises de personne, voire tournées en ridicule.

Pourtant – selon Kobilinski-Ellis à maintes reprises – elles deviennent compréhensibles « après la période de la grande catastrophe planétaire que nous vivons » (faisant référence à notre XXe siècle turbulent) : « Mes compatriotes, mon âme se glace de peur lorsque je sens la majesté transcendante approcher ».

SK45

Gogol décrit le siècle passé comme celui de quelqu'un qui approche de la « mort spirituelle » en même temps que du grand jour du jugement du monde, et qui le sent venir.

« Attendez un peu », écrit-il, « bientôt un cri retentira dans ces États en apparence si ordonnés, un cri qui plongera dans la confusion les chefs d'État les plus célèbres. »

Vous souvenez-vous des ténèbres en Égypte (*Exode 10:21/29*) : la nuit aveugle recouvrait tout en plein midi. De toutes parts, des figures effrayantes observaient (*remarque* : comme le précise *Sagesse 17:3, 17:15*), car d'anciennes créatures sinistres aux visages lugubres apparurent soudain (*remarque* : des visages) !

De cette manière, Gogol tente de faire prendre conscience à ses contemporains des causes profondes à l'œuvre dans notre culture : une démarche à la fois très réaliste et visionnaire.

L'humanité véritable est une caricature.

Les descriptions factuelles et sobres que Gogol déploie dans ses nombreuses œuvres offrent une microscopie précise des âmes dans leurs mesquineries quotidiennes. Il les décrit avec une exactitude extrême.

1. Il caricature parfois légèrement, de sorte que les sourires et les rires silencieux des sujets représentés deviennent perceptibles.

2. Soudain, cette insignifiance infinie devient une caricature flagrante des nobles desseins divins en la matière. Gogol est théologien : il perçoit, à partir des desseins de Dieu, les idées qu'il « contemple » dans la réalité quotidienne, mais qui apparaissent déformées par les caricatures qu'il en fait. Il perçoit avec justesse.

Le rire sanglotant.

Gogol rit des caricatures qu'il observe autour de lui. Mais au plus profond de son âme profondément chrétienne, il pleure : la création a échoué ! Au lieu d'être une création heureuse et « idéale » (réalisant les desseins de Dieu), elle est devenue une caricature qui suscite les larmes. L'histoire culturelle le démontre avec une clarté implacable.

Ainsi, le texte de la liturgie orientale se révèle exact : « l'enfer absolument ridicule ».

Cette situation s'aggrave à l'approche de la fin des temps. Gogol, comme beaucoup de Russes de son époque, vivait avec le sentiment que la fin des temps s'installait progressivement, avec pour figure centrale l'Antéchrist, figure maléfique et « gérant » de notre temps.

Notre époque, marquée par une mentalité destructrice, par un développement scientifique et technologique suprême, mais sans les idéaux divins comme norme, et par l'érosion de toutes les normes.

Apocalyptisme et gothique.

L'occasion : Littleton (Colorado).

— 21.04.1999.—Eric Harris (17 ans) et Dylan Klebold (18 ans), vêtus d'imperméables noirs et arborant un maquillage étrange, tuent une série d'étudiants. D'abord des Noirs et des Hispaniques, également « athlètes ». Puis des « Blancs ». Ils se suicident ensuite.

Les États-Unis sont, pour la énième fois, sous le choc. – À y regarder de plus près, il s'avère que les deux appartenaient à un petit groupe – filles et garçons – fanatiques de la « culture gothique », notamment de sa musique. Immédiatement, ils se sont montrés ouvertement racistes. – Maquillage, uniformes, uniformes et emblèmes nazis, – tatouages, piercings. Des slogans comme « Vive la mort ! » Fans d'Antichrist Superstar de Marilyn Manson.

Selon Carl Raschke, professeur à l'Université de Denver (Colorado), une culture néonazie dynamique sévit dans toute la région – une sous-culture, en somme, avec des « enfants passionnés de rock satanique et fascinés par des fantasmes apocalyptiques ». Ce sont là les faits essentiels qui nous intéressent ici. Voici maintenant une explication plus détaillée.

« Marilyn Manson » —

Bibl. st. : V. Monnet, Marilyn Manson, icône trouble, dans : Le Temps (Genève) 22.04.99, 3. -- Brian Warner s'est fait connaître sous le nom de « Marilyn Manson » en 1996 avec son album « Antichrist Superstar ». Ce dernier a connu un succès quasi immédiat : la jeunesse américaine (et européenne) en a fait son idole. Caractéristique : les musiciens, maquillés de façon extravagante et vêtus d'uniformes SS, font leur entrée en scène !

D'un point de vue moral, le groupe est immédiatement condamné comme « sataniste ». En conséquence, les grandes chaînes de magasins refusent de le distribuer, mais bientôt un million d'exemplaires sont en circulation. – Mechanical Animals, leur deuxième album, atteint immédiatement la première place 1 des charts.

La question se pose : « Que signifient les termes “Antéchrist” et “apocalyptisme” ? » Après tout, beaucoup dans ce pays n'en savent que très peu à ce sujet.

1. L'apocalyptisme. —

Des écrivains comme le père Kafka et, plus encore, Nicolas Gogol, se situent, au moins en partie, dans le courant apocalyptique. Ce terme a deux sens : a. Le sens large (et le plus ancien) : « Dévoilement (révélation, apokalupsis (grec ancien)) de choses mystérieuses par clairvoyance (don de voyance) » (C. Kappler et al., *Apocalypses (Voyages dans l'au-delà)*, Paris, 1987, p. 31-36). b. « Dévoilement, par clairvoyance, d'événements de la fin des temps (fin du monde – apocalypsimisme) ».

SK45.2

Extranaturel et surnaturel.

La révélation a, selon la Bible, deux racines.

Daniel 1:20 (« voyants et devins »), 2:2 (« voyants , devins, sorciers, magiciens (astrologues) ») distingue clairement les dons extranaturels (« paranormaux ») des dons surnaturels en Daniel 2:20/23, où il est dit : « La sagesse et la force vivifiante appartiennent à Dieu. Il accorde la sagesse (O pm : perspicacité naturelle, extranaturelle et surtout surnaturelle) aux sages (O note : révélateurs). Il révèle (apokalupsis ; voir aussi Matthieu 11:25 (« Le Père révèle les choses cachées »)) ce qui est profondément mystérieux et sait ce qui se passe dans les ténèbres. »

Voir aussi Daniel 2:45, 2:47. L'apocalyptique surnaturelle trouve son origine directement en Dieu. Le purement extra -naturel provient des hommes et des esprits de toutes sortes. Il est une harmonie des contraires : il contient le bien et le mal, la vérité et le mensonge.

Doctrine chrétienne de la fin des temps (eschatologie). —

Bible st. : MJ Scheeben, *Handbuch der katholischen Dogmatik*, IV, Freib.i.Br., 1898, 898/943 (Die allgemeine Vollendung der gesamten Creatur). Scheeben représente la grande tradition de l'Église.

Bien qu'il soit déjà « apparu » (théophanie incarnée), Jésus « apparaîtra » de nouveau (théophanie des temps de la fin, parousie) : il est apparu dans l'impuissance, mais il apparaîtra dans la puissance. – La Bible, les Pères de l'Église et les théologiens sont unanimes à ce sujet.

La « parésie » désigne l'apparition (le fait de se montrer) dans la gloire, en vue du jugement général (sur tous les peuples) et de l'achèvement de la création. Il s'agit du « dernier jour » ou du « jour du Seigneur ». La date de ce jour est inconnue : c'est le mystère de la fin des temps. Néanmoins, certains

signes se manifestent : a) le jugement de Jérusalem et de Juda (Matthieu 23:32-39 ; 24:1-3) ; b) les phénomènes suivants.

L'évangélisation des Gentils (« tous les peuples de la terre » ; avec Énoch comme messager (Gen. 5:21/24 ; Jude 6 ; Jude 14/15)) et la conversion des Juifs ; avec Élie (2 Rois 2:1/18) comme figure d'accompagnement.

L'apostasie généralisée et radicale (« déchristianisation ») due à l'« apparition » de l'Antéchrist (« l'homme du péché »), non pas comme un simple phénomène de l'époque, mais comme un individu – un être totalement athée qui s'assimile à Dieu et qui séduit

SK45.3

Cela se produit. Voir 2 Thessaloniens 1:3-8. — Le Christ apparaîtra - précisément « en puissance » ou « en gloire » pour mettre l'Antéchrist à genoux.

Le dernier présage est constitué d'événements choquants, profonds et d'envergure, touchant a) le monde humain (révolution(s) culturelle(s)) et b) la nature (catastrophes cosmiques), engendrant une incertitude et une peur généralisées.

Remarque : Le terme « chiliasme » est ambigu. L'interprétation audacieuse affirme qu'Apocalypse 20:4 (« Ils vécurent et régnèrent avec Christ pendant mille ans ») signifie « un royaume de mille ans de plaisirs sensuels ». Il s'agit manifestement d'une idée fausse.

Ce terme présente une multitude de significations. – Om de ze : les présages énumérés – au lieu de coïncider – se produiront à des moments différents. Les défenseurs de cette interprétation s'appuient sur des textes qui, cependant, selon Scheeben, ne la démontrent pas de manière convaincante et sont donc sujets à débat.

Note : Quoi qu'il en soit : A. Hitler a lancé « ein tausend jähriges Reich » au sens nazi du terme. Ce qui constitue encore une autre interprétation chimérique.

Aleister Crowley (1875/1947). —

Bible st. : Éd. Brasey, Enquête sur l'existence des anges rebelles, Paris, 1995, 195/205 (Les Supérieurs inconnus de l'Aube dorée". —

L'Ordre de l'Aube Dorée, société secrète occulte et magique, fut fondée en 1887. Indéniablement luciférienne. W. Byeats (prix Nobel de littérature 1923),

Bram Stoker (Dracula), A. Machen, S. Rohmer, G. Blytton, Edita Montès, S. Mathers, W. Wescott (sœur d'Henri Bergson) (ces deux derniers, S.M. et W.W., en furent les fondateurs), et d'autres – notamment A. Crowley – vénéraient comme membres « les êtres supérieurs inconnus », une sorte de jeu des surhommes, puissants et terrifiants. L'harmonie des contraires : sagesse et cruauté !

Crowley, dans le contexte de l'apocalyptisme de l'Ordre de l'Aube Dorée, prétendait être « l'Antéchrist » et « 666 » (la marque de « la bête » (Ps. 72:9 ; Apoc. 13:18)). Rivalisant avec Hitler au fil du temps, il disait de lui-même : « Avant Hitler, j'existe. »

L'Aube dorée a ouvert la voie à Hitler et aux nazis, mais pendant la Seconde Guerre mondiale (1939/1945), Crowley était antinazi et, en ce sens, il a fourni à Winston Churchill un talisman (objet protecteur) « pour protéger l'Angleterre contre les bombardiers allemands ».

Adolf Hitler (1889/1945).-- À l'époque d'Hitler (et avant lui), l'Allemagne comptait des magiciens et des sociétés secrètes qui nourrissaient des opinions apocalyptiques.

SK45.4

On les appelle « groupes occultes allemands » (R. Cavendish/J.B. Rhine, Elsevier's Encyclopedia of Occultism and Parapsychology, Amsterdam/Bruxelles, 1975, p. 70-74). – Thulé. – En 1918, un très petit groupe fut formé à Munich : Thulé. « Un soir, les membres invoquèrent les puissances obscures qui avaient déjà pris possession du corps et de l'âme de celui qui allait venir, la bête de l'Apocalypse. (...) »

Les démons envahirent la pièce à la grande stupéfaction des invocateurs, qui s'enfuirent en hurlant tandis que leur médium (une femme de la campagne, sans inhibitions) proférait des paroles monstrueuses. – À une autre occasion, leur ancienne secrétaire (elle aussi assassinée par les communistes) confirma que « celui qui allait venir » serait à la fois le maître et le fléau de l'Allemagne et de l'Autriche. Lorsque Hitler rejoignit le groupe – au cours de l'année 1920 – les membres de Thulé l'accueillirent comme un antéchrist qui devait précéder le Christ et perpétrer la destruction qui précède l'ère de paix et d'harmonie. (E. Brasey, Enquête, 251).

Pendant trois ans, de 1920 à 1923, Hitler fut « initié » aux principes de Thulé par trois anciens membres (D. Eckardt, A. Rosenberg et K. Haushofer).

Eckardt devint l'un des sept fondateurs du Parti national-socialiste des travailleurs en juin 1923. À sa mort, il déclara : « Suivez Hitler. Il dansera, mais c'est moi qui ai composé la musique. »

Là encore, comme dans Aube dorée, il s'agit des « êtres supérieurs inconnus ». Voilà qui remet en question l'image d'Adolf Hitler comme figure apocalyptique.

2. Gothique.—

En bref : le gothique est l'art qui correspond à l'apocalyptique. — Bibl. st. : H.Hr., *Mystery and Detective Stories*, in : *Encyclopaedia Britannica*, Chicago, 1967, 15 : 1125/1129. — Steller fait référence à Dorothy Sayers (1893/1957), éd., *The Omnibus of Crime* (1929).

Littérature policière. —

L'inconnu (le mystère) qui, simultanément, fascine et inspire la crainte (cf. Rud. Otto), est l'objet de la littérature policière. À l'origine, le mystérieux se compose de merveilles, d'horreurs, de fantômes, d'esprits, principalement d'origine extranaturelle (et parfois surnaturelle). Parallèlement, des inconnus plus « rationnels » apparaissent plus tard comme objets d'étude : énigmes, choses mystérieuses.

SK45.5

Littérature fantastique.

-- Un autre nom courant pour la « littérature policière » est celui de « littérature et d'art fantastiques ».

Formes de divulgation

— Histoires d'horreur. Histoires de sociétés secrètes. — Intrigues diplomatiques. Romans policiers. — Science-fiction. — Ce sont les genres cités par l'auteur.

"Le conte gothique".

Au XVIII^e siècle, le conte gothique fit son apparition. Avec ses démons, qu'ils soient ou non des vampires arabes, ses églises et ses serres réduites en ruines, et ses passages souterrains. Le Château d'Otrante (1764) fut la première œuvre – un récit d'horreur – de ce genre, signée Horace Walpole (1717/1797). Toute une lignée d'écrivains et d'artistes développa ce type d'art. Par exemple, Frankenstein (1818) de Mary G. Shelley : ce qui le caractérise, c'est son approche pseudo-scientifique.

Romance.

« Au XVIII^e siècle, le romantisme s'éprit de l'art gothique : les vampires s'inscrivent parfaitement dans cette formule. Goethe (1749-1832) écrivit quelques vers sur les vampires. Byron (1788-1824), Sauley , Gautier (1811-1872) et Baudelaire (1821-1867) suivirent. » (W. Koeser, *Magie (Science du futur)*, Amsterdam, 1976, p. 122).

Note : Une partie du romantisme peut effectivement être caractérisée de cette manière.

Note – H. von Kleist, *Geister, Gespenster und Vampiere (Die unheimlichsten Grusel- und Spukgeschichten der Weltliteratur)*, Munich, 1978, propose des textes de H. von Kleist, E. Toffmann, N. Gogol, W. Heuff, Ch. Dickens, E. Allan Poe, I. Tourgueniev, M. Twain et O. Wilde. – Ce qui démontre que le gothique appartient à la littérature mondiale. – M. Jarvis et al., *Echoes of Terror*, Londres, 1980, propose des textes de Dickens, H. Half , Poe, Stoker, Henry, Mudford, Marryat, Lewis, Thackeray, Jacobs et Saki. L'avantage de cet ouvrage : il propose des illustrations d'artistes qui permettent de « voir » l'univers étrange du gothique.

Note : Outre Edg. Allan Poe (1809-1849) et Bram Stoker (*Dracula*), mentionnons également H.P. Lovecraft (1890-1937), qui s'est intéressé au **Necronomicon** d'Abdul al-Hazred (un texte très étrange du VIII^e siècle en Syrie). Cf. P.R. Michaud, **Le Necronomicon**, Paris, 1979.

Les symboles et les mythes, les ballades, les textes mystiques, bien que n'étant pas essentiellement « gothiques », présentent néanmoins des aspects gothiques car ils abordent des expériences de transgression des frontières.

SK46

Le développement de la social-démocratie (allemande).

« Le socialisme scientifique et le Parti social-démocrate reconnaissent à juste titre K. Marx et Fr. Engels comme pères. » (*J. Aengenent, Leerboek der sociologie* , Leiden, 1919-4, 79).

1848.-- « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Tel était le cri de ralliement du Manifeste communiste publié par les deux partis.

En 1864, ils fondèrent l'Internationale (association ouvrière), qui cessa d'exister en 1872 en raison de conflits, notamment avec les anarchistes de Bakounine.

1869.-- Avec A. Bebel (1840/1913) et Wilh. Liebknecht (1826/1900), ils fondent le Parti social-démocrate des travailleurs, qui fusionne avec le parti de F. Lassalle (1825/1864 ; connu pour sa « loi d'airain des salaires ») en 1875. Ce n'est qu'en 1891 que ce parti devient purement marxiste.

Division interne.

Après l'accord avec les Lassalliens, des divisions internes persistent. L'aile droite était favorable à une évolution graduelle vers le parlementarisme. L'aile gauche, quant à elle, prônait la révolution, idée défendue par les Jeunes Socialistes au sein du parti. Ces derniers firent sécession dès 1891 pour former un nouveau parti résolument anarchiste.

Le différend reprit alors au sein du groupe parlementaire. Les ultra-marxistes (dogmaticiens, révolutionnaires, tenants de principes) réclamaient la révolution. Les révisionnistes (opportunistes, parlementaires) prônaient l'évolution.

D'où une division féroce concernant les tactiques : « Est-il permis d'aider à la législation sociale ? Au militarisme ? Est-il permis de coopérer avec des partis « bourgeois » au sein d'un ministère ? Une grève générale est-elle conseillée ? Les syndicats servent-ils à agiter ou à améliorer le sort des travailleurs ? Le travail est-il permis pour une femme mariée ? » Edm.

Mais les révisionnistes, ayant tiré les leçons des faits, passèrent à l'action : ils remirent en question les théories de Marx et d'Engels. La théorie de l'accumulation et de la concentration, la théorie de l'appauvrissement et de l'armée de réserve industrielle, ainsi que les théories relatives aux crises et au « Kladderadatsch » se révélèrent erronées.

E. Bernstein a même remis en question deux des principales théories de Marx : la vision matérialiste unilatérale de l'histoire et la théorie

économique de la valeur héritée de Ricardo. Le parti néo-marxiste s'est rallié à lui, exigeant une « révision » du programme politique. On leur reprochait de ne plus être « socialistes ».

SK47

Le jugement de M. Walzer sur le marxisme.

Rue de la bibliothèque : M. Walzer, *L'idée d'une société civique*, dans : *Streven* 60 (1993) : juin 483/497.

M. Walzer est professeur à l'Institut d'études avancées de l'université de Princeton. Il défend une social-démocratie pluraliste.

K. Marx : l'humanité comme un grand ensemble industriel.

Marx défend une humanité constituée d'un vaste ensemble industriel, sans État traditionnel. Walzer nomme cela l'économie coopérative : chacun peut y produire, artistes, inventeurs, artisans. « Les ouvriers des groupes musicaux ne semblent pas s'y intégrer très bien » (ac, 487).

Walzer attribue cela à Marx, qu'il considère comme un romantique. Le complexe industriel mondial est composé d'hommes et de femmes créatifs. Ils fabriquent des objets utiles et esthétiques à travers lesquels ils expriment leur talent.

La démocratie, au sens bourgeois du terme, est un biotope provisoire où les marxistes préparent l'humanité idéale. Mais ce type de démocratie est dénué de valeur intrinsèque. S'engager en politique dans ce cadre perd progressivement tout son sens, notamment lorsque, dans l'État futur – ou plutôt l'humanité future –, chacun sera un producteur actif. Pour paraphraser un adage célèbre : « L'État disparaîtra. »

Autrement dit : le système de l'économie coopérative consiste — ou consistera — en un État apolitique (si ce terme a encore un sens) mais doté d'une forme de gouvernance sans conflit, une sorte d'administration purement administrative.

Walzer répond à cela : – En réalité, toute ingérence politique est vouée à disparaître. – Un organe de gouvernance sera toujours

nécessaire à l'organisation de l'économie. Refuser de le qualifier d'« État » relève d'une « pure prétention marxiste » (ibid.).

Partout où la politique marxiste a été mise à l'épreuve dans la réalité, « l'État » a en fait très rapidement pris le dessus.

Conséquence : la plupart des marxistes – du moins en Occident – se qualifient donc de socialistes « démocrates ». Autrement dit : des socialistes qui cultivent à la fois l'économie et l'État politique. « De cette manière, ils offrent un double cadre pour une vie épanouie. » En tant que social-démocrate pluraliste, Walzer considère que deux cadres valent mieux qu'un seul. Il fait donc preuve d'une certaine compréhension envers les « syndicalistes » (anarchistes) qui situent la vie épanouie dans un lieu de travail géré par les travailleurs : on produit et on participe à la prise de décision.

SK48

Le socialisme religieux.

Rue de la bibliothèque : Fl. Van Oirschot, *Histoire concise de la question sociale*, Roermond / Maaseik, 1950, 278/292.

Steller commence par souligner que le socialisme utopique fut largement supplanté par le marxisme, qui « conquiert » des régions entières du monde. « Mais dès le départ, la division (...) vise à établir » (Oc, 279). Parallèlement, divers groupes entrevoyaient le salut dans des moyens plus pacifiques et se tournèrent vers un socialisme éthique.

Dans le même temps, les positions des religieux sur la question sociale et le socialisme ont évolué, ce dernier étant dans de très nombreux cas non religieux, voire antireligieux : – notamment dans les milieux « évangéliques » (à comprendre : protestants), le socialisme et la religion semblaient conciliables :

Grâce au principe de la liberté de pensée et à l'absence de tradition ou de hiérarchie ecclésiastique, ainsi que d'un mouvement social d'envergure, un espace plus vaste s'est ouvert à ceux qui pensaient pouvoir concilier socialisme et convictions religieuses. C'est là, dès lors, que l'on observe les premières tentatives de socialisme religieux.

En Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Belgique et en France, il existait des socialistes religieux. Cependant, en Suisse, du moins dans la partie alémanique, le socialisme religieux – une des branches du calvinisme – acquit une importance relativement importante qui dépassa largement les frontières, grâce notamment à des dirigeants compétents.

Le pasteur zurichois Hermann Kutter (décédé en 1931) en est un exemple. En 1904 parut son ouvrage **Sie müssen**, traduit dans de nombreuses langues (aux Pays-Bas : **Zij moeten**). En voici un extrait.

Les sociaux-démocrates, sans le savoir, exécutent la volonté irrésistible de Dieu. – Le christianisme, l'Église, ne possède plus ce Dieu. L'ayant trahi, il les a abandonnés. Car ils ne protestent pas contre l'immoralité des antagonismes de classes existants et laissent au socialisme le soin d'instaurer un nouvel ordre.

Les socialistes doivent donc aller de l'avant, car le Dieu vivant les y pousse. Ils sont les hommes de la révolution, car Dieu est le grand révolutionnaire (criant le péché).

« Ce Dieu, ce Dieu absolu du calvinisme, prépare une fois de plus ses grandes surprises. Il va de nouveau prononcer son jugement dans la tempête et le tonnerre et couvrir de honte notre christianisme lâche. » C'est ainsi que Kutter voulait rétablir le royaume de Dieu sur terre. On y entend le langage biblique.

SK49

Castrisme

Le terme « castrisme » (« fidélisme ») est dérivé de Fidel Castro (1921/2016), qui, en tant que résistant, s'est attaqué au dictateur cubain Batista en 1952, a été emprisonné (1953/1955), gracié et exilé, mais a débarqué du Mexique avec un guérillero en 1966 pour devenir Premier ministre en 1959 et chef d'État de Cuba en 1976.

Socialisme

Il nationalise de vastes propriétés foncières et des entreprises étrangères, provoquant ainsi un conflit avec l'Occident (et notamment les États-Unis). Il s'allie aux pays communistes (Union soviétique, Chine, entre autres) et, en 1961, Cuba est proclamée « république socialiste ». Il fournit des troupes à l'Afrique.

Castrisme

Définition : Fournir aux pays d'Amérique latine un système politique inspiré du modèle socialiste cubain, ce qui a provoqué des tensions avec les « gringos » (Américains).

Note – Salon – castristes. – « Vers la fin des années 1960, il était devenu presque impossible de sortir en public avec l'Union soviétique. Pour un certain nombre d'intellectuels de gauche occidentaux, Cuba devint « la grande alternative » : parmi les adeptes de Cuba figuraient Harry Mulisch, Peter Schat et Hugo Claus. » (*M. van Nierop, Nieuwe woorden* , Hasselt, 1975, p. 37).

Ce type de système de castes a aujourd'hui disparu. Mais pour de nombreux révolutionnaires d'Amérique latine, Castro est resté « le grand leader ».

De plus : la théologie de la libération latino-américaine était en concurrence avec le castrisme (non sans l'approbation du Vatican).

Division.

Castro a appelé les pays d'Amérique latine à la révolution. Il a activement soutenu les mouvements de guérilla au Guatemala, en Colombie, au Venezuela et en Bolivie (où il a envoyé Che Guevara (1928/1967 ; théoricien de la guérilla)).

Désaccord.

Le conflit était inévitable au sein même du castrisme : la théorie soviétique s'opposait à la méthode partisane (qui rend la bourgeoisie dirigeante plus à droite) mais souhaitait des gouvernements de Front populaire dans lesquels les partis de droite et de gauche coopéreraient.

Décision.

L'exportation de guérilleros inspirés par Castro a désormais diminué. Parallèlement, les intellectuels ne se rendent plus à La Havane pour

découvrir la grande alternative, et le courant castriste s'est estompé. – Cela n'empêche pas Castro de conserver son influence dans son pays (le pape lui a rendu visite en 1997) et le castrisme de couvrir en Amérique latine.

SK50

Théologie de la libération.

Bibl. st.: K. Vandebos , *From Marxist to Cultural Model (Shift within Liberation Theology)*, in: *Campuskrant* (Leuven) 24.10.1996.

G. De Schrijver, professeur de théologie dogmatique à la KU Leuven, intervient à propos *du changement de paradigme dans les théologies de libération du tiers monde* (un symposium international organisé par le Centre de théologie de la libération (Faculté de théologie)).

L'Origine. -- 1965+.

Dans les universités latino-américaines, « on étudie avec enthousiasme les auteurs néo-marxistes ». L'analyse marxiste classique de la question sociale y est radicalement privilégiée. Et dans son sillage, on aspire à « un socialisme qui leur soit propre et qui mette fin à la pauvreté et à l'oppression ».

Note – Théorie de la dépendance. – Les principaux centres financiers, menés par les États-Unis, contrôlent l'Amérique latine. Le capitalisme dominant se contente d'extraire des matières premières bon marché des pays les plus pauvres.

Au passage : Gustavo Gutierrez, pionnier de la théologie de la libération, replace cette théorie dans son contexte.

Groupes de base chrétiens.

Dans le même temps, des groupes de chrétiens émergent, désireux de dépasser la doctrine sociale traditionnelle de l'Église par un « véritable engagement social » : non plus la charité, mais des réformes structurelles profondes. Ce faisant, ces groupes invoquent des motifs bibliques tels que le livre de l'Exode, où les Israélites réduits en esclavage en Égypte fuient vers la « terre promise ».

L'épiscopat latino-américain.

La Conférence des évêques de Medellín (Colombie) en 1968 soutient « la nouvelle théologie » : les pauvres doivent prendre conscience qu'ils sont « les auteurs de leur propre histoire ». Elle soutient également les groupes de base.

Note : Voici les premières années de la théologie de la libération. Depuis, beaucoup de choses ont changé : le Vatican, craignant un athéisme fondé sur une analyse purement marxiste, réagit négativement dans une certaine mesure.

L'effondrement des systèmes communistes – la chute du mur de Berlin à la fin des années 1980 – remet en cause la pertinence de l'analyse marxiste. Les populations locales manifestent un attachement à leurs cultures (y compris précolombiennes). Conséquence : la théologie de la libération évolue en parallèle.

SK51

Des personnes pragmatiques.

Bible st. : A.Reszler, Les nouveaux « hommes nouveaux » *de l'Est* , dans. : *Journal de Genève / Gaz.d.Laus* . 14.02.1996.

Steller se rapproche de Vilfred Pareto (1848/1923) dans son *Traité de sociologie générale* (1916), dans lequel il prédit l'émergence d'une nouvelle élite en Europe : l'élite des techniciens de l'énergie.

a. Les valeurs supérieures (traditionnelles ou récentes) sont placées entre parenthèses, sauf si elles sont utilisées à des fins d'ornementation.

b. Ils défendent le pragmatisme : le pouvoir — sa conquête, sa préservation et, si nécessaire, sa reconquête — est leur valeur par excellence.

Avant 1993/1994, les pays du bloc de l'Est ont connu une brève période de post-communisme sous une forme démocratique. Des hommes politiques résolument libéraux étaient alors au pouvoir, mais leurs mesures de transition, jugées impopulaires, ont déçu la population.

1. Les Barons Rouges.

Des rangs des anciens partis communistes émergent ensuite, à partir de 1993/1994, d'anciens apparatchiks qui reprennent leur position dominante d'antan (à l'exception de la République tchèque). Ceux-ci respectent parfaitement les nouvelles règles du pluralisme politico-économique. Ils apprennent aussitôt à composer avec ce qu'ils ignoraient jusqu'alors : l'opinion publique. Pour reprendre l'expression de Pareto, des « lions ».

2. Les technocrates roses.

Selon la terminologie de Pareto, les « renards » (beaucoup plus flexibles que les précédents) remplacent les « lions ». Réformistes à partir de 1980, ils sont aujourd'hui pluralistes. Cependant, le début de leur carrière reste flou, ce qui leur confère une image de « nouvelles figures ».

Par exemple, Aleksander Kwasniewski, élu en 1995 et devenu président de la Pologne, déclare : « Je n'ai jamais été communiste. Depuis 1971, j'ai rencontré très peu de communistes. En revanche, j'ai rencontré beaucoup de technocrates, d'opportunistes, de réformistes et de libéraux. »

Reszler. -- Ces théories s'appliquent à l'économie de marché. Elles reposent sur des axiomes politico-économiques très divers, allant du libéralisme à l'américaine, en passant par la social-démocrate ou le socialiste français, jusqu'au marxisme-léninisme.

Mais leur éclectisme – ils choisissent parmi les ressources disponibles – leur confère une grande flexibilité et leur permet de gérer efficacement la transition d'une économie dirigée impitoyable à une économie de marché. Ce que les populations n'ont pas pardonné aux premiers libéraux (avant 1993/1994), elles sont beaucoup plus disposées à le leur pardonner.

SK52

Karl Marx reconstitué.

Bible st . : A. Reszler, *Marx, Penseur du XXIe siècle ?* dans : *Journ.d.Genève, Gaz.d.Laus* . 30.10.1995. Steller est professeur à l'Université de Genève.

A. L'emprise des doctrines.

L'influence des doctrines sur les individus résulte relativement peu de leurs conséquences pratiques. Ceci s'explique par le fait que

doctrine ayant même des effets négatifs est perçue comme porteuse d'espoir ou

b. Elle répond aux aspirations d'une époque.

Ainsi, les maigres résultats des « sociétés idéales » expérimentées aux États-Unis par les disciples de Charles Fourier (1772-1837 : « phalanstères ») ou d'Éric Cabet (1788-1856 ; socialiste utopique) n'ont guère d'impact sur les esprits utopistes. De même, les échecs de Pierre Jean-Jacques Proudhon (1809-1865) ou de Michel Bakounine (1814-1876) apparaissent aux anarchistes comme une raison supplémentaire de s'engager dans la même voie.

B. Marx.

Le fait que le marxisme renaisse dans les anciennes démocraties populaires (bloc de l'Est) en se mêlant à toutes sortes de nationalismes, et en Europe occidentale sous la forme d'une renaissance marxiste, n'est pas surprenant, malgré le « mur de Berlin ».

Après tout, les marxistes affirment que K. Marx a été fondamentalement mal compris aussi bien dans le bloc de l'Est que dans les universités d'Europe occidentale !

L'image de Marx esquissée depuis environ 1990 par, par exemple, J. Derrida (*Spectres de Marx* (1993)), M. Vadée (*Marx penseur du possible* (1994)), D. Bensaïd (*Marx intempestif* (1995)), H. Maier (*Convoiter l'impossible (L'utopie avec Marx)* (1995), etc., nous montre Marx comme « un penseur ouvert », qui s'est risqué aux limites du concevable sur une base sceptique.

Le défi consiste donc à purger l'héritage intellectuel du père du socialisme scientifique (qui rejetait avec véhémence les précurseurs utopiques) de cent cinquante ans d'interprétations erronées. Dans cette perspective, un nombre croissant d'auteurs se lancent à la recherche d'un « Marx inconnu ».

Reszler. – En réalité, mis à part quelques aspects de son système clos, Marx est resté strictement dogmatique. Ce n'est pas parce que sa vision de la société industrielle et de son avenir a quelque peu évolué que son matérialisme dialectique n'en demeure pas moins le noyau immuable de sa doctrine. Le qualifier de penseur relativiste, c'est méconnaître la nécessité qui, selon lui, régit « l'histoire ».

SK53

Marx, oui, mais...

Rue de la bibliothèque : M. Najman/ Ph. Petit, *Marx redevient-il le capital ?* dans : *L'Événement du jeudi* 28.09.1995, 72/75. -- Nous nous arrêtons un instant pour considérer l'atmosphère.

Une conférence curieuse.

À Stockholm, en 1989, les partis socialistes unis – à quelques exceptions près – ont conclu qu'une économie purement socialiste (dirigée) en matière de biens et de services était insuffisante. La chute des régimes communistes (le « mur de Berlin ») a illustré cet échec.

Depuis lors, une forme de libéralisme s'est imposée partout, que l'on résume par l'expression « ordre mondial néolibéral ». Comment peut-on, dès lors, évoquer Marx ?

Livres, traités et revues témoignent du regain d'intérêt pour Marx. Sous l'appellation « Marx International », un congrès s'ouvre à Paris le jeudi 28 septembre 1995. Quelque cinq cents chercheurs y sont attendus. Des revues et des institutions universitaires des États-Unis, d'Europe occidentale et orientale, d'Amérique latine et d'Asie y participent sous l'égide de la revue « Actual Marx ».

Thèmes abordés : l'effondrement du « réalisme marxiste » (analyse critique), le capitalisme contemporain, les nouvelles tensions sociales et l'alternative au capitalisme.

J. Bidet, directeur d'Actual Marx, professeur à l'Université de Nanterre (Paris) et organisateur du congrès avec J. Texier, déclare : « Ce

congrès n'est pas marxiste. Il est parfaitement clair pour nous que le "projet collectif" né de Marx est enterré à jamais. »

Mais la pensée critique et sociale de Marx demeure un élément de notre héritage (...). L'intention est d'analyser le monde d'aujourd'hui avec Marx, mais aussi avec d'autres penseurs. Ce congrès ne souhaite pas « retourner à Marx ». Il souhaite plutôt réexaminer les problèmes – les thèmes – à partir d'une analyse critique qui doit nécessairement se référer à Marx.

Note – Bidet. – J. Habermas place au centre de sa réflexion l'usage du langage et la communication visant à une coexistence collective. C'est ce que Marx souhaitait réaliser en organisant l'ensemble des hommes, toute l'humanité, en un gigantesque prolétariat. Mais Habermas néglige le fait que la communication n'est véritablement possible qu'entre égaux.

J. Rawls (Théorie de la justice) soutient désormais que la véritable communication n'est possible que dans le cadre du contrat social, rejeté par les marxistes. Avec Rawls, on peut désormais envisager un ordre économique mondial fondé sur des contrats.

SK54

5. Critique sociale (54/60)

Rue de la bibliothèque : *M. van Nierop, Nieuwe woorden*, Hasselt, 1975, 169/171.

Steller s'intéresse d'abord au sous-terme « critique ». « Krinein », en grec ancien, signifie « cribler ». Ce terme typiquement moderne — popularisé notamment par P. Bayle (1647/1706) — signifie « chercher principalement les faiblesses de la perception et du raisonnement » (ce que faisaient aussi bien les éristes grecs antiques que les déconstructionnistes contemporains) : « En pratique, la "critique" a acquis une acception essentiellement négative » (oc, 169).

Terme très populaire.

Les hommes politiques et les travailleurs sociaux, les chanteurs pop et les poètes, les religieux, oui, même les « éditeurs richissimes » (ibid.) « adoptent une position socialement critique ».

Radicalisme.

Le terme est « gauche ». Et plus précisément, « gauche radicale ». La critique ne vise pas les excès de « l'ordre établi » – l'establishment, comme on aime à l'appeler – mais l'ordre établi en tant que tel.

Ce courant de pensée ne s'étend pas à l'ensemble de la culture planétaire, mais uniquement aux pays non socialistes (l'Europe occidentale, les États-Unis, le Japon, par exemple). Les Sept Pays les plus riches sont rejetés de manière radicale et fondamentale. Du moins, c'était le cas jusqu'au milieu des années 1970. Car jusque-là, l'Union soviétique, Mao, la Chine, Cuba, etc., étaient considérés comme des modèles assez exemplaires – « assez » car eux aussi connaissaient des dérives et des aberrations, tout en restant fondamentalement sains.

Critique

Le terme se limitait à l'idée de « critique sociale » dans des expressions telles que « université critique », « enseignants critiques » (pensez au Livret vert pour les étudiants), et même « prêtres critiques ».

Note – Le professeur Martin Bronfenbrenner, dans la Harvard Business Review (1973 : sept./oct.), s'est distingué par sa critique sociale :

- a.** trois tendances anarchistes (anarchistes radicaux (Hoffman et les Yippies (Zippies)) ; anarchistes modérés (Hippies) ; syndicalistes (« Tout le pouvoir aux travailleurs »),
- b.** les néo-staliniens (au Japon par exemple),
- c.** Les socialistes humanistes (le jeune Marx d'avant 1848).

En Belgique, les critiques sociaux étaient appelés « gauchistes » (gauchistes d'extrême gauche) ou « nouveaux gauchistes » (incluant les anarchistes, les maoïstes et les trotskistes).

Depuis l'effondrement des États communistes, même dans les milieux de gauche, le regard porté sur les pays dits socialistes a changé

; non seulement ils divergent, mais ils se révèlent fondamentalement ouverts à la critique.

SK55

5.1. Mouvement écologique (55)

Selon *M. Breuil, Dictionnaire de sciences de la vie et de la terre*, Paris, 1997, p. 168 (Écologie), l'« écologie » désigne l'étude scientifique des êtres vivants (biologie) dans la mesure où ils interagissent et communiquent avec leur environnement (environnement). L'écologie végétale et l'écologie animale en sont des aspects.

Écologie sociale

À partir de 1950 : l'Américain Barry Commoner en est la figure de proue. Biologie et sociologie s'entremêlent ici. Car l'homme, en tant qu'être vivant et biologique, interagit et communique avec son environnement.

Le mouvement écologiste voit le jour : Commoner jugea certains résultats si alarmants qu'en 1953, il dénonça publiquement le strontium-90, un résidu des essais nucléaires présent dans l'atmosphère, comme nocif... alors que le grand public le considérait inoffensif. En conséquence, le mouvement écologiste milita pour l'arrêt des essais nucléaires.

Hygiène environnementale

Tout cela a conduit à la proclamation de « l'Année européenne de la conservation de la nature » en 1970. La pollution environnementale avait enfin reçu l'attention qu'elle méritait. La destruction des paysages naturels et le déboisement croissant, conjugués à l'industrialisation et à la croissance démographique, sans parler de l'extinction des espèces végétales et animales et de l'utilisation excessive de pesticides (insecticides, par exemple), ont engendré une situation suffocante liée à la pollution de l'environnement.

Impact sur l'économie et la politique économique.

Au passage : les termes « économie » et « écologie » partagent le sous-terme « éco- », dérivé du grec ancien « oikos », qui signifie **a.** habitation et **b.** cour, propriété.

La réussite ou l'échec de l'économie moderne repose sur la « croissance économique », c'est-à-dire l'augmentation de la production totale, non pas tant quantitativement que qualitativement, de l'activité économique. En d'autres termes : la prospérité matérielle.

Les écologistes faisaient la distinction entre prospérité (économique) et bien-être (humain). Une approche holistique, qui prend en compte la totalité de la vie.

Conséquence : tous les partis politiques, menés par les écologistes, intègrent la protection sociale à leurs programmes. Ce qui a un impact considérable sur la circulation automobile, les établissements industriels, la construction de routes, la production alimentaire, etc. Production, circulation, consommation – tout le circuit économique – est menacé. La contre-culture fait des ravages !

SK56

5.2. « Souterrain » (56)

Le mot est anglo-saxon, bien sûr : « underground ».

1.1. Le chemin de fer clandestin.

Dans les années 1830 et suivantes, cette expression métaphorique désignait « un système d'organisation **a.** secrète et **b.** illégale d'Américains blancs qui aidaient les esclaves fugitifs, hommes et femmes, à trouver refuge au Canada ». Abrégé : UGRR.

Conséquence : par généralisation, le terme désigne tout ce qui opère secrètement et est généralement illégal.

1.2. Mouvement clandestin.

Nous sommes en 1940-1945, pendant la Seconde Guerre mondiale, et dans les territoires occupés par les Allemands : la propagande alliée encourageait les groupes et les activités de résistance contre l'occupant, armés ou non. – D'où les termes néerlandais « verzet » et « verzetsstrijd », respectivement « verzetsstrijder » !

2. Le nouveau métro.

Mieux : « underground culturel-critique » ou « underground social ».
-- Après la Seconde Guerre mondiale (1940/1945), des mouvements contre-culturels ont émergé, fortement conscients socialement, parmi les jeunes qui exprimaient leur aversion et leur résistance à l'establishment.

Les Beatniks (pensons à *Allen Ginsberg* (1927/1997) avec son recueil **Howl and Other Poems **, Jack Kerouac et William Burroughs), les Yippies (ou Zippies), les Hippies (cf. critique sociale), les Provos, les Kabouters, etc., adoptent une posture critique sur les plans culturel et social. Des thèmes comme le sexe, les « Dolle Mina » (féministes radicales), la consommation libre de drogues, les communes (petites communautés alternatives), l'antiaméricanisme, la libération des Noirs, des Hispaniques et des femmes, les campagnes antinucléaires et les préoccupations écologiques s'expriment dans la musique country (style de musique folk américaine), le blues, le rock, la pop et la musique folk, notamment dans les chansons de protestation, d'une manière parfois extrarationnelle.

Compte tenu de l'influence considérable de ce type de musique, les jeunes sont endoctrinés dans un sens de gauche, sans même s'en rendre pleinement compte.

Il apparaît clairement dès le départ que le milieu « underground » n'est ni secret ni illégal, sauf sur un point : la consommation de drogue. Les Beatniks des années cinquante ont engendré un vaste réseau de consommation et de trafic de drogue, avec toutes les conséquences néfastes que cela implique.

que le mouvement Underground soit en train de disparaître, comme l'affirme *van Nierop* dans **Nieuwe woorden**, **Hasselt**, 1975, 270, est peut-être vraie à première vue, mais elle est fondamentalement, en profondeur, fausse : ses idées continuent de faire sensation.

SK57

5.3. Génération de rythmes (57)

Rue de la bibliothèque : *M. van Nierop* , *Nouveaux mots* , Hasselt, 1975, 22/24 (Beat)

Dans les années 1930, le terme « beat » était en vogue chez les jeunes Américains, notamment pour désigner un « centre de gravité rythmique » et une « accentuation des signatures rythmiques » dans le jazz. À la fin du XIXe siècle, le jazz émerge dans le sud des États-Unis, sous l'influence de la musique folk et du blues (Nouvelle-Orléans ; Chicago à partir de 1920). Le jazz connaît ensuite de nombreuses transformations et un tel succès que, dès les années 1950, le terme « beat » en vient à signifier : « le rythme musical et la vie de cette époque ».

Génération Beat.

En 1952, *le New York Times* évoquait pour la première fois la « Beat Generation » : au fil du temps, sous l'influence des termes « spoutnik » et « beatnik », l'expression est devenue emblématique de ce mouvement. Elle provient de Jack Kerouac (1922-1969), qui, avec Allen Ginsberg (1926-1997) et William Burroughs (1914-1997), formait le trio phare de la Beat Generation.

Sur la route de Kerouac (1957)

est une œuvre majeure : un Américain, aliéné par l'Amérique des années cinquante et sa prospérité économique, cherche à échapper à l'atmosphère somnolente d'une ville endormie, avide de « créativité », c'est-à-dire : jazz, art, langue.

Dans *Howl and Other Poems* (1956), la Bible des beatniks, Ginsberg dit : « J'ai vu les meilleurs esprits de ma génération détruits par la folie, affamés, hystériques et nus, errant dans les États noirs à l'aube, à la recherche d'une fulgurante impulsion, comme des hipsters (*note* : fans de jazz) avec une tête angélique, inspirés par le lien ancien et céleste avec la dynamo stellaire dans la mécanique nocturne » (*Howl, City Light Books* , 9).

Dans ***Junkie*** (1953), Burroughs dissèque les expériences terrifiantes d'un toxicomane. La drogue « dévore le consommateur sans aucune compensation ».

En d'autres termes : le beat est synonyme de critique de la société, de sa culture du profit, de sa quête de réussite et de son économie de consommation et de gaspillage.

Voies de sortie : l'individualisme (typiquement moderne), l'anarchisme (socialisme individualiste), mais aussi le mysticisme oriental (pensons à Gary Snyder (1930/...), ethnologue qui vénérât les cultures amérindiennes et orientalisait (*Mythes et textes* (1960), une œuvre ethnopoétique)) et le mysticisme lié aux drogues. « Beat » signifie « battre », vaincu, et « béagique », extatique.

Les beatniks introduisent la contre-culture, qui va emporter avec elle tant de jeunes.

SK58

5.4. Ouverture à l'inclusion des hippies/yippies (58)

rue de la bibliothèque : GJ Demaix, *Les esclaves du diable*, Paris, 1970, 29/30.

Steller cite Kenneth Keniston, professeur de psychologie (Université de Yale).

A.-- L'ouverture postmoderne.

« Postmoderne » signifie « tout ce qui règle ses comptes avec la modernité sur la base de ses résultats concrets ».

Le fossé des générations (M. Mead) se manifeste par une forme d'inclusivisme. Que ce soit individuellement ou collectivement, la génération postmoderne souhaite que sa propre identité et ses mouvements s'ouvrent à toutes les idées et à toutes les contradictions.

Psychologiquement : accepter ceux qui sont différents, parfois malgré leurs réticences. Ils souhaitent s'intégrer. Ce qui implique une aversion profonde pour tout rejet de la différence, de la différence elle-même. – Voici l'axiome.

B. -- Pratique postmoderne.

Le désir de s'identifier au paysan vietnamien, aux pauvres des États-Unis, aux dépossédés ou aux personnes handicapées du monde entier s'est propagé à travers le mouvement hippie/yippie.

Au sein de leur propre État, ils défendaient une démocratie radicale (qui aux États-Unis inclut également les Noirs africains, les Hispaniques, les femmes, les Amérindiens, etc.) allant jusqu'à prôner le « politiquement correct ». En dehors de leur propre État, ils défendaient un nouvel internationalisme qui laisse la place à tous les peuples et à leurs cultures.

multiculturalisme

Ce qui était décisif, ce n'était pas votre origine (classe sociale, pays), mais le type de relation que vous entreteniez avec votre prochain.

pragmatisme américain

(Ch. Peirce (1839/1914) et al.), l'existentialisme français (J.-P. Sartre (1904/1980) et al.), et le communisme slave du Sud (Josip Broz (Tito) (1892/1980), qui a atténué le communisme et introduit des unités de production autogérées sans administration d'État en 1950) ont été étudiés avec diligence.

Mais le mysticisme indien (Kammandu), le bouddhisme zen japonais et les cultures précolombiennes étaient également appréciés et adoptés. Antiraciste et anti-raciste.

Étrange : ses propres parents, avec leurs opinions « différentes », n'étaient pas acceptés ; aux États-Unis, l'Amérique établie était rejetée. L'exclusivisme de la modernité était la cible ! L'ethnocentrisme était la cible immédiate des modernes.

Voici une esquisse de l'interprétation hippie/yippie du « politiquement correct », soit l'égalité absolue de tous les êtres humains.

SK59

5.5. À droite : la majorité silencieuse (59)

Rue de la bibliothèque : M. van Nierop, *Nouveaux Mots*, Hasselt, 1975, 312/313.

L'histoire se déroule de manière dialectique : la thèse, principalement par l'exagération, provoque la contradiction.

1969.

Nixon devient président des États-Unis. – Les républicains qu'il représentait encourageaient les troubles de toutes sortes. Les quartiers et les universités noirs furent plongés dans une agitation d'extrême gauche. Avec son parti, Nixon accorda la priorité aux points suivants :

a. Seul un petit groupe ou une strate très influente était à l'origine des troubles.

b. tandis que la majorité silencieuse ne désirait que la paix et l'ordre. Voilà qui en dit long sur la division de la population.

L'intelligentsia et les médias de masse.

Le président français Mitterrand a déclaré un jour que les démocraties actuelles sont gouvernées par les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, mais pas sans les médias, et que ceux qui contrôlent les médias se soustraient à toute responsabilité politique.

Selon Nixon et son vice-président Agnew, les membres de la majorité silencieuse étaient absents des médias, ou très peu représentés. Les universités les ignoraient également.

Minorités.

Les historiens savent que les troubles publics – émeutes, soulèvements, révolutions – sont toujours menés par des minorités militantes. Mais leurs opposants, qui cherchent à les contrer activement, ne constituent eux aussi qu'une minorité. Les masses préfèrent ne pas s'impliquer dans des événements radicaux et spectaculaires : elles observent, elles attendent.

Ailleurs qu'aux États-Unis.

Dans les pays d'Europe occidentale, c'est la « droite » qui agit, ou tente d'agir, comme la voix de la majorité silencieuse, laquelle est dépeinte comme « hostile à toutes ces calamités de gauche ».

Trois axiomes.

1. La gauche, et en particulier l'intelligentsia de la nouvelle gauche (gauchiste, anarchiste, libertarienne), contrôle beaucoup trop les médias dans une sorte de « terreur médiatique ».

2. Conséquence : une fausse image de la grande majorité est créée grâce à la manipulation (les gauchistes parlent de sensibilisation).

3. Parce que la majorité veut « la paix et l'ordre », elle reste silencieuse et, de plus, n'a pas de véritable porte-parole.

Contemplez la société duale dans laquelle nous vivons.

SK60

5.6. Critique de la raison marxiste et capitaliste (60)

Bibi. st. : J. Wilke, *La grande dérive*, dans : J. Wilke et al., *Les chemins de la raison*, Paris/Montréal, 1997, 103ss.

Steller dissèque les derniers développements du rationalisme.

1. La raison marxiste.

9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin. Préparé par le mois de juin polonais et l'été hongrois.

Car il existait jadis — pendant plus de soixante-dix ans — l'un des systèmes rationalistes les plus radicaux. Ce système prétendait pouvoir gérer, d'en haut, l'essence même des activités de plus de quatre cents millions de personnes et — avec cela comme aboutissement — déterminer le sort de la planète entière. Il survécut aux critiques d'A. Camus (1913/1960) mais aboutit à une impasse.

Malgré ses prouesses scientifiques et techniques, elle n'a pas résisté aux exigences de son époque. Elle a tenté de se délester du superflu, mais le mur de Berlin a néanmoins sonné le glas.

Le rationalisme soviétique avait perdu sa raison d'être, sa raison suffisante et justificative. Il avait jadis pour origine l'émancipation des plus pauvres. C'était là sa raison d'être absolue. Mais il a négligé cette émancipation et a ainsi perdu sa raison d'être suffisante.

2. La raison libérale-capitaliste.

Le naufrage soviétique n'était pas un cas isolé. – Un autre complexe énorme, de nature rationnelle, a suivi : le néolibéralisme.

Après la chute du mur de Berlin, les dirigeants du système néolibéral baignaient dans un triomphalisme exacerbé. Ils ont présenté leurs

théories de transformation et leur programme d'ajustement jusqu'au Kremlin.

Dans son article **La Fin de l'histoire**, paru dans ** The National Interest** (Washington) en 1989, F. Fukuyama évoquait la fin de tous les problèmes majeurs depuis et grâce à la chute du système soviétique. Le monde libre et sa démocratie libérale instaурeraient alors une harmonie mondiale.

La raison d'être était désormais la libération de l'individu – or, la privation de liberté qu'un tel système engendre pour des millions de personnes – celles qui, par exemple, ne bénéficient pas de la prospérité – prive le système néolibéral de sa raison d'être.

« Les plus pauvres et les individus libéraux sont laissés pour compte, privés de toute défense rationnelle. De ce vide émergent des fantômes. » (Oc, 105).

SK61

6. Populismes (61/63)

Bible st. : D. Rochebin, *Une interview avec Elie Wiesel*, dans : *Journ.d.Genève/ Gaz.d. Lausanne* 16.11.1991.

Wiesel (1928/2015), rescapé de la Shoah, a reçu le prix Nobel de la paix en 1986. – « Je me méfie du populisme partout dans le monde, car, même si le leader populiste s'adresse aux foules et les manipule, il (elle) n'en reste pas moins dépendant et manipulé par elles. »

Définition.

J. Domas et al., *Maxidico, éd. découverte*, 1996, 867 distingue.

1.1. Social. -- 1860+ un mouvement socialiste émerge en Russie qui incite de larges masses populaires contre le tsar au nom d'un socialisme à instaurer.

1.2 . Politique . — Une tendance politique qui promet aux grandes masses — et notamment aux classes populaires — la satisfaction de ses

revendications. Par exemple, certains mouvements de libération nationalistes en Amérique latine.

2. Artistique. — En littérature, au cinéma, etc., on observe une tendance à dépeindre la vie des masses, et plus particulièrement celle de l'homme du peuple. — On y voit une forme de communautarisme.

Le Front national.

Wiesel voit dans des tendances telles que celles de J.-M. Le Pen (né en 1928), chef du Front national en France,

- a. un populisme pur (de droite, oui, d'extrême droite) et
- b. un danger anti- et antidémocratique. « Son langage, selon Wiesel, se situe en dehors de l'éthique et de la politique démocratiques. »

Note -- Le programme.

Le fondement repose sur la notion de culture : la culture est-elle ce qui favorise l'inclusion de son propre peuple ? L'éducation est adaptée en conséquence (par exemple, interdiction du tchador islamique dans les écoles ; limitation du nombre d'enfants étrangers scolarisés). La famille est une valeur primordiale (lutte contre l'avortement ; maintien d'un revenu parental pour ceux qui souhaitent se consacrer à leurs enfants).

Mesures sociales : diverses allocations réservées exclusivement ou préférentiellement aux ressortissants du pays. Abrogation de la loi antiraciste (loi Gayssot). Renforcement du système judiciaire et des forces de police. Retour des étrangers. Économie libérale et à dimension nationale.

Le Pen et son « lieutenant », le frère Mégret, se considèrent comme les porte-parole des « petits gens ». Ils se présentent comme les victimes d'une certaine frange de la population, principalement de gauche, mais aussi de droite. Concernant le néonazisme, ils entretiennent le flou autour de la vérité : la Shoah n'est, par exemple, qu'une « petite phrase » dans les manuels d'histoire.

SK62

6.1. « *Les nouveaux juges* » (62)

Bibliothèque: Bernard-Henri Lévy (°1948 ; *La barbarie à visage humain* (1977), -- parle d'Alain Minc contre les juges dans *Le Point* du 19.09.1998.

Il établit un parallèle avec l'affaire Monica Lewinsky impliquant Bill Clinton, président des États-Unis, dont certains éléments consistent à provoquer l'opinion publique au moyen d'un juge « indépendant ». L'objet : la vie privée du président, y compris ses fantasmes sexuels. Figure clé : « Kenneth Starr, le procureur pornographique et dément ». Il soutient que la France a atteint un point où un phénomène analogue se produit. C'est pourquoi il considère l'ouvrage de Minc sur la « révolution judiciaire » comme pertinent pour les deux dernières décennies.

1 : Les nouveaux juges représentent, en principe, un progrès démocratique. En Italie (« mani polite ») et en France, ils se sont attaqués avec vigueur aux abus de privilège. À juste titre. – Voilà pour l'« idéal », – platonicien : l'idée (le principe). Mais que devient réellement cet idéal ? C'est ce que nous allons maintenant expliquer.

2.1. Toute position de pouvoir – et celle des nouveaux juges en est une – est sujette à la tentation de devenir transgressive, « absolue », et de dégénérer aussitôt. Ce faisant, les juges deviennent de nouveaux dirigeants sans aucun contrepoids.

Et ce, non sans une dimension populiste : une certaine masse se réjouit trop bien des coups que doivent endurer les puissants de ce monde.

Note : Nous ajoutons à cela — BHL reste étrangement silencieux à ce sujet — le rôle odieux des médias et des journalistes (pensons aux « fuites » qui mobilisent le grand public « par simple coïncidence »).

2.2. Plus personne n'est à l'abri : chefs d'entreprise, fonctionnaires, ministres, etc., sont tenus responsables. Tant mieux.

Mais « le fait que des juges condamnent un innocent en leur nom propre, emprisonnent inutilement un suspect, et disposent de l'arme absolue consistant à rendre publique, avec un grand tapage médiatique,

une enquête judiciaire contre un citoyen, puis à le diffamer, voire à le détruire à vie, de sorte que ces juges échappent à toute sanction (étant donné leur immunité) », est qualifié par la BHL d'« irresponsabilité des juges ». Ce manque de sens des responsabilités – qui trahit l'érosion des normes – chez ceux qui idolâtrèrent les textes juridiques et autres normes, est régulièrement soutenu par la BHL.

SK63

2.3. Dans quelle mesure les nouveaux juges ont-ils été indépendants au cours des deux dernières décennies, et de quelle manière ? Minc : Les juges sont des êtres humains ! Par conséquent, ils sont sujets à des influences (passions, caprices, intérêts) et à des intimidations (de la part de mafias, de potentats, d'« amis » et... de « petites amies »).

2.4. Les juges les plus à l'aise avec les médias convoquent « le peuple », non pas tant pour exposer les difficultés de leur fonction ou le manque de moyens dont ils disposent, mais plutôt pour présenter au peuple « leur soif d'une impeccabilité indéfinissable » ou « le désir qui les anime de demander des comptes, par exemple, au président français ».

Note : Le simple fait qu'un président soit soumis à la justice relève de la démocratie. Ici, BHL, à la suite de Minc, analyse une tendance malheureusement trop humaine qui en découle : « Tout pouvoir corrompt ».

Qui plus est : en France, la classe politique observe avec désarroi. Elle reste silencieuse. Et quiconque ose dénoncer l'abus de pouvoir des nouveaux juges sera intimidé par « le nouveau maître (juge et opinion mêlés) ». BHL

Conclusion : en France, la machine à capituler est déjà secrètement en place, et un scandale comme celui de Monica pourrait donc éclater en France d'un jour à l'autre.

Note – La Bible contient une critique féroce et opportune des « juges ». Prenons par exemple *le Psaume 58 (57)* : « Est-il vrai, ô dieux, que vous avez rendu des jugements justes ? Que vous avez jugé les descendants d'Adam (les humains) selon la justice ? Certainement pas

! Vous avez forgé avec conviction le mensonge. Dès le sein maternel, ils se sont égarés, les impies, errant dans leurs jugements illusoires, dès le sein maternel. (...) »

On le voit : le texte sacré n'est pas tendre et cherche son berceau dans le ventre de la mère, dans l'utérus ! Le mal y est enraciné si tôt et si profondément.

Remarque : Ils sont appelés « dieux » car c'était leur titre. Cf. *Exode* 21:6 .

Le Psaume 62 (81) est tout aussi dur : « Vous êtes des dieux ? C'est cela, "les fils du Très-Haut" ? Vous tous ? Certainement pas ! De plus : comme un homme, vous entrerez dans la mort. » Sans parler de *Luc* 18,1/8 , où le juge cynique, pour qui Dieu est mort et son prochain n'est que vanité, dévie non par excès, mais par négligence envers les plus faibles.

SK64

7. Nationalismes (64/74)

Rue de la bibliothèque : M. Walzer, *L'idée d'une société civique* , dans : *Streven* 60 (1993) : juin, 489/490 (La quatrième réponse).

Dans le domaine social, le nationalisme postule que la nation constitue le meilleur cadre de vie. Nous y sommes liés non par libre choix ou par contrat, mais par les liens du sang, la filiation et un passé commun. Être « compatriotes » et « partageant un même destin » avec nos semblables, de génération en génération, représente ce qu'est une vie réussie.

À gauche, mais surtout à droite.

Les démocrates, pour le bien des socialistes, peuvent être nationalistes.

Au passage : il suffit de penser aux travailleurs qui votent aujourd'hui pour l'extrême droite. – Mais généralement, le nationalisme est clairement de droite.

Déceptions.

Les nationalistes réagissent par exemple contre le déclin de la morale populaire traditionnelle, contre l'abus des libertés inhérentes à l'économie de marché (en ce sens, elles sont même « sociales »).

« Le fait que les citoyens (démocratie politique), les travailleurs (marxisme) et les consommateurs (libéralisme économique) deviennent si facilement nationalistes est un signe que ces trois idéologies ne sont pas satisfaisantes. » (Ac, 480). Autrement dit : le nationalisme risque d'apparaître comme une expression de frustrations.

Au passage : les critiques des démocraties parlementaires et de leurs scandales sont monnaie courante.

Volonté de se sacrifier.

Lorsque la nation vit sous domination étrangère, la dimension positive de la lutte pour la liberté se révèle. La nation fait alors preuve d'un esprit de sacrifice par solidarité : « Les citoyens s'engagent à mener une vie digne dans un État autonome, non pour eux-mêmes, mais pour leur peuple » (Ibid.). D'où, incidemment, le terme « souverainisme » plutôt que « nationalisme ». Un État souverain semble être l'environnement naturel d'une nation. « L'État-providence a connu ses plus grands succès dans les pays ethniquement homogènes » (Ibid.).

Décision.

Le nationalisme s'accompagne d'une multitude de formes de gouvernement et de systèmes économiques. – Mais « au nom de son peuple », les excès sont toujours possibles : on recourt à l'agression contre des personnes de son propre pays – minorités, migrants – et contre des personnes de l'étranger – autres nations – comme l'histoire récente le montre presque quotidiennement.

SK65

7.1. Identité communautaire (65)

Bible st : R. Gubert, *Europe Centrale (Le réveil de l'extrême droite)* dans : *Le Point* 07.06.1997, 78/84.-

Ces dernières années, les pays ex-communistes ont vu les « valeurs » de l'extrême droite gagner en influence : les partis ultranationalistes – tirant parti des nouvelles structures démocratiques, dont ils font un usage intensif – gagnent des voix parmi les ouvriers, les chômeurs et les agriculteurs, notamment dans la mesure où ils sont victimes des réformes économiques – libérales, voire capitalistes.

Deux types.

D'une part, depuis la chute du mur de Berlin (1989), des dizaines de mouvements skinheads ou néonazis ont marqué de leur empreinte l'Europe centrale. Sept ans plus tard, ils continuent de provoquer.

Note : Plus de sept cents skinheads venus de toute l'Europe se sont rassemblés dans un silence démocratique complet au Val-de-Ruz (canton de Neuchâtel). Ils sont très organisés et leur « potentiel de violence est bien réel ». Les Hammerskins constituent un groupe distinct. Menaces contre les Juifs, les demandeurs d'asile, les militants de gauche et les étrangers. Cocktails Molotov. Croix-gammées. Profanations de cimetières. Principalement en groupes. En Suède, les homosexuels sont les principales cibles, avec des meurtres « principalement commis par des néonazis ».

La revue Mjöltnir (Neuchâtel) a été condamnée pour incitation à la haine raciale ((Mjöltnir est Hammerskin).

D'autre part

Parallèlement, les chefs de parti, qui incarnent leur vision démocratique et jouent le jeu démocratique, participent aux élections. Selon les pays, ils obtiennent entre 5 et 10 % des voix, ce qui est peu. Pourtant, compte tenu de la lenteur de la progression démocratique, leur rôle dépasse largement leur poids démographique.

Ces extrémistes de droite refusent l'adhésion à l'Union européenne, la considérant comme un ralliement au « grand capital » (une expression que nous connaissons déjà). OTAN : y adhérer, c'est « se vendre aux Américains ». Privatisations : elles créent du chômage. L'État : il doit être fort et défendre « les plus faibles ».

Remarque : Les mêmes slogans s'appliquent ici : travailleurs et chômeurs sont séduits par les mêmes « valeurs ». Ajoutons à cela, dans notre cas, la criminalité croissante, notamment la délinquance juvénile, et l'insécurité grandissante (vols, cambriolages).

SK66

7.2. Les triades chinoises, un type de mafias (66)

Rue de la Bible : G. Posner, *Triades (La mafia chinoise)*, Tock, 1990.

Steller, oc., 43ss., affirme que les triades chinoises sont apparues entre 1674 et 1675 sous forme de sociétés secrètes (S. Hutin) opposées à l'occupation mandchoue. Nationalistes, donc. Mais avec le temps, elles se sont transformées en mafias.

Définition.

La Mafia (Sicile) est une société secrète apparue au début du XIXe siècle. Dirigée par des clans familiaux, elle est autoritaire. Ses membres se font justice eux-mêmes (*un* trait anarchiste) contre le système judiciaire établi, et ce, par tous les moyens (extorsion, corruption de fonctionnaires, etc.).

Par extension : toute association de personnes ayant les mêmes intérêts (à faire adopter par tous les moyens, – les distinguant ainsi d'un groupe de pression ou d'un lobby ordinaire).

Modèle.

The American Newsday : « Massacré par une foule ». -- Le 19.07.1992 : Vinh Than Luong (27 ans), membre régulier des Ghost Shadows à New York, une triade chinoise spécialisée dans le trafic de drogue, la prostitution et l'immigration clandestine, va passer la soirée avec trois camarades dans un bowling.

3 h 15. À leur sortie, ils sont pris en embuscade par une vingtaine de Chinois. L'un d'eux saisit Luong par le cou, lui tire une balle dans la tête et disparaît dans la foule sans laisser de témoins.

Qui est derrière ce meurtre commis par une triade ?

Le meurtre a eu lieu sur le territoire des Tigres Blancs. Or, ces derniers vivent en paix avec les Ombres Fantômes. Il est donc possible que les auteurs de ce crime soient membres de la triade sino-vietnamienne « Nés pour Tuer », ou encore des tout-puissants Dragons Volants.

La différence.

Il y a par exemple les mafieux italiens, voire russes. Ces derniers rivalisent de cruauté avec les Chinois. Mais toutes les forces de police reconnaissent l'extrême brutalité des méthodes employées par les mafias chinoises.

Intérêt.

Maintenant que Hong Kong et Macao tombent aux mains des communistes chinois, les triades se déplacent vers l'Amérique et l'Europe, autour de Bruxelles, la « capitale » de l'Europe.

Il est peut-être important que nous apprenions à mieux connaître le type de communautarisme qui constitue les mafias, et en particulier les triades.

Au fait : le terme « triade » fait référence aux numéros que portent les membres, qui se terminent par 3.

SK67

7.3. National-socialisme (nazisme) (67/74)

Étant donné que la personnalité d'Adolf Hitler (1889-1945) imprègne fortement le nazisme, une caractéristique du « Führer » est la suivante : fils d'un douanier, il souhaite intégrer une école d'art mais échoue.

Très tôt, il fut attiré par les positions pangermanistes (priorité au germanisme) et antisémites. – Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), il servit comme soldat dans l'armée bavaroise. Anton Drexler fonda le Parti ouvrier allemand en 1919 ; Hitler y adhéra. Il transforma le parti en Parti national-socialiste des travailleurs en prenant sa tête en mai 1921 et le renforça en y intégrant les SA (Sturmabteilungen).

En 1923, il tente un putsch avec d'autres personnes, qui échoue.
Février/décembre 1924 : incarcération. Il y rédige *Mein Kampf* (1923/1924), l'ouvrage fondateur du nazisme.

1925+ : il rétablit son parti, qu'il enrichit grâce aux SS.

En 1933, il s'empara du pouvoir. Jusqu'en 1945, date à laquelle l'Allemagne perdit la guerre contre les puissances de l'Axe.

Selon L. Cheles/R. Ferguson et M. Vaughan (dir.), *Neo-fascism in Europe*, Londres/New York, 1991, les facteurs qui expliquent la montée et le succès du nazisme sont

- a. crise économique accompagnée d'injustices sociales (la crise de 1929 en premier lieu),
- b. la défaite militaire de l'Allemagne en 1918,
- c. le désordre politique et social dans l'Allemagne d'après-guerre,
- d. la crainte de la grande capitale allemande face à la montée du communisme, à tel point qu'elle voyait dans les nazis « un rempart contre le danger communiste ».

1933.

Depuis 1930, le Reichstag, le parlement allemand, était dépourvu de toute majorité. Cette paralysie, dans un contexte de grave crise économique et de tensions sociales de toutes sortes, servait les desseins des communistes allemands (et internationaux). Mais elle correspondait plus encore au programme de la droite allemande, qui comprenait des conservateurs, voire des monarchistes, et surtout des nationalistes, et qui souhaitait mettre fin à la « misère parlementaire ». Or, le NSDAP, parti populiste et nationaliste d'Hitler, élimina tous ces rivaux.

À propos : derrière les quelques notables, militaires et financiers qui ont porté Hitler au pouvoir se trouvaient de puissants intérêts économiques et politiques – comme le disait H.A. Turner , Jr., **Hitler, Janvier 1933** (* *Les trente jours qui ébranlèrent le monde* *) (Gelman-Levy) et al. expliquer.

SK68

La doctrine nationale-socialiste.

Nous allons brièvement caractériser.

A.-- Critique.

Les nazis s'opposent à la fois au libéralisme et au marxisme. -- Ils ciblent la démocratie parlementaire en raison de son impuissance face à des situations très difficiles (qui furent nombreuses dans les années 1920 et 1930).

B.-- Programme .-- Soulignons les aspects les plus importants.

1.-- 'Völkisch'.

Le nazisme aspire à être « Volks ». Autrement dit : le peuple allemand doit s'épanouir pleinement au sein des autres peuples, qui doivent alors choisir : pour ou contre. – C'est pourquoi la défaite de 1918 fut perçue et présentée dans la propagande comme une « humiliation du peuple ». Juifs et Roms sont considérés comme des « étrangers ». « Volks » signifie aussi « populiste » : Hitler et son parti comptaient sur de larges masses influencées par une propagande habile. D'où les grands rassemblements et autres « jours ».

La classe ouvrière en fait assurément partie : alors qu'il n'était encore qu'un simple citoyen, voire même dans la misère, Hitler vivait avec le « petit peuple » et connaissait leurs problèmes grâce à sa propre expérience.

2.-- État policier.

L'état de droit des démocraties bourgeoises n'était qu'un tremplin pour s'emparer du pouvoir.

un. État à parti unique . – Tout comme les Soviétiques, les nazis ont également éliminé sans pitié la multitude de partis typiques des démocraties.

b. Système policier. – La SS et la Gestapo – tristement célèbres – sont des formes de « police », à savoir la police d'État et la police du parti.

c. L'armée . – À l'instar des systèmes communistes, l'État nazi disposait d'une armée efficace, guidée par une idéologie, partie intégrante de l'État policier. Cette armée, associée à une idéologie

belliqueuse et impérialiste, allait mener à la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Opposition au pacifisme.

3.-- Ambiguïté économique.

L'économie capitaliste est maintenue, bien que son interprétation libérale soit évitée aussi radicalement que possible : l'État domine. Tant les économies agraires que les systèmes industriels complexes peuvent être gérés selon les principes nationaux-socialistes. La crainte du communisme chez les grands capitalistes y contribue certainement.

En d'autres termes : la « Realpolitik » au sens de N. Machiavel (1469/1527 ; humaniste) est le résumé du nazisme.

SK69

Le fascisme n'est pas le nazisme.

Il convient de distinguer le fascisme italien du système hitlérien.

rue de la bibliothèque : P. Aygoberry, *La question nazie (Essai sur les interprétations du nationalsocialisme (1922/1975)*, Paris, 1979.

En réalité, beaucoup utilisent le terme « fascisme » pour désigner à la fois le nazisme et le fascisme italien. Historiquement, cet usage est incorrect. Ce mouvement était principalement prôné par les communistes.

1. — Les nazis eux-mêmes ne veulent pas entendre parler d'une telle équivalence. Cf. oc., 57/59 (Nazisme et fascisme italien).

2. — Lorsque, à la fin des années 1920, certains Allemands se qualifiaient de « fascistes », ils n'appartenaient pas au parti nazi. En réalité, ils constituaient une aile des Stahlhelmen.

3. — Après la prise de pouvoir. — Examinons cela.

un. 1934. – Après la prise du pouvoir, le Dr Goebbels (1897/1945), ministre de la Propagande, consacre un article aux « conséquences pratiques du fascisme » : il fait l'éloge des « frères italiens », établit un « enthousiasme commun » et affirme la « lutte commune » contre le marxisme et le libéralisme, contre le pacifisme, contre la démocratie, etc.

L'article mentionne principalement ce à quoi s'opposent les deux tendances.

b. 1935. – Adolf Hitler lui-même adopte le même « style poli » – selon Aygoberry – que son ministre dans la préface d'un ouvrage italien. Il se contente d'affirmer que « les deux systèmes partagent des points de vue similaires, **1.** sur l'État et **2.** sur le socialisme ».

Racisme dissimulé.

Et Goebbels comme Hitler dissimulent parfaitement le racisme qui est, sans aucun doute, l'un des principes fondamentaux du nazisme.

Note – S. Altink , **De mythe van de minderdoor** , Utr./Antw., 1985, p. 17 et suivantes, s'exprime plus ou moins dans le même esprit : « La gauche elle-même a, par le passé, largement contribué au chaos qui entoure le concept de « fascisme » :

Pour nombre de sympathisants de gauche, le fascisme était une composante du capitalisme. Ce à quoi l'auteur répond : « L'interprétation communiste du “fascisme” comme un prolongement du capitalisme n'était pas totalement erronée : les grandes entreprises constituaient des piliers importants de la politique “fasciste”. Mais (...) aucun marxiste convaincu n'a jamais été en mesure de cerner précisément cette influence capitaliste. (...) Les partis “fascistes” ont même parfois œuvré contre les grands entrepreneurs (...) » (Oc, 176).

SK70

Éducation nazie.

Bible st. : M. Danthe, *Comment fabriquer de bons petits nazis* , dans : *Journal de Genève* 04.02.1889, attire l'attention sur Erika Mann, *Dix millions d'enfants nazis* (traduction française).

E. Mann , fille de Thomas Mann (1875-1955) et des Buddenbrook (1901), publie à New York un ouvrage sobre et instructif : ** L'École des barbares ** (*L'Éducation sous le régime nazi*). Objectif : soumettre l'enfant à la volonté du Führer. Le livre, datant de 1938, expose son objectif comme suit.

A. Collectivisation de la famille

Un climat de dénonciation générale est méthodiquement instauré. De ce fait, les parents, en particulier, sont dans une peur constante, voire une méfiance mutuelle, car l'intimité familiale a disparu : les autorités voient, pour ainsi dire, parfaitement ce qui se passe.

B. Racification et militarisation de l'école.

Tous les programmes scolaires sont abordés : catéchisme, histoire, littérature, et même les mathématiques. L'école cultive les valeurs de la culture aryenne.

1. Racification.

Petite Erna : « En classe, nous avons écrit une dissertation sur les Juifs intitulée « Les Juifs sont un désastre ». »

2. Militarisation.

Manuel de mathématiques : « Données : Un avion vole à une vitesse de 240 km/h. Objectif : larguer des bombes à une distance de 210 km... Le largage des bombes dure 7 min 30 s. Question : Quand l'avion atterrira-t-il ? »

Échelle de valeurs. – Les aptitudes scolaires suivent une séquence : **1.** héritage génétique (sur une base raciste) ; **2.** formation du caractère ; **3.** formation physique ; **4.** formation scolaire traditionnelle. **Remarque :** – Ceci a été qualifié d'irrationalisme (vitalisme biologique).

C. Mouvement de jeunesse nazi.

E. Mann s'interroge sur cette troisième sphère de la vie. La famille est encore « trop privée ». L'école perpétue encore trop de traditions pré-nazies. Le mouvement de jeunesse national-socialiste permet la nazification complète de la génération montante, avec pour objectif principal **a**) de former le futur soldat et **b**) si les circonstances le permettent, le futur dirigeant.

Information guidée.

L'enfant ou l'adolescent est nourri exclusivement d'informations nazies, autant que possible. Le libre marché de l'information, si

caractéristique d'une démocratie, n'existe pratiquement plus. De ce fait, les jeunes ne connaissent « rien de mieux ».

SK71

La philosophie nazie de l'histoire.

Bible st. : R. Benze , *Die Deutsche Erziehung und ihre Träger* , dans : R. Benze/ G. Gräfer , *Erziehungsmächte und Erziehungshoheit im Groszdeutschen Reich* , Leipzig, 1940, Iff.

Le texte met l'accent sur l'éducation. Ce faisant, il brosse un tableau historique très clair, que nous allons brièvement résumer.

A.-- Éducation.

Guider le jeune homme au plus profond de son être biologique afin qu'il puisse accomplir « la tâche de vie que lui impose son environnement ». Autrement dit, ce que les Américains appellent « résolution de problèmes » — appréhender ce qui est donné et ce qui est demandé comme une tâche ou un défi et être capable d'en trouver la solution — est également fondamental pour le nazi.

La différence fondamentale réside dans son interprétation raciste. « Pour le national-socialisme, le peuple allemand, considéré comme la plus grande communauté de sang naturel, occupe une place centrale dans la totalité de la vie et de l'éducation » (oc, 5).

En d'autres termes : nous défendons un communautarisme pur. Mais celui-ci vise « le développement raciste du corps, de l'âme et de l'esprit » (ibid.).

B. - Phaseologie de l'histoire culturelle.

Les phases de culture sont les suivantes. Il n'y en a que trois ou quatre dans le sol.

1.-- La domination germanique.

Développer le corps, l'âme et l'esprit de manière à ce que les personnalités des garçons et des filles soient « saines, fortes et capables d'accomplir leur tâche terrestre (Diesseitsaufgaben), soutenues par une profonde religiosité » (oc, 2), tel était l'objectif de l'éducation proto-

germanique. Mais – et c'est un point décisif – elle s'inscrivait pleinement dans le cadre de la famille et du clan germaniques (*notez* : la famille étant définie en dehors du foyer). La famille et le clan étaient, en tant que liens de parenté, des « communautés naturelles ». On y voit un communautarisme à dimension biologique. « Les valeurs raciales étaient perçues comme les valeurs suprêmes. » La race, en effet, était intimement liée à la sélection naturelle (« natürliche Auslese »).

Par ailleurs : au fil du temps, la communauté s'est étendue pour devenir une tribu puis une nation.

2. -- Christianisme oriental du Sud.

Il y a environ 1 500 ans, une « culture aliénée par la nature » s'est infiltrée dans le monde germanique en tant que puissance étrangère. Le christianisme, après tout, est né du chaos racial et, à ce titre, représente une foi supra- et anti-peuple (« ein über und gegenvolkischer Glaube »). Avec l'aide de l'État, ce type de foi a été introduit dans le monde germanique. C'était la première fois qu'une culture étrangère s'imposait.

SK72

Le christianisme a brisé l'unité de la personnalité en désignant le corps comme un « vase du péché », en considérant l'esprit comme pouvant être éduqué au-delà du monde et en plaçant l'âme au service d'une « idéologie hostile à la vie ». De plus, l'idéal de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains, scellée par un baptême qui n'impliquait aucune distinction de race ou de lien de sang, a été défendu.

« Même la Réforme, qui avait commencé avec tant d'espoir (*note* : Martin Luther (1483/1546), le fondateur du protestantisme allemand), fut à long terme incapable de se libérer des liens étrangers au peuple » (oc, 4).

3. -- Le rationalisme moderne.

Ce mouvement culturel, hostile aux contraintes ecclésiastiques et dogmatiques, a certes libéré l'esprit et l'âme de l'emprise de la culture étriquée précédente, mais sans parvenir à la libération du corps. Il a poursuivi l'évolution initiée par l'Église de Rome – avec une perspective

différente – et a accordé une importance excessive à l'esprit théorique, ainsi qu'à la notion d'« humanité », comprise comme l'unité d'êtres égaux.

L'Église de Rome n'avait véritablement influencé qu'une infime partie de la population (le reste se contentant d'une adhésion superficielle), tandis que le rationalisme, sous l'appellation d'« Aufklärung » (Lumières), avec son système éducatif, gagnait progressivement du terrain auprès de l'ensemble de la population. Jusqu'au XVIIIe siècle, l'Église et le rationalisme conservèrent un équilibre d'influence plus ou moins respecté.

Mais au cours du XVIIIe siècle, le rationalisme, avec ses « Lumières », s'est imposé, prônant l'éloignement de l'Église et l'orientation vers la terre en matière de vie et d'éducation : « science objective », « éducation populaire » et « école du peuple » étaient les mots d'ordre.

4.-- Le nazisme.

Le nazisme renoue avec les présupposés inconscients de la vie germanique. Ainsi, oc, 4f. Repristination, donc, pour repousser à la fois Rome et le rationalisme des Lumières.

« Deux commandements s'appliquent à la vie et à l'éducation de tout Allemand : « Deutschland über alles » et « Ich bin nichts, mein Volk ist alles ». (oc, 5). Coopération pacifique avec les autres peuples, oui, mais pas de métissage et pas de maintien en vie d'inférieurs. »

SK73

Darwinisme social et occultisme.

Il est établi qu'Hitler s'inscrit dans une tradition universitaire allemande ouvertement raciste depuis des décennies avant son ascension. Les idées défendues dans *Mein Kampf* – hygiène raciale, pureté raciale et sanguine, infériorité des races humaines – étaient « déjà monnaie courante dans les universités allemandes et les publications scientifiques depuis des années » (H. Jens, « *Mein Kampf was not original (Social Darwinism and Nazism)* », dans *Streven*, juin 1983, p. 797-809). C'était comme si l'intelligentsia attendait un homme politique qui transformerait cette « théorie » en lois.

Ainsi, la première chaire d'hygiène raciale fut créée à l'Université de Munich dès 1923.

N'oublions pas non plus que le père Engels, immédiatement après la parution de * *De l'origine des espèces* * de Charles Darwin en 1859, signala à Karl Marx que l'ouvrage avait désormais définitivement – scientifiquement – anéanti la téléologie (*c'est-à-dire* l'interprétation de la nature comme téléologique et soumise avant tout à la volonté d'une puissance supérieure). Quelques mois plus tard, Karl Marx confirma dans une lettre à Engels que l'œuvre de Darwin contenait bien « le fondement naturaliste et historico-philosophique de notre conception ».

Racisme occulte.

En 1936, Hitler confia à Hermann Rauschning que le véritable nom du NSDAP aurait dû être « Magischer Sozialismus », mais que cela était impossible pour des raisons de mentalité.

L'ouvrage de L. Pauwels et G. Bergier , **Le matin des magiciens**, publié à Paris en 1960, contient de nombreuses pages où l'occultisme du mouvement nazi est mis à nu. Et pas seulement superficiellement.

Mais le coup de grâce pour tous ceux qui prétendent que l'occultisme et le racisme ne vont pas de pair dans le nazisme est *N. Goodrick-Clarke, Les racines occultes du nazisme (Les ariosophes d'Autriche et d'Allemagne 1890/ 1935) , The Aquarian Press, 1985.*

L'auteur a mené une étude scientifique approfondie et rigoureuse des mouvements occultes qui ont préparé et accompagné le nazisme et qui ont exercé une influence déterminante. L'ouvrage met en lumière des mouvements aux doctrines mystiques, racistes et pangermanistes.

Par ailleurs, L. Rasson , dans son article « Robert Bresillach (« *Littérature et "fascisme" – Hitler, le dernier des magiciens* ») paru dans *Streven* en avril 1985, p. 533-541, évoque les pratiques occultes et le « réalisme fantastique » que Bresillach, écrivain français pro-nazi, reconnaît également. Le nazisme est à la fois darwinien social et occultiste.

L'occultisme néo-nazi.

Le néonazisme est répandu quasiment partout. C'est un fait avéré. Ses déclencheurs sont différents d'autrefois : les questions migratoires, en premier lieu. Mais arrêtons-nous un instant sur sa dimension occulte.

Rue de la bibliothèque : JLD, Les néo-nazis et la réincarnation , dans : *Nostra* 18/24.09.1980, 37.

Steller s'appuie sur Guy Playfair, un journaliste américain spécialiste de la magie en Amérique latine. Installé au Brésil, en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique du Sud depuis plus de vingt ans, il connaît particulièrement bien les cercles spiritualistes brésiliens réputés qui fondent leurs pratiques occultes et leurs activités culturelles (y compris dans les universités et les cliniques) sur l'invocation d'esprits de toutes sortes.

En août 1978, Playfair reçut des informations de son ami, le Dr Andrade, président de l'Institut brésilien de parapsychologie. Des groupes très discrets l'avaient contacté pour obtenir tous les rapports concernant la « réincarnation artificielle ».

Les spécialistes brésiliens du paranormal connaissent bien ce phénomène : un médium particulièrement réceptif (*personne* servant d'intermédiaire entre la Terre et l'au-delà) est manipulé de telle sorte qu'une ou plusieurs entités (esprits) prennent possession de lui, le médium étant, en quelque sorte, possédé. Ce faisant, on invoque les morts (nécromancie).

Cette pratique donne d'excellents résultats en matière de phénomènes paranormaux. -- Elle mêle **a** . le spiritualisme, **b** . le vaudou et l'invocation des morts par la macumba, et **c** . la « réincarnation » (à comprendre : possession par un esprit).

Ce qui relève du paranormal pour les médiums brésiliens — phénomène explicable, en tout cas — est une affaire très sérieuse pour les néonazis du pays : ils invoquent ainsi des entités ayant inspiré les

grands chefs du nazisme. Hitler et d'autres individus dotés de dons occultes, aujourd'hui décédés, sont ainsi invoqués et mis au service du néonazisme.

Un enfant doté de dons médiumniques exceptionnels, formé selon les méthodes SS dans des cercles spéciaux où les capacités paranormales sont stimulées, est manipulé afin qu'un esprit nazi l'habite et l'inspire. Tout comme Hitler fut inspiré par un ou plusieurs êtres similaires. Tout comme d'autres nazis. – À l'époque (à partir de 1930), on se moquait du Groupe Thulé et de l'Ordre Noir, jusqu'à ce qu'il soit établi qu'il n'y avait en réalité aucune raison de rire.

SK75

8. Communautarismes (75/87)

(communautarismes, communautarismes).

8.1. Charles Taylor (75/77)

Bibl. st. : D. Chaerle/ A. Van de Putte, *Libéralisme et culture* (Will Kymlicka sur la citoyenneté multiculturelle) dans : *Tijdschr.v. Filos* . 59 (1997) : 2 (juin), 215/252.

Incidentement : St. Cuypers/ W. Lemmens, éd., *Charles Taylor* (*Une mosaïque de sa pensée*), Kapellen/ Kampen, 1997, attirent l'attention sur une figure clé du communautarisme, à savoir le philosophe canadien Charles Taylor (*Le malaise de la modernité* (1994), *Le multiculturalisme* (1995), *La culture politique de la modernité* (1996)).

Taylor, partant du principe que l'être humain a besoin d'une forme de communauté pour pouvoir être lui-même, critique le libéralisme purement procédural (qui se limite à de simples accords formels) et cherche une solution aux contradictions inhérentes à notre société multiculturelle et postmoderne. Un problème majeur de notre culture, en somme.

M. Hunyadi, *Individu ou communauté ?*, dans : *Journal de Genève/Gazette de Lausanne* 17.05.1997, dit qu'aux États-Unis le communautarisme est apparu dans les années 1980 et plus en réaction

à l'individualisme libéral américain exagéré (exprimé par exemple dans *J. Rawls, Theory of Justice* (1971)). Il fait référence à A. Berten/ P.da Silveira / H. Pourtois, *Libéraux et communautariens* (PUF).

D. Cornu, dans **Le livre rose des 'communitariens'**, paru dans ** Journ. d. Gen. / Gaz. dL **, le 20 juin 1996, analyse le Réseau communautaire (fondé par le sociologue américain Amitai Etzioni) et son colloque international à Genève. Selon Cornu, ce réseau repose essentiellement sur les petites communautés qui survivent au sein des « grands systèmes sociaux ».

Les idées de Ch. Taylor (les individus ont une identité (comprendre : axiome personnel) fondée sur le fait d'être et de rester fusionnés avec une communauté, une ethnie, une religion, ou autre), de M. Sandel (le bien-être commun de ce groupe est la grande règle) et d'Alasdair MacIntyre (la tradition va de pair avec une communauté) sont toutes brièvement disséquées et critiquées par Cornu, qui adopte apparemment une position libérale.

L'activisme vertueux, qui vise notamment à imposer des règles éthiques au nom du bien commun (c'est-à-dire du bien-être collectif), « relève de la conscience individuelle » (selon Cornu), est particulièrement visé. Les dissidents sont ainsi exclus et les droits humains (c'est-à-dire les droits de l'individu) sont mis en danger.

Voici quelques approches.

SK76

Le donné et le demandé.

Les sociétés modernes sont de plus en plus confrontées à la demande de reconnaissance de l'identité particulière (ou axiomatique) de leurs membres. D'une manière ou d'une autre, les institutions sociales et politiques doivent s'adapter à la spécificité culturelle de certains groupes.

« Ce type d'intervention confronte la pratique et la pensée politiques à un défi que l'on nomme peu à peu multiculturalisme. » (Chaerle/Van

de Putte, ac., 215). Autrement dit : le problème de la citoyenneté multiculturelle.

Communautarisme

Les Stellers font la distinction entre communautarisme fort et communautarisme faible.

1. Fort.

Chaque être humain naît et grandit au sein d'une communauté dotée de ses propres axiomes, de sa propre culture. Cette appartenance à une communauté est même « constitutive » (à noter : cause de) l'identité personnelle (à comprendre : axiomes, mentalité, système de valeurs). « Je n'ai donc pas à déterminer moi-même de manière autonome qui je suis ni comment je dois être » (ac, 220). Le groupe auquel j'appartiens le fait pour moi. Je suis porté par ce groupe jusqu'à sa vision du monde et sa philosophie de vie.

Jusqu'au moment où je commence à penser et à agir individuellement et à devenir « critique », me positionnant comme un être humain qui met à l'épreuve la réalité du groupe et de sa culture pour en évaluer la valeur.

C'est cela, l'éveil moderne et cartésien de la conscience individuelle.

Au passage : ses partisans appellent cet éveil « herméneutique », entendue comme une interprétation individuelle.

Il faut le dire d'emblée : dans notre culture saturée d'anarchismes, c'est plus qu'évident. C'est le problème des déracinés.

La forme forte de lien communautaire ou de solidarité réside dans le fait que « l'individu peut rester dans le cadre des rôles et des pratiques hérités, en tant que règles de conduite données à chaque individu ».

La pensée individuelle consiste à fonder et à justifier, par la pensée individuelle, l'évidence même des axiomes partagés. On demeure fidèle au groupe, même en pensant individuellement. La tradition reste l'axiome présupposé. On ne se déracine pas. Dans cette mesure, le groupe est « constitutif » de l'individu, de son identité (comprendre : de sa mentalité).

On appelle cela de manière critique le « déterminisme social » (a c., 246).

SK77

2. Faible.

Il serait plus juste de dire « modéré » voire « libéral ». Car, bien que ce type de personne sache que l'homme — prenons l'exemple d'un enfant élevé au sein d'une secte, d'une tribu primitive ou même d'une famille athée — est inévitablement « constitué » (déterminé, en partie causé) par le groupe et ses axiomes (préjugés, mentalité), il considère néanmoins le jugement individuel, certainement au sens critique et contestataire moderne, comme tout aussi inévitable : particulièrement dans notre culture actuelle où règne en maître le principe « Je pense, donc je suis » (Descartes).

« Il faut toutefois dire que le soutien et le fondement de la vision communautarienne se situent généralement dans le lien identitaire avec des groupes petits et proches, – que cette vision – même pour le communautarisme lui-même – ne peut être maintenue au niveau national ; ce que tous les individus de la même nationalité partagent encore n'est pas une conception du sens de la vie, mais simplement une langue et une histoire » (ac, 229).

Cela signifie que chaque membre d'une petite communauté est également situé au sein d'une grande communauté avec sa multitude d'axiomes.

Autrement dit, une culture partagée de façon limitée se trouve, dans notre contexte planétaire et de mondialisation actuel, contenue au sein d'une culture partagée à l'échelle planétaire. Ce qui a inévitablement un effet relativisant sur le petit groupe au sein duquel on trouve ses « racines ».

Enfin : seul le démocrate politique rousseouisianais se situe fortement au sein de l'État-nation, car il se sent avant tout citoyen.

Les décisions politiques ont des effets culturels.

Le point fort des communautariens réside dans l'accent mis sur la voie médiane entre l'individu (libéral) et l'État – une voie médiane occupée par les petites communautés. Lorsque Castro, le dictateur cubain, abolit Noël comme jour férié au nom de l'idéologie d'État – à savoir, l'idéologie communiste-athée –, il n'affecta pas tant la communauté Santeria à Cuba que la communauté catholique vaticane pour laquelle Noël est considéré comme un événement culturel majeur. Il en fit « un jour ouvrable ordinaire – comprenez : fondé sur l'athéisme ».

Le communautariste s'opposera ici à une telle décision pour défendre la religion comme un « nid » où l'individu peut trouver « la chaleur du nid ».

SK78

8.2. Culture sectaire (78)

Rue de la bibliothèque : *J. Hall, Sangoma*, Utrecht, 1995-1, 1996-2, 121v..

Steller, un Américain, est initié comme « sangoma » (guérisseur traditionnel) au Swaziland. La raison : la célèbre chanteuse africaine Miriam Makeba remarque que lui, qui mène une vie sans histoire d'écrivain à Los Angeles, possède des dons exceptionnels. Il consulte alors un guérisseur qui décèle en lui la présence de nombreux esprits ancestraux et entame ainsi un parcours initiatique périlleux.

Un jour, il tombe sur « une secte chrétienne ».

Ils marchaient en chantant, menés par un homme de grande taille à la barbe grise, tenant une croix de bronze dans ses mains puissantes. Ils semblaient à Hall « autant imprégnés de rituels païens que du Saint-Esprit ». Le groupe d'une dizaine de personnes était heureux de le voir, lui et ses compagnons. Ils arrivèrent devant un bâtiment principal rectangulaire où ses habitants l'accueillirent et l'invitèrent à entrer.

L'« aîné » parlait de quelques Swazis convertis, son attitude — avec son aisance et sa jovialité exubérante — rappelant celle d'un télévangéliste américain.

« Et vous êtes l'Américain qui devient sangoma ? » Hall soupire : « Ici, on ne peut rien cacher. » Il s'assoit.

1. Un bon nombre de personnes avaient déjà essayé de le convertir à l'une des nombreuses « églises » qui poussaient comme des champignons au Swaziland.

2. Joseph, « serviteur du Seigneur », le chef, déclare alors : « Si toute l'humanité n'était pas sauvée, elle irait en enfer. » Il entendait par là, bien entendu, les membres de la secte.

« Ces gens étaient obstinés et refusaient de regarder au-delà de leur propre religion. » (Oc., 122). Ils lui dirent que s'il guérissait les gens dans l'indumba (*sanctuaire*) – « l'œuvre de Satan », disaient-ils – il irait en enfer. Ce à quoi Hall répondit : « Les lidlotis (esprits *guérisseurs*) ne sont pas saints et le guérisseur ne les vénère pas. » Cela les troubla. Pourtant, l'un d'eux dit : « Mais vous priez sûrement vos esprits. » Lorsqu'ils prirent en compte le fait qu'il était aussi catholique, il était « doublement pécheur » à leurs yeux. (p. 158)

Hall : « Leurs têtes étaient remplies de propagande, d'intolérance et de fanatisme. » Il était impossible de percer le vrai visage de Hall, tant ils étaient sûrs d'eux dans leur culture communautaire.

SK79

8.3. Le concept de « pluralisme » (79)

« Pluralis » (lat.) signifie « multiple ». Ontologiquement, le « pluralisme » est l'antithèse de la doctrine de l'unité (Spinoza, par exemple), selon laquelle il n'existe « fondamentalement » qu'un seul être qui, pour ainsi dire, absorbe la multiplicité indéniable.

Sociologiquement, le « pluralisme » désigne une société dans laquelle la diversité des opinions de toutes sortes (politiques) est prévue en principe (axiomatiquement).

Une démocratie pluraliste

Il s'agit d'une forme de gouvernement au sein de laquelle chacun est libre d'exprimer ses opinions, de s'organiser avec des personnes partageant les mêmes idées et de lutter pour le pouvoir par des moyens légaux. C'est précisément ce qui est impossible et interdit dans les

« démocraties populaires » ou dans le communisme (à l'exception de nombreuses variantes concernant le principe du parti unique). – Ainsi, J. Van Breda, « Pluralism », dans *Alternatif*, novembre 1975, p. 21.

Cependant, Steller souligne également le danger de l'anarchisme : si l'idée de multiplicité est poussée à l'extrême, une situation de fragmentation se produit, situation que prônent les anarchistes. Cela implique que le pluralisme non anarchique « ne doit pas permettre que les facteurs d'unité nécessaires à toute structure sociale soient sapés ».

Un modèle intellectuel.

rue de la bibliothèque : J. Macé-Scaron, *Intellos* (*Les nouvelles tribus*), dans : *Le Point* 25.10.1997, 62/66.

Steller dresse un bref aperçu des multiples courants – principalement politiques – qui animent la France contemporaine. Il constate que l'on recommence à réfléchir au lieu d'agir impulsivement. L'idéal républicain (normal en France depuis la Révolution française) semble constituer une idéologie de base, présente aussi bien à gauche qu'à droite.

Il distingue quatre idéologies de gauche : les décembristes (égalitaristes) dans la lignée de Gr. Babeuf (1760/1791), la gauche radicale ; les post-libertariens, dans la lignée de Mai 68 (gauche) ; les marxistes, qui prônent un communisme à l'italienne ; et les socialistes (Mitterrand, Rocard, Delors, Fabius).

Par ailleurs, il y a les libéraux, qui mettent l'accent sur un libéralisme typiquement français. Les souverainistes sont des nationalistes français (« La France d'abord »).

Les catholiques ne limitent pas leur foi aux seules formes de vie pieuses, mais l'étendent activement à tous les domaines.

Voici le pluralisme à la française.

SK80

8.4. Séparation de l'Église et de l'État (« laïcité ») (80)

rue de la bibliothèque : Laot, *La laïcité (Un défi mondial)*, Paris, 1998.

L'expression « séparation de l'Église et de l'État » figure dans les dictionnaires. Il s'agit d'une métonymie ; elle désigne un aspect du processus de sécularisation, à savoir le fait qu'un État, en tant que réalité politique, fonctionne sans fondement ni axiome religieux ou ecclésiastique. Or, en réalité, la laïcité exclut de la coexistence politique toute vision du monde et de la vie, y compris, par exemple, l'athée.

Oc, 36. – Définir la laïcité comme une sécularisation politique (mondialisation qui ne prend en compte que les réalités visibles et tangibles) revient à la définir comme une laïcité ouverte. « Ouverte » signifie ici que plusieurs types de systèmes politiques s'opposent radicalement. À savoir : non seulement les systèmes théocratiques (*qui* érigent la religion en principe fondamental de la vie politique), comme par exemple le système chrétien (*qui* a prévalu en Occident chrétien pendant des siècles) ou le système islamique (comme l'Iran depuis la révolution de Khomeiny en 1979 ou l'Arabie saoudite, etc.), mais aussi tous les systèmes totalitaires, qu'ils érigent ou non l'athéisme en fondement officiel (pensons au système soviétique comme à un modèle athée).

En bref : tous les systèmes de politique étatique qui érigent l'interdiction du pluralisme en axiome concernant la vision du monde et la philosophie de la vie.

Remarque : Il apparaîtra rapidement que le terme « sécularisation » n'est pas tout à fait exact, dans la mesure où la « sécularité » – historiquement parlant – consiste à mettre la religion entre parenthèses en tant qu'axiomatisme de l'État. L'athéisme est radicalement laïque, mais dans la mesure où il est imposé comme axiomatisme d'État, il est incompatible avec la laïcité. Il convient donc d'éviter de considérer la sécularisation comme un tremplin vers la laïcité, et de la percevoir plutôt comme une « axiomatique neutre concernant la vision du monde et la philosophie de vie d'un système politique ».

Remarque : Ceci semble insinuer qu'un État laïque n'adhère à aucun principe concernant la vie de ses citoyens. Ce qui est, bien sûr, logiquement impossible.

Et c'est là que commencent les discussions : quel est le rôle de l'État ? Ce qui, à son tour, signifie : « Quels axiomes un État doit-il respecter pour être neutre sur le plan mondain et philosophique ? » Pour la énième fois, une opinion.

SK81

8.5. Libéralisme multiculturel (81/82)

Bibl. st. : D. Chaerle/ A. Van de Putte, *Libéralisme et culture* (Will Kymlicka sur la citoyenneté multiculturelle), dans : *Tijdschr.v.Filos* . 59 (1997) : 2 (juin), 215/252.

Il est fait référence à W. Kymlicka, *Liberalism, Community and Culture* , Oxford, 1989, ainsi qu'à id., *Multicultural Citizenship (A Liberal Theory of Minority Rights)*, Oxford, 1995.

1.-- Axiome de base.

a. Tout homme aspire à une vie bonne, quelle qu'elle soit. En tant que libéral, cartésien-moderne, il affirme que « ma vie ne sera bonne que si je la mène moi-même, en tant qu'individu libre de ses choix, selon mes principes ». (Ac 216).

b. De même, dans une perspective cartésienne-moderne, il affirme que l'enquête critique, fondée sur la vérification par les moyens individuels de connaissance, est « constitutive » (contribue) au libre choix individuel concernant la vérité et la vie bonne. – Voilà ce qu'est Kymlicka, le libéral.

2.-- Axiome correctif.

Kymlicka situe systématiquement et fondamentalement cette liberté, et non comme un élément accessoire, au sein d'une culture communautaire – la « culture » en abrégé – dans laquelle la liberté individuelle a toujours été intrinsèquement liée. C'est le Kymlicka communautaire. (Cf. ac, 217).

Au passage : il soulève lui-même la question de savoir si son axiomatique ne serait pas mieux qualifiée de « théorie social-démocrate ». À ce sujet, nous renvoyons à M. Walzer.

Conclusion politique.

L'appartenance culturelle en tant que « bien premier » (une caractéristique essentielle) implique que le libéralisme et l'État libéral doivent la reconnaître, la promouvoir et la distribuer équitablement.

En réalité, le libéralisme a négligé la dimension communautaire. Toute la tradition occidentale sur le sujet privilégie l'État en tant que communauté, même de citoyens ne partageant que la langue et la culture officielles. C'est l'État-nation. Il est neutre envers les communautés plus petites. Il fait référence à Rawls et Dworkin.

Il y a toujours eu des libéraux qui, outre la citoyenneté, la neutralité de l'État vis-à-vis des communautés, les droits humains universels et les droits civiques, ont également accordé une attention particulière à la dimension communautaire : J. Stuart Mill, Green, Hobhouse et Dewey – en tant que libéraux – considèrent les cultures communautaires comme une condition de la liberté individuelle. Ils sont, de fait, les prédécesseurs intellectuels de Kymlicka.

SK82

Les faits contredisent l'hypothèse acommunautaire du libéralisme.

De nos jours, le concept d'« État-nation » est critiqué pour bien moins que cela : après tout, très peu d'États comptent tous leurs habitants, citoyens, qui parlent la même langue ou appartiennent au même groupe ou à la même culture de groupe.

a. Un même État abrite une multitude de nations, formant ainsi un État multinational. Ces nations peuvent être de taille sensiblement égale (en territoire, en nombre de membres, par exemple), ou bien impliquer des minorités s'opposant à une majorité.

b. Il existe une multitude de cultures communautaires au sein d'un même État, mais de telle sorte que – si l'on considère l'intégration des

migrants – l'État devient polyethnique. L'homogénéité ethnique n'existe plus.

Veillez noter : en kymlicka, les groupes ethniques ne sont pas considérés comme des « minorités nationales ». En effet, ils conservent un certain nombre de caractéristiques (coutumes, idées) de la culture de leur communauté d'origine, qui s'expriment, par exemple, au sein de la famille et des associations. Toutefois, ils s'intègrent pleinement : ils parlent la langue du pays d'accueil et participent aux institutions publiques au même titre que les autres citoyens.

Il suffit de penser aux Flamands qui sont allés vivre en France après la Seconde Guerre mondiale (1914/1918) — et avant — et dont les deuxième et troisième générations ont oublié tout contact avec les Flandres, sauf dans des récits du passé.

Note : Kymlicka observe également la fusion de deux types de données auparavant distinctes : un État peut être à la fois polyethnique et multinational.

Une variante du libéralisme.

C'est clair : Kymlicka représente un libéralisme modernisé. Modernisé car il prend en compte la multinationalité et la polyethnicité.

La plupart des gens ne souhaitent pas simplement appartenir à une culture : ils veulent avant tout appartenir à leur propre culture. Telle est la force des liens qui les unissent à elle. Les en détacher de quelque manière que ce soit (par la manipulation, la violence ou l'oppression) est impossible. À cet égard, Kymlicka est un communautarien, tout comme Ch. Taylor et d'autres.

Mais avec une différence majeure : la formation de l'identité culturelle ne repose pas tant sur le contenu — ses axiomes — que sur la « culture sociétale », car Kymlicka reste fondamentalement libérale.

Au passage : le terme « multiculturalisme » est ambigu. Les gays et les lesbiennes l'emploient pour dénoncer l'hétérosexualité (considérée comme dominante). Les féministes, quant à elles, l'utilisent pour dénoncer le sexisme, c'est-à-dire la masculinité.

8.6. Aristote était-il communautariste ? (83)

Bible st.: Otf. Höffe, *Der Meister aller Wissenden (Warum heute (ni) Aristote lesen ?)*, dans : *Neue Zürcher Zeitung* 08.11.1997, 6.

Steller aborde la thèse d'un certain nombre de communautariens qui affirment qu'Aristote de Stagire (-384/-322), le grand ontologue de l'Antiquité,

a. des axiomes généralement applicables, acceptés avec scepticisme, concernant la justice et la conscience et

b. se sont donc rabattus sur les règles de droit privées et la conscience des « petites communautés ».

Höffe.

Même lorsqu'on apprend des règles de conduite universelles – les vertus – au sein d'une « petite communauté », on les apprend comme des applications particulières de ces règles universelles. De plus, selon Aristote, on apprend avant tout quelque chose d'universel : on réagit au danger ni lâchement ni avec arrogance, mais avec courage (le « juste milieu ») ; on gère l'argent ni avec gaspillage ni avec avidité, mais avec générosité ; on réagit à la douleur ou au plaisir avec prudence. – Et de telles règles relèvent davantage du bon sens.

Communautariens apolitiques.

D'autres communautariens prônent une société aussi peu étatique que possible. Là encore, ils invoquent Aristote.

En effet, selon Höffe, la « polis », l'État, conçu au sens grec antique, repose sur la parenté, les liens de parenté, les associations sacrificielles et d'autres formes de communauté. Or, tous ces liens sont des formes d'« amitié », puisqu'ils impliquent la décision de partager la vie.

Autrement dit : d'une part, Aristote tient certainement ces « petites associations » au sein de la polis en haute estime, mais d'autre part, selon lui, elles ne remplacent pas les fonctions étatiques, un ordre juridique universel, ou autre.

Aristote est profondément sceptique quant à l'existence d'une société sans gouvernement. Fidèle à son style, il lui attribue des axiomes de conscience et de droit. Il ne fournit pas de liste des droits de l'homme. De fait, dans une perspective typiquement antique, il tente de justifier l'esclavage, l'inégalité des droits des femmes et le statut des « barbares » (comprendre : étrangers). Mais des actes tels que le vol, les voies de fait, l'homicide involontaire, et même l'insulte, sont, selon lui, justifiés par ce qu'il appelle les « droits fondamentaux ».

En d'autres termes : la vie, la réputation, une forme de propriété et l'intégrité physique ont une grande valeur à ses yeux et sont des droits que le gouvernement peut faire respecter par le biais de ses lois.

SK84

8.7. Tolérance communautaire (84/85)

Théorie politique relative aux communautés.

Bible st. : M. Hunyadi, *Michael Walzer* (*Tolérer, dit-il au pluriel*), dans : *Le Temps* (Genève) 13.06.1998, 14.

Concernant la traduction française du « Traité sur la tolérance » (Gallimard), Hunyadi dit ce qui suit.

John Rawls et Jürgen Habermas s'efforcent d'articuler les principes axiomatiques des démocraties contemporaines à travers des concepts universellement valables. M. Walzer, quant à lui, est un penseur à vocation historique : il maîtrise le concept général de « tolérance » (limité dans son ouvrage à la tolérance entre communautés), mais souligne la variété quasi infinie de ses interprétations au sein des systèmes politiques. Comme dans d'autres textes, Walzer privilégie la justice sociale et l'exprime en termes de biens à distribuer, tels que la santé, l'éducation, la richesse, la nationalité (« identité »), etc. La tolérance communautaire se manifeste ainsi dans toute sa diversité.

Walzer identifie cinq concepts principaux concernant la tolérance communautaire et cinq principaux acquis politiques qui en découlent.

1.-- Interprétations.

Un différentiel l'emporte.

a. *Acceptation résignée* . -- « Je me résigne à la nature différente des "autres" (comprendre : des communautés) ; autrement, il n'y a pas de base minimale pour une coexistence pacifique. » -- Un argument pragmatique.

b. *Indifférence bienveillante* . – « Pour qu'un monde soit complet, il faut qu'il y ait toutes sortes de choses. » – Une forme de fatalisme.

c. *Acceptation stoïque* . -- « Je me résigne aux droits des "autres", même si la façon dont ils les interprètent me déçoit ».

d. *Curiosité ouverte* . -- « Je veux apprendre des autres ».

e. *Applaudissements enthousiastes*. -- « La diversité est la richesse du monde auquel nous appartenons tous ».

C'est ainsi que Hunyadi le résume.

2.-- Réalisations.

Une sorte de vue d'ensemble, -- une typologie.

a. *Les empires multinationaux* («imperia»), tels que la Rome antique, l'Autriche-Hongrie et la Russie, présentent un gouvernement qui encourage la coexistence pacifique de communautés jouissant d'un large degré d'autonomie.

b. *L'ONU, en tant que communauté internationale*, est faible sur le plan politique, mais impose la tolérance diplomatique. Compte tenu de son impuissance politique, l'ONU elle-même doit agir avec beaucoup de diplomatie.

SK85

c. *Les États fédéraux* comme la Suisse, avec deux ou trois communautés, adhèrent à la tolérance mutuelle.

d. *Les États nationaux* font preuve du moins de tolérance envers les communautés, mais tendent le plus à accorder des droits civiques aux individus dans la mesure où ils sont citoyens.

e. *Les États-Unis, en tant qu'« État d'immigration »*, font preuve de la plus grande ouverture à la diversité individuelle et collective, mais sont peut-être les moins capables de donner une forme fixe aux « identités » (communautés) étant donné la mobilité — fondement instable — sur laquelle reposent ces communautés.

La combinatoire historique de Walzer.

Cela consiste en quelque sorte à multiplier entre elles les cinq interprétations et leurs cinq réalisations. Ce qui conduit à un nombre étonnant de situations factuelles très complexes.

Critique.

Un sens de la diversité. Tant mieux. Mais en minimisant l'universalité de l'axiomatique, Walzer se prive d'une raison ou d'un fondement pour résoudre les problèmes pratiques.

Hunyadi.

Questionneur : « La politique moderne doit-elle privilégier l'émancipation individuelle ou collective ? » « Il n'existe pas d'argument décisif en faveur de l'une ou l'autre option. Les situations conflictuelles à cet égard doivent être traitées au cas par cas, c'est-à-dire différemment selon les groupes et les systèmes politiques. »

Hunyadi.

Walzer est très précis concernant les interprétations et les systèmes, en effet très divers, dans lesquels ces interprétations se concrétisent.

Note : Le nominalisme qui imprègne profondément la philosophie américaine, en ce sens que le singulier et, tout au plus, le particulier sont privilégiés (individualisme, particularisme), se manifeste également chez l'Américain qu'est Walzer. Les penseurs américains redoutent par-dessus tout les « idéalisations philosophiques » qui, bien que générales (universalisme), ne sont pas suffisamment vérifiables de manière positive.

S'il existe une classification, elle repose exclusivement sur des études positives. Il en résulte l'impossibilité d'établir des normes pouvant servir de guide pratique pour la résolution de problèmes spécifiques.

8.8. Les services secrets (86)

Bible st. : J. Bergier, *Je ne suis pas une légende*, Paris, 1977, 233/240 (*Le plus tard possible*).

Bergier est connu pour son rôle dans le bombardement (dans la nuit du 17 au 18 juillet 1943) de la base de Peenemünde (centre de recherche et site de production de fusées allemandes). Il est tenu au silence car il détient des secrets militaires et diplomatiques.

Il a néanmoins parlé et écrit du Grand Jeu, c'est-à-dire de la lutte pour le contrôle de la planète entière. Ainsi, son ouvrage *Agents secrets contre armes secrètes traitait* d'espionnage.

Cryptocratie

Dans **Le matin des magiciens** (1961), écrit en collaboration avec L. Pauwels, il affirme que l'ère de « l'exercice secret du pouvoir » s'annonce. La relation « Russie/États-Unis », la fragmentation de la Chine et la formation d'un nouvel empire en Afrique sont déjà préparées au sein des services secrets à cette époque, « et non par les gouvernements », car – dit-il (et cela nous intéresse particulièrement ici) – « ces gouvernements perdent de leur importance ».

« Oui, les marionnettes qui, selon eux, les dirigent, ne sont plus prises au sérieux par personne » (oc, 235). Les « gouvernements invisibles » : ce sont les services secrets (oc, 236).

Bergier en a parlé dans ** Archives secrètes **, **New York**, 1976, ainsi que ** L'espionnage politique** et **La troisième guerre mondiale est commencée** (Paris, Albin Michel). D'autres en ont également parlé : W. Stevenson (** A Man Called Intrepid**, **Sphere Books**, 1977) et le Russe Bogomolov.

Au sens propre. — Oc., 239. — « La lutte secrète s'étend à travers le monde entier (...). La guerre classique qui fait rage depuis plusieurs siècles entre Croates et Serbes se poursuit encore aujourd'hui (1977) entre une ancienne génération de Serbes ayant participé à la Seconde

Guerre mondiale (1939-1945) et une nouvelle génération de Croates vivant principalement en Australie. » (Oc., 239).

Le discours secret.

La raison moderne trouve ici l'une de ses expressions les plus remarquables – presque jamais abordée dans les ouvrages philosophiques. Les découvertes les plus scientifiques de cette raison jouent un rôle prépondérant au sein des services secrets. On peut très légitimement se demander si cette forme de raison moderne sert ainsi le « progrès » (son grand récit).

SK87

8.9. Droit international (87)

comme une limite du communautarisme.

Bible st . : B. Ferencz, *Nürnberg soll kein Einzelfall bleiben* , dans : *Neue Zürcher Zeitung* 11.07.1998, 81F...

Tout le monde se souvient encore du Tribunal international de Nuremberg qui a traité des crimes de guerre nazis après la Seconde Guerre mondiale (1940/1945).

Une conférence internationale se tient actuellement à Rome sous l'égide de l'ONU afin de transformer le tribunal provisoire de Nuremberg en un tribunal permanent. Il est frappant de constater la résistance de pays comme la Chine, l'Inde, mais surtout les États-Unis !

Les résistances.

Selon le professeur P. Guggenheim (Genève), « le dogme de la souveraineté nationale » (l'axiome principal du nationalisme et de l'impérialisme) est le principal obstacle.

Deuxième résistance : la « Guerre froide » (États-Unis/Union soviétique), qui s'est heureusement terminée en 1987 (M. Gorbatchev a introduit la glasnost et la perestroïka).

Normes juridiques.

1. Les droits de l'homme contiennent des règles de conduite qui régissent la relation « individu/État » en temps de paix.

2. Le droit humanitaire, en particulier depuis 1949 (Genève : le traitement des victimes de crimes de guerre) et plus tard en 1977, prescrit des règles de conduite en temps de guerre en tant que partie intégrante du droit international.

Depuis les crimes nazis – le génocide en premier lieu –, de tels actes, ainsi que les violations massives des droits de l'homme, ont été tacitement considérés comme intolérables et ne devaient plus jamais l'être. Pourtant, l'idée d'une « cour internationale » permanente, bien qu'évoquée, ne s'est jamais concrétisée. La volonté politique de privilégier les interventions internationales dans les États-nations faisait défaut. Autrement dit, l'État-nation, dominant depuis la Renaissance, était et demeure un sujet tabou.

Deux réussites temporaires.

L'indignation de l'opinion publique internationale a contraint les États à établir un tribunal temporaire à la suite de deux incidents majeurs.

1. 1991. – La Yougoslavie s'effondre dans un climat de violence massive, de meurtres, de torture et d'emprisonnements rappelant les camps de concentration nazis. La Haye : un tribunal militaire est créé.

2. En 1992, le Rwanda est le théâtre de massacres et de mutilations qui font un demi-million de victimes lors de guerres tribales. Un tribunal militaire est créé à Arusha (Tanzanie).

À Rome, ils veulent désormais amener les « communautés » (États, tribus) à privilégier les règles de conduite universelles.

SK88

9. Théories sociales globales (88/100)

9.1. Le Solidarisme de Charles Gide (88/89)

Bible st. : M. Bâle et al., *Histoire des pensées économiques*, Paris, 1988, 91/93.

Charles Gide (1847-1932) a œuvré pour une science économique unificatrice. C'est dans cette optique qu'en 1887, il a fondé, avec Jourdan et Villey, **Faure la Revue d'économie politique**.

Le XIXe siècle a vu émerger une grande diversité de théories économiques : libéraux, ultralibéraux, socialistes, marginalistes, mathématiciens, réformateurs sociaux, protectionnistes, ingénieurs – tous défendaient leurs positions. Gide souhaitait unifier et transcender cette multitude.

Méthode .

L'économie, en tant que science, présente les phases suivantes :

1. Observation des données (point de départ phénoménologique) et ce sans préjugés ;
2. Formulation d'hypothèses (élaboration d'une explication qui découvre des relations, notamment des relations causales) ;
3. Évaluation basée sur des données nouvelles (Principes d'économie politique (1917)).

Définition.

L'économie fonctionne par phases : production, circulation, distribution et consommation. Son but est la satisfaction des besoins, car les besoins de l'humanité sont le moteur de l'économie. – Valeur d'utilité.

En économie, on entend par là l'utilité d'un produit ou d'un service, une utilité liée à sa rareté. Ce qui n'amène pas Gide à sous-estimer le travail : « Utilité et travail », dit-il (ibid.).

Solidarisme (coopérativité) .

Gide distingue cinq écoles de son époque.

1. *Libéralisme* (individualisme, -- optimiste, conservateur).
2. *Socialisme scientifique* (marxisme : déterministe).
3. *Socialisme d'État* (lutte pour une législation qui profite à la classe ouvrière)
4. *La démocratie chrétienne* (dans une certaine mesure anti-libérale ; fondée sur trois piliers : la doctrine de l'Église, la famille et le patronage).

5. *Solidarisme* : la volonté de faire de la société humaine une grande société caractérisée par l'entraide, de sorte que la solidarité naturelle — lorsqu'elle est renforcée par la volonté de tous ou, à défaut, par la contrainte légale — se transforme en justice.

Gide préfère cette dernière (également appelée l'École de Nîmes).

Conclusion. – Gide ne semble pas appartenir à ceux qui s'en tiennent à l'économie pure : la dimension sociale se confond avec l'économie.

SK89

Personnalisme

Bibl. st.: Fl. Van Oirschot , *Histoire concise de la question sociale* , Roermond/Maaseik, 1950, 292/318.

Pour commencer, il ne faut absolument pas confondre « personnalisme » et « individualisme ». Bien au contraire.

Denis de Rougemont (1906/1985).

Ce penseur calviniste est, avec Emmanuel Mounier (1905/1950 ; personnaliste catholique ; fondateur de la revue *Esprit*), l'une des figures de proue du personnalisme.

Existentialisme.

Dans * *Politique de la personne* *, *Paris*, 1934-1, 1946-2, de Rougemont écrit : « Le succès de la doctrine existentialiste semble indiquer que les esprits s'éveillent (...). Le personnalisme a pris naissance dans le climat philosophique défini par des noms tels que S. Kierkegaard (1813/1855 ; père de la pensée existentialiste), Nic. Bardiaev (1874/1948), Gabriel Marcel (1898/1973 ; * *Être et Avoir* * (1935) ; Karl Jaspers (1883/1969), M. Heidegger (1889/1976) ».

En effet, exister, c'est être jeté dans ce monde en tant qu'individu et forger son propre projet de vie. Non pas la nature, comme dans le matérialisme par exemple, ni une communauté, comme dans le socialisme. Mais plutôt l'être humain, au sein de la société et du cosmos, avec son devoir éthique.

Personnalisme

Le personnalisme place la personne humaine au centre, dans son individualité et sa personnalité, mais au sein de la société. C'est par cette dernière caractéristique que le personnalisme intègre tout ce qui constitue la communauté.

C'est pourquoi un socialisme personnaliste a également émergé.

Rougemont affirme : « Les concepts de “personne, individu, personnalité” doivent être démêlés et clarifiés afin de pouvoir ensuite fonder un ordre social renouvelé sur eux. Des philosophes tels que J. Maritain (1882/1973 ; catholique), N. Berdiaev (orthodoxe), un certain nombre de jeunes protestants, ainsi que de nombreux agnostiques (*notez* : qui mettent la religion entre parenthèses) ont tenté de démontrer l'importance directe d'une définition de la “personne” pour toute action sociale. »

« Si l'homme n'est pas une personne, même s'il l'est de manière étouffée et opprimée, de manière malade, de manière possible ou par sa disposition, alors il ressemblerait à toutes les autres choses du monde. » Ainsi parle Nikolaï Berdiaev, qui, en tant qu'orthodoxe, ajoute que l'homme, en tant que personne, ressemble à Dieu.

Partant du couple « personne/monde », les personnalistes ont exploré toutes les pistes de réflexion.

SK90

9.2. La démocratie politique selon M. Walzer (90)

Bibl. st.: M. Walzer, *L'idée d'une société civique*, dans : *Streven* 60 (1993) : juin, 483/497.

Walzer, professeur à l'université de Princeton, est connu pour son ouvrage * *Sphères de justice* *, New York, 1983, dans lequel il situe l'homme non pas dans une seule « sphère » (« biotope ») mais dans une multitude de sphères dans lesquelles il peut « bien vivre » (social-démocratie pluraliste).

Démocratie politique classique et néoclassique.

Pour une partie de la population grecque antique, la citoyenneté était l'idéal. Contribuer et prendre des décisions en toute liberté. Participer à l'avènement de la « polis », l'État. – Voilà la thèse classique.

néoclassique

J.J. Rousseau (1712/1778), du moins dans une interprétation courante de la gauche, -- John Stuart Mill (1806/1873 ; libéral social), -- les radicaux démocrates des XIXe et XXe siècles, -- jusqu'à la Nouvelle Gauche (gauchisme des années soixante) inclus, -- tous rétablissent la citoyenneté comme une « atmosphère » de la vie bonne.

Lorsque les femmes, les travailleurs, les personnes de couleur et les migrants réclament leurs « droits », ils privilégient, consciemment ou inconsciemment, la possibilité de participer à la prise de décision au sein de l'État.

Aux États-Unis, les communautariens prônent également un renouveau de l'esprit civique comme remède à la fragmentation de la société contemporaine. Car, à l'instar de Rousseau, ils ne perçoivent pas les sous-groupes plus restreints qui se situent entre le citoyen et l'État, au sein même de la « société civile ». L'État y exerce une domination unilatérale.

Walzer a deux remarques à faire.

1. Les interventions de l'État actuel ont « considérablement augmenté » (ac, 486), en partie sous la pression de citoyens politiquement engagés. Pourtant, on ne peut pas dire que « les citoyens contrôlent les administrations municipales ». Plus l'État se renforce, plus il absorbe les petites communautés (quartiers, familles, églises, nations, etc.). Participer à la prise de décision n'est plus possible.

2. Le citoyen ordinaire se préoccupe avant tout de la manière dont il gagnera sa vie. « Il/Elle est davantage impliqué(e) dans la communauté économique (*note* : dans laquelle il/elle gagne sa vie) que dans la communauté politique » (ibid.).

Cela représente un danger pour l'engagement authentique, qui est le véritable sens civique.

Qui plus est : un certain nombre de citoyens érigent l'activité économique en idéal, par exemple sous la forme d'une carrière dans le

monde des affaires. Ce qui éclipse l'esprit civique (c'est le moins qu'on puisse dire).

SK91

9.3. Social-démocratie pluraliste (91/93)

Bibl. st.: Michael Walzer, *L'idée d'une société civile* dans : *Streven* 60 (1993): juin, 490/497.

Walzer est un Juif américain et un défenseur du socialisme démocratique. Son postulat principal : l'homme vit, du moins dans une véritable démocratie, simultanément dans différentes sphères de l'existence ! D'où son ouvrage * *Sphères de justice* *, New York, 1983.

Unilatéral.

La démocratie politique parfois qualifiée de « républicaine », fondée sur le modèle classique (grec) ou néoclassique (Rousseau), place le citoyen au centre, comme un être participant aux décisions concernant les affaires de l'État. Les affaires de l'État constituent, en réalité, une sphère unique de la vie.

Le marxisme place l'ouvrier – l'homo faber – au centre d'une vaste entreprise industrielle qui, avec le temps, devient l'humanité. C'est précisément là une sphère d'existence unique.

Le libéralisme place au centre l'offre abondante de biens et de services, produits par les entrepreneurs et appréciés des consommateurs – tous deux évoluant dans une économie de marché libre. Ceci révèle précisément un mode de vie.

Le nationaliste ou le souverainiste place la nation au centre d'un système fondé sur les liens du sang et le destin commun. Cela aussi constitue précisément une sphère de vie.

Pluralisme.

Walzer considère ces quatre solutions à la question sociale comme unilatérales et, par conséquent, insuffisantes, bien qu'il ne faille pas les sous-estimer. Walzer situe l'homme – du moins dans une véritable démocratie – simultanément dans les quatre sphères de vie précédentes,

auxquelles s'ajoutent de nombreuses autres. Il nomme cette société civile, caractérisée par sa multiplicité (« fragmentation ») et sa solidarité.

Songez aux personnes qui se recherchent spontanément, formant et reformant toutes sortes de groupes – associations (biotopes, sphères de vie) – non pas au profit d'une institution particulière (famille, tribu, nation, religion, commune, groupe d'intérêt, idéologie, fraternité, etc.), mais simplement par désir de connexion. Car nous sommes, avant tout, des êtres sociaux. Cf. ac, 490v.

Parmi les associations, il cite : les syndicats, les partis, les mouvements de toutes sortes, les groupes d'intérêt, les familles, les églises, les entreprises familiales, les institutions étatiques ou municipales, les communes ouvrières (collectivités collectives), les coopératives d'achat, les associations à but non lucratif.

Tout au long de ces années de vie, Walzer situe le citoyen lambda au sein de la société civile. C'est précisément par là qu'il se définit.

SK92

État et société.

Être citoyen – et donc, comme le prônait Rousseau, participer à la vie politique (démocratie politique) – n'est qu'un des nombreux rôles que joue le citoyen. Or, l'État joue un rôle différent de celui qu'il occupe dans les autres sphères de la vie. L'État encadre la société civile, bien qu'il n'en soit apparemment qu'un élément. « Il délimite le champ d'application, définit les règles de toutes les activités des associations. Y compris l'activité politique. » (Ac, 494).

« En pratique, la citoyenneté prime donc dans une certaine mesure sur tous nos autres engagements. C'est pourquoi nous n'avons pas besoin d'être citoyens (notez : décideurs politiques) « tout le temps » et, conformément au souhait de Rousseau, de chercher notre bonheur avant tout dans la politique. » (Ac, 495).

De même que nous ne devrions pas être constamment actifs dans des associations (ac, ibid.), la société civile est suffisamment

démocratique si nous agissons collectivement et de manière responsable au sein de quelques-uns de ses sous-groupes.

Exemples.

Même le totalitarisme défaillant, par exemple celui de l'État communiste polonais, pouvait encore « dicter la loi » au syndicat Solidarność : celui-ci devenait un syndicat polonais qui devait déterminer l'économie et la politique du travail « à l'intérieur des frontières polonaises ».

Note : « Solidarnosc » signifie « solidarité ». Fondée à Gdańsk en 1980 en tant qu'association indépendante dotée de sa propre direction, Solidarnosc a été interdite par l'État communiste et est devenue clandestine en 1982. En 1989, le syndicat a été de nouveau légalisé et a pu jouer un rôle important au sein des nouvelles institutions, voire du gouvernement.

Walzer cite un deuxième exemple.

Aux États-Unis, les familles où les deux parents travaillent à l'extérieur ont besoin de l'aide de l'État (garde d'enfants subventionnée). Les minorités nationales dépendent de l'aide de l'État pour maintenir leurs systèmes éducatifs. Les entrepreneurs et les entreprises capitalistes comptent sur l'État.

Les syndicats ne peuvent fonctionner sans reconnaissance légale et sans protection contre les pratiques déloyales en matière de travail. L'individu doit être protégé contre le pouvoir, par exemple, des fonctionnaires, des employeurs, des experts et des mécènes. Le pouvoir des groupes de pression doit être encadré.

Raison : une société civile sans État conduit à des rapports de force qui créent des inégalités – des injustices – et seul l'État peut y remédier.

SK93

Les réunir, oui, mais cela ne représente rien de grandiose.

On pourrait dire que l'unilatéralité « marque les esprits ». Renoncer à des systèmes imposés unilatéralement – la citoyenneté démocratique (la démocratie politique de Rousseau), la coopération marxiste, le

concept libéral d'autonomie individuelle, l'identité nationale – c'est renoncer à quelque chose de grand : « une énergie concentrée, un choix clair, une distinction nette entre partisan et opposant » (ac, 496).

La société civile, avec sa multitude de sphères de vie, « ne donne pas cette impression » (ibid.). Son grand mérite réside dans le rassemblement – appelons cela la généralisation – mais cela n'a rien de grandiose. Ainsi, littéralement, Walzer.

Autrement dit : les personnes à l'esprit militant ne sont pas attirées par ce genre de chose.

Dégradation croissante.

La société est-elle mûre pour le projet de Walzer ? Walzer en doute. Violence, sans-abris, divorces, personnes délaissées et toxicomanes témoignent d'une dégradation croissante. La réalité du citoyen et de sa société est loin d'être idyllique. À l'exception des privilégiés, elle ne l'a jamais été.

Généralement, les individus occupent une position subalterne qui les amène à apprendre la soumission, et non l'autonomie. C'est pourquoi ce sont précisément les mouvements prônant l'affirmation politique (Rousseau), l'utopie marxiste, le libéralisme économique et le nationalisme qui se sont développés. Tous les mouvements de libération » (ac, 497).

Mais aucun d'eux n'a réellement apporté une libération totale, réelle et durable : « Leurs plus fervents défenseurs — qui ont fait l'éloge de l'État, de la coopérative, du marché ou de la nation — sont probablement en partie responsables du désordre d'aujourd'hui » (ac, ibid.).

Le communautarisme (communitarisme, communalisme) – Alasdair McIntyre, Charles Taylor, Michael Sandel – qui rejette le libéralisme et ne voit la véritable justice que dans le fait de se situer au sein d'une communauté, d'une tradition avec laquelle on se sent solidaire, est également rejeté par Walzer comme unilatéral : l'homme – le citoyen – est solidaire des autres non pas dans une seule communauté, mais dans une multitude de communautés.

Le modèle concernant la question sociale est, comme dans l'École de Francfort, la prophétie biblique, comme le précise Walzer dans * *Interpretation and Social Criticism* *, Harvard University Press, 1987.

SK94

9.4. Économie politique chrétienne (94/100)

Bibl. st.: Fl. Van Oirschot, *Beknopte geschiedenis der sociale vraag*, Roermond/Maaseik, 1950, 322/324.

Quel que soit le nom qu'on lui donne – « économie chrétienne », « solidarisme », « catholicisme social » –, ce mouvement a vu le jour au XIXe siècle. Lentement, car il a été pris de court par la sécularisation (surtout depuis la Révolution française). Mais assurément.

1834.-- Paraît l'Économie politique chrétienne,

par le comte Alban de Villeneuve-Bargemont. Il commence par une critique : le clergé était confiné à l'intérieur de l'église et de la sacristie ; les catholiques font bien de donner l'aumône, mais ils doivent apprendre à privilégier la théorie sociale, issue des axiomes chrétiens, comme fondement de la culture.

La tâche de l'État.

L'État, selon Villeneuve-Bargemont, doit veiller à ce que les lieux de travail respectent les normes d'hygiène. Le travail des enfants – qui constituait encore un problème mondial en 1998 – doit être interdit aux moins de quatorze ans. Des fonds d'épargne et de prévoyance doivent être mis en place pour les travailleurs.

Typique de son époque : le travail séparé des hommes et des femmes.

Les droits des travailleurs.

Les travailleurs ont, dans certaines circonstances, le droit de délibérer sur leurs intérêts communs et de fonder des syndicats. Ces derniers peuvent se voir conférer la capacité juridique. La création de ces syndicats doit être garantie sur des fondements nouveaux et ainsi encouragée. Ces organisations syndicales se consacraient alors à la mise en place de fonds de soutien et de prévoyance, de sociétés de tempérance, d'écoles et de cours publics.

Note : L'influence prépondérante du système libéral de l'époque se fait encore sentir, puisqu'il – méfiant envers les corporations médiévales – ne souhaite pas voir leur restauration, à tel point que les nouveaux syndicats ne sont pas autorisés à se préoccuper de la fixation des salaires.

Cela n'empêche pas ce comte, fort de sa foi, de trouver le courage de dénoncer sans hésiter les abus du système libéral. Il ne pouvait d'ailleurs le faire sans offenser la bourgeoisie dirigeante – y compris les catholiques – ni sans être soupçonné de « socialisme ». Quoi qu'il en soit, il fut un précurseur.

SK95

Von Ketteler, « notre grand prédécesseur » (Pape Léon XIII).

Bibl. st.: Fl. Van Oirschot, *Beknopte geschiedenis der sociale vraag*, Roermond / Maaseik, 1950, 332/337.

N'oublions pas : c'est en 1848, comble de l'ironie, que Marx et Engels publièrent leur *Manifeste du Parti communiste*. Cette même année se tint la première réunion de l'Association catholique d'Allemagne. Une vingtaine de membres du Parlement de Francfort y assistèrent, parmi lesquels... un pasteur du village de Hopsten, von Ketteler.

Dès le premier soir, il fut pressé de toutes parts de prendre la parole, et ce même soir, il prononça son célèbre discours sur * *Die Freiheit der Kirche* *. Il y plaça la question sociale au premier plan : « la question la plus importante qui (...) n'a pas encore été résolue ». C'était à Mayence.

Quelque temps plus tard, von Ketteler a tenu les habitants de Mayence en haleine avec ses six sermons prononcés dans la cathédrale de Mayence sur « *die groszen sozialen Fragen der Gegenwart* » (concernant les droits de propriété, la liberté, la famille, le destin de l'homme et l'autorité de l'Église).

L'évêque des ouvriers.

Von Ketteler devint évêque. Inlassablement, il consulta des personnalités engagées dans le social et des responsables syndicaux expérimentés, en s'appuyant sur des écrits allemands et étrangers. De

cette longue étude naquit * *Die Arbeiterfrage und das Christentum* * en 1864. L'ouvrage fut accueilli avec enthousiasme, même dans les milieux non catholiques. Il devint longtemps une référence.

Son jugement sur le parti libéral alors tout-puissant au pouvoir en Allemagne était sans appel. Il était composé (selon lui) principalement de francs-maçons, des grands représentants du capital, du « professorenthum » rationaliste et du « literatethum » banal qui dînait à la table de ces mêmes messieurs de haut rang et devait quotidiennement parler et écrire à leur service.

Von Ketteler leur reproche d'agir comme si la classe ouvrière pouvait échapper à sa condition déplorable – « la plupart des ouvriers sont physiquement épuisés » – par l'entraide, quelques concessions et une simple reconnaissance de l'ouvrier à travers de beaux discours. Même l'éducation, les conférences, les bibliothèques publiques, les excursions, les revues, etc., ne sauraient procurer à l'ouvrier la véritable joie de vivre ni la sécurité existentielle, à moins que tout cela ne présuppose le christianisme comme un axiématique.

La cause profonde du problème social réside dans la grande apostasie des derniers siècles, qui était davantage une façade qu'un véritable christianisme.

SK96

Solidarisme chrétien (démocratie chrétienne).

Bibl. st. : J. Aengenent, *Leerboek der sociologie*, Leiden, 1919-4, 102, 456 (Solidarisme).

Cet ouvrage est une exposition très complète et bien fondée de la doctrine sociale chrétienne.

Organicisme

Le modèle est celui de l'organisme biologique, composé de nombreux éléments et parties hétérogènes, mais formant une unité très cohérente. De même, mais non biologique, se trouve l'organisme que nous appelons « société », qui développe une entité étatique complète à partir d'individus (la vérité du libéralisme) et de groupes (la vérité du

socialisme). En particulier, le problème des ordres professionnels – une actualisation des corporations médiévales (qui ont, dans une certaine mesure, servi de modèle) – est devenu l'un des thèmes fréquemment abordés. Ces ordres occupent en grande partie une position intermédiaire entre l'individu et l'État.

Pensée centrale.

Le solidarisme chrétien établit un équilibre entre le libéralisme et le socialisme, car il rejette l'individualisme extrême et met l'accent sur la solidarité des intérêts, sans toutefois tomber dans l'excès. Il rejette l'absorption de l'individu au sein d'une communauté (État, société industrielle, commune, profession économique), car il prône l'autonomie. Ainsi Aengenent, oc., 105

« L'école catholique enseigne que trois facteurs doivent œuvrer ensemble pour améliorer la situation sociale : l'individu, la communauté et l'Église. » Cette dernière avec son axiomatique biblique, -- Aldus oc, 115.

Démocratie chrétienne.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le terme « démocratie chrétienne » a commencé à circuler.

La définition était la suivante : « Action charitable au profit du peuple, fondée sur le droit naturel et l'Évangile ».

C'est par cette dernière modalité que s'exprime le fondement métaphysique. La question sociale, en effet, est le signe extérieur du fait que l'essence ou la nature de l'humanité, non seulement de l'humanité laborieuse, est une donnée objective qui peut effectivement être perçue par la raison, moderne ou non, mais qui n'est en tout cas pas créée par elle. L'humanité, dans la mesure où elle est justement organisée, est, en d'autres termes, une idée objective.

De plus : cette idée objective est enracinée dans l'esprit de Dieu et est donc une idée divine.

Ainsi, la métaphysique traditionnelle est à la base de l'action bienveillante envers le peuple.

SK97

Mondragon (Arrasate), une expérience socio-catholique.

D. Villey/C. Nâme , *Petite histoire des grandes doctrines économiques* , Paris, 1992-2, 395, dit que « la plupart des grands économistes sont athées, sauf Malthus.

Les théologiens sont rarement versés en théorie économique. Certains préceptes épiscopaux témoignent même d'une ignorance tout aussi stupéfiante des lois économiques élémentaires lorsqu'ils affirment que les heures supplémentaires engendrent le chômage ou que l'employeur ne devrait pas rechercher son propre profit. Cela peut être vrai, bien sûr.

Toutefois, cela ne justifie pas de minimiser la doctrine sociale de l'Église, car il est concevable que les économistes ne détiennent pas non plus la science infuse. C'est pourquoi nous nous référons à L. Bouckaert, **Mondragon** (« Une expérience de participation à l'entreprise »), dans : *Streven* 65 (1998) : 3 (mars), 221-229, dont nous dressons un résumé.

Autogestion des travailleurs.

En ex-Yougoslavie, les expériences ont échoué. Mais une expérience rare au Pays basque espagnol semble prouver que l'autogestion des salariés est une réussite : à Mondragon (l'Arrasate basque), un complexe d'entreprises est en activité et compte actuellement — en 1998 — 160 coopératives et 23 000 membres copropriétaires.

Le danger de réussir.

En cas de succès, soit les travailleurs conservent leurs parts dans l'entreprise et embauchent du personnel (sans participer à la cogestion), soit ils cèdent leurs parts à de riches investisseurs. C'est ainsi que risque d'évoluer notre système capitaliste fondé sur la concurrence.

Mondragon.

Mondragon, cependant, évite ces deux abolitions : les courbes de croissance du chiffre d'affaires, des bénéfices et de l'emploi continuent de progresser. Le modèle est si séduisant que des coopératives adaptées voient le jour aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

L'origine.

En 1941, un jeune prêtre, José Maria Arizmendiarrietta (décédé en 1979), plus communément appelé Arizmendi, fut nommé par le diocèse à la tête du village (sud-est de Bilbao), qui comptait alors 8 000 habitants et souffrait d'un taux de chômage et de pauvreté très élevé. Seule une usine sidérurgique assurait l'industrialisation et la création d'emplois. Cependant, des ouvriers militants y provoquèrent de violents conflits.

Arizmendi souhaitait initialement étudier la sociologie à Louvain, mais l'évêque a refusé : son pragmatisme social l'obligeait à se lancer et à apprendre sur le terrain.

SK98

Pas de militantisme. Enfin, du pragmatisme.

Non pas une axiomatique, mais plutôt une approche pratique. Elle s'inscrit dans une perspective chrétienne et sociale où, comme l'affirme l'Église, le travail, en tant que capacité créatrice, prime sur le capital. Arizmendi se place d'emblée dans le rôle de conseiller.

1.-- Formation.

Arizmendi réunit les jeunes au sein de groupes de discussion, de sport et d'enseignement. De plus, en 1943, il fonde une école technique pour garçons de 14 à 16 ans, qui deviendra le point de départ incontournable de leur parcours ultérieur.

Il conclut un accord avec l'Université de Saragosse afin de permettre aux étudiants créatifs et modestes d'obtenir un diplôme d'ingénieur par l'autoformation. Une école de commerce fut créée à Onati, ville voisine, en 1960.

En 1968, il a fondé un centre de recherche pour l'industrie appliquée (électronique, robotique, technologies de l'information).

2.-- Coopératives.

Une « coopérative » est une association dont le but est de répondre aux besoins de manière plus économique (par exemple en matière de produits alimentaires).

1955 : Cinq étudiants en ingénierie, avec Don José Maria et quelques habitants, fondent une coopérative (ULGOR) grâce à leurs

économies. Ils agissent avec prudence afin de ne pas s'opposer au régime franquiste, hostile à l'autogestion ouvrière. Même après l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, la coopérative continue de prospérer ; elle exporte même des cuisinières, des poêles, des machines à laver et des lave-vaisselle.

1960+. -- Une coopérative après l'autre est créée. Il y en a donc maintenant 160 -- caja laboral popular (caisse d'épargne populaire).

Le financement, l'assistance technique et sociale de ces coopératives provenaient d'une banque que Don José avait lui-même fondée, sans ses collaborateurs, avec deux membres du groupe fondateur. La banque prospérait car elle offrait un taux d'intérêt plus élevé et investissait dans la région. La population le savait.

Coopératives hybrides.

Les parties prenantes (gestionnaires) partagent le pouvoir de décision. Travailleurs et consommateurs, producteurs et fournisseurs, et travailleurs et agriculteurs agissent ensemble en tant que membres d'une coopérative dans ce processus.

Sécurité sociale.

Sa propre coopérative de sécurité sociale a été créée, car cela n'aurait pas été possible autrement. Elle faisait partie de la Caja. En 1967, elle est devenue indépendante.

Conclusion. – Bien que très indépendantes, ces coopératives et autres structures similaires forment un ensemble cohérent. Ceci grâce à un contrat d'association commun qui établit des règles et des mécanismes d'achat et de vente mutuels entre les coopératives.

SK99

Axiomatique.

Les principes fondamentaux sont de deux ordres : le principe démocratique, qui régit les décisions, et le principe de propriété, qui régit les droits sur les actifs et les résultats de l'entreprise.

1.-- Démocrate.

Ici, ce terme signifie : ceux qui sont gouvernés ont le pouvoir de décider. Les gouvernés — directement ou par délégation — se gouvernent eux-mêmes.

La différence.

Dans une entreprise classique, ce sont les actionnaires qui, bien qu'absents, dirigent (en nommant les administrateurs, par exemple), et non les employés, c'est-à-dire les gérés, qui, de ce fait, ne se gèrent pas eux-mêmes. C'est typiquement le fonctionnement du capitalisme (les détenteurs de capitaux constituent la force dominante).

À Mondragom, la direction (conseil d'administration) gère l'entreprise au nom et dans l'intérêt de tous les copropriétaires (membres de la coopérative), sans actionnaires. Elle gère les adhésions à la coopérative, et non les parts sociales (investissements financiers).

2.-- Propriété privée.

Dans l'autogestion ouvrière, le droit administratif de l'entreprise est en principe dissocié des droits de propriété. – Toutefois, cela n'implique pas l'abolition de la propriété privée, – ni qu'il n'existe aucun lien entre le contrôle démocratique et une gestion efficace (efficace et axée sur les résultats) des biens.

Contrairement à l'expérience menée en ex-Yougoslavie (communiste), Mondragon intègre les droits de propriété privée à l'autogestion. Chaque membre d'une coopérative a droit à une part de la valeur comptable nette de l'entreprise grâce à un « compte de capital interne individualisé ». Bouckaert considère cela comme l'invention la plus originale du système de Don José, inspiré par l'Église.

Cependant, il ne s'agit pas d'un capitalisme ouvrier.

Le nombre d'actions détenues n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est l'appartenance personnelle à l'entreprise. Les actions constituent un prêt personnel à l'entreprise, remboursable lorsque la personne quitte celle-ci (par exemple, en cas de départ à la retraite).

Il ne faut donc pas affirmer à la légère que la doctrine de l'Église « connaît » peu ou pas du tout les lois de l'économie, comme le montre l'expérience de Don José. Il nous semble plus que pertinent d'attirer

l'attention sur ce point, d'autant plus que même des croyants minimisent l'importance de la doctrine sociale de l'Église.

SK100

Résistance au système néolibéral mondial.

Bible st. : R.Petrella et autres, *Guerre économique (L'heure de la résistance)*, Genève, Cotomec, 1997.

Cotomec, boulevard du Pont'Arve, Genève, signifie « Commission Tiers Monde de l'Église Catholique ». Huit spécialistes traitent le système néolibéral mondial, principalement compris comme mondialisation, avec une rare véhémence (J.-J. Arnaud).

1. Le système comme tâche.

Les auteurs la définissent ainsi : « Suppression de milliers d'emplois, creusement des inégalités, spéculation effrénée. Cette menace multiforme crée à travers le monde un véritable apartheid (une *fracture* sociale), tant au nord qu'au sud de la planète. Avec un effet Matthieu : les pauvres de chaque hémisphère s'appauvrissent tandis que les riches s'enrichissent. »

2. La résistance comme solution.

« L'heure de la résistance approche » (selon ses partisans). « Cette résistance peut porter ses fruits », affirment-ils. – Comment résister ?

1. En théorie. – Ils rejettent toute forme de consentement au système, de sorte que « l'idole du marché tout-puissant » soit déboulonnée de son piédestal.

2. Pratiques. – Ils exercent une pression maximale en faveur d'une économie respectueuse de la personne humaine. Par exemple, en subordonnant tout investissement – notamment dans un fonds de pension – au strict respect des règles de conscience par l'institution financière.

Remarque : Ces catholiques ne sont manifestement pas les seuls à manifester une telle résistance : des non-croyants, pour des raisons qui leur sont propres, agissent de même. La différence réside dans les principes fondamentaux de l'Église catholique et sa doctrine sociale.

Un jugement.

J.-J. Arnaud, *Guerre économique : la résistance*, dans : *Journal de Genève, Gazette de Laus*, 10.04.1997, parlant du livre, dit : « Un livre qui aborde les problèmes de notre temps, car la mondialisation (*note* : du système néolibéral) effraie presque tout le monde. »

Note : N'oublions pas que Jean-Paul II, dès **Reconciliatio et paenitentia**, a soulevé la notion de « péchés sociaux » : des groupes sociaux d'une certaine ampleur, tels que des nations entières ou des blocs de nations, créent – seuls ou avec d'autres acteurs – des situations qui doivent être interprétées comme un « péché » (un manque de scrupules) au sens biblique du terme. Notre planète est, selon **Guerre économique**, prête à y faire face.